l'unité

M 2805 - N° 473 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 juin 1982

Le temps de l'effort partagé

PAR GUY PERRIMOND

DEPUIS dimanche les qualificatifs ont fleuri. La droite, qui, à défaut de mémoire, dispose d'un vocabulaire étendu, n'a pas lésiné. Incohérence, délabrement, inconvenance, sottise, démagogie, naïveté, improvisation, incapacité, irresponsabilité ! Ceux qui, durant des années, ont laissé se délabrer l'économie française — et Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac étaient au premier rang, — ceux qui n'ont rien voulu comprendre à la crise, nationale et internationale, ceux qui ont laissé l'inflation progresser, s'installer, une fois les deux chiffres dépassés, au cœur des mécanismes économiques, des habitudes des Français, ceux qui n'ont rien fait contre le chômage envahissant l'Hexagone, les faillites décimant les P.m.e, contre les déchirures de notre tissu industriel, ceux qui ont oublié les inégalités, cassé la croissance, bref, ceux à qui la France doit ses difficultés actuelles tiennent depuis le dernier week-end un langage qui, compte tenu de leurs responsabilités passées, et vis-à-vis du franc quelquefois présentes, frise l'indécence.

Car, au bout du compte, de quoi s'agit-il ? Quel est l'enjeu de cette dévaluation et des mesures d'accompagnement ? Quelles en sont les raisons ? A la base la volonté de retrouver les chemins de la croissance, du plein emploi et y parvenir tout en réduisant les inégalités. Voilà le point de départ. Or, nul ne l'ignore, la situation est difficile. En France et ailleurs. La relance par la consommation, nécessaire sur le plan social, a porté ses fruits. Mais le relais de la relance par l'investissement a pris du retard. Du côté du patronat, rien de bien nouveau. Il y a des années que l'investissement productif est sacrifié. Du côté du secteur public, le « retard » a des causes précises. Entre autres, les blocages — il n'y a pas d'autres mots — que les Français ont pu constater, lorsque les lois de nationalisation étaient discutées devant le Parlement.

Et, venue s'ajouter à cela, l'évolution perverse du dollar depuis un peu plus d'un an, ce qui pour l'économie française a pesé aussi lourd qu'un « choc pétrolier », et le déphasage entre le redémarrage d'une croissance dans l'Hexagone et la récession partout ailleurs. Puis le célèbre « différentiel d'inflation », c'est-à-dire la différence entre la hausse des prix hexagonale et celle de nos principaux partenaires. Ajoutez à cela une lutte — efficace — contre le chômage, des mesures sociales pas toujours bien digérées, et l'on retrouve les questions qui, depuis plus de deux mois, agitent la gauche.

Jusqu'à la semaine dernière, cela pouvait sembler n'être que des mots : rigueur, solidarité, austérité. Aujourd'hui, il s'agit d'actes.

En annonçant la « deuxième phase », François Mitterrand avait tracé les grandes lignes de ce qu'il faut réaliser dans les prochains mois. Mais ne pouvant pas — responsabilité oblige — laisser paraître les intentions du gouvernement, il a visiblement étalé dans le temps un effort qui doit être « brutal », ramassé.

L'effort ! Le mot convient mal aux relations sociales. Pourtant, l'usage l'a consacré. L'effort donc, ce sont les mesures d'accompagnement, cette liste destinée tout à la fois à réussir la dévaluation, à faire prendre conscience à l'opinion publique des handicaps — et des forces — de notre société. Pour l'essentiel, ces mesures, qui ont été adoptées par le conseil des ministres de mercredi, tendent à réduire le différentiel d'inflation avec nos voisins. Qu'il s'agisse du budget de l'Etat, du déficit du secteur social — S.s., Unedic —, du blocage des prix et des revenus, il faut arriver à désintoxiquer notre pays d'une drogue nommée inflation. Tout en maintenant les investissements du secteur public et en tentant de freiner un peu plus le chômage.

En octobre dernier, lors du précédent réaménagement du S.m.e. (Système monétaire européen), les mesures d'accompagnement avaient été plus succinctes. On peut le regretter. A un détail près. Si, pour l'étranger, il est nécessaire de prouver par des textes législatifs ou réglementaires la volonté de la France, encore faut-il d'abord que les partenaires sociaux soient prêts à négocier, à accepter des « sacrifices », à pratiquer une solidarité réelle. Par exemple, entre ceux dont la garantie de l'emploi est réelle et ceux qui sont sans travail, entre ceux dont le revenu est suffisant pour qu'une contrainte passagère, aussi désagréable soit-elle, puisse être aisément supportée et les bas revenus, les smicards, par exemple, à qui il serait indécent, compte tenu de l'éventail des revenus, de demander un effort supplémentaire. Or, il ne semble pas qu'en octobre dernier les partenaires sociaux aient été prêts à un effort de solidarité qui, pour être efficace, doit briser les égoïsmes, les corporatismes, bref, tout ce à quoi les gouvernements précédents avaient habitué les Français.

Car il fallait que ces derniers prennent d'abord conscience de l'état réel — et non pas apparent, limité aux indices — de notre économie. Il fallait que les efforts du gouvernement, sur le freinage du chômage, sur la réduction des inégalités, sur l'essor industriel, soient perçus, mesurés par nos concitoyens. Car ceux-ci, n'étant pas habitués à un gouvernement tenant ses promesses, auraient pu douter des intentions véritables du gouvernement.

Jeudi, en recevant les partenaires sociaux, Pierre Mauroy a pu juger de l'évolution de ces derniers. Nous avons déjà dit, ici, l'importance d'une négociation globale, et les groupes de travail qui doivent être mis en place — sur le chômage, la S.s., l'Unedic, etc. — devraient permettre non pas une cogestion de la crise, mais un partage nécessaire des responsabilités, des efforts. Et surtout apporter la preuve d'un effort partagé.

Or le gouvernement étant ce qu'il est, le mot partage doit avoir un sens très précis : par exemple il ne s'agit pas de bloquer les seuls salaires, ce qui fut durant les dernières décennies la tentation constante, mais l'ensemble des revenus.

Chacun sait que si l'on veut transgresser les « lois » de l'économie, il faut s'en donner les moyens. Or la dimension politique de ces « moyens » est évidente. Et la dimension politique des mesures d'accompagnement déjà annoncées l'est aussi. Reste ce qui peut paraître un « trou » dans le dispositif : le poids des importations. Mais l'accent mis depuis des mois sur la reconquête du marché intérieur prouve que cet aspect des choses n'a pas été oublié.

La « deuxième phase », annoncée par François Mitterrand lors de sa conférence de presse, débute par ce qui peut sembler une remise à l'heure des horloges. Mais qui est beaucoup plus que cela : à droite, très souvent dans le passé, on a remis les horloges à l'heure. Sans rien changer. Aujourd'hui, c'est pour changer que l'opération a été entreprise.



ECONOMIE

Les avantages d'un inconvénient

(page 2)

CONGRES

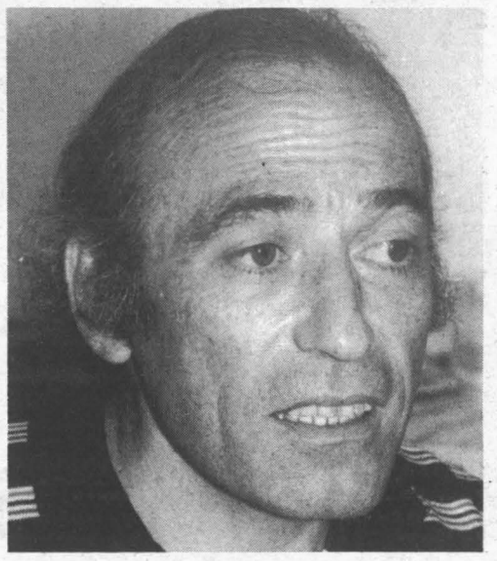
La C.g.t. entre l'austérité et la rigueur

(page 4)



La paix n'est pas à Beyrouth

(page 9)



ENTRETIEN

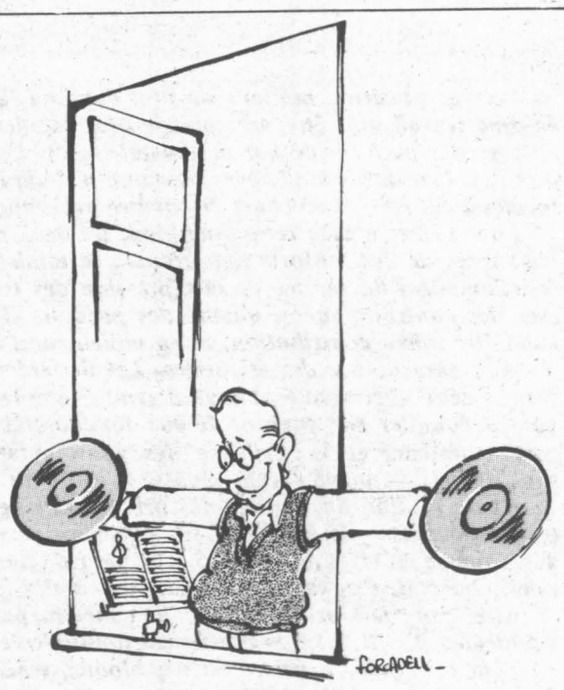
La passion selon Miguel Angel Estrella

(page 10)

MUSIQUE
AVEC
MAURICE FLEURET

Que la fête commence !

(page 20)



Les avantages d'un inconvénient

L'essentiel n'est pas dans le réaménagement des parités, mais dans les mesures d'accompagnement. Elles permettront de faire des choix impératifs

PAR GUY PERRIMOND

FALLAIT-IL suivre la pente de plus grande facilité ? Fallait-il faire comme certains de nos grands voisins, jouer la récession, une croissance rapide du chômage pour aboutir d'abord à un freinage de la hausse des prix ? Fallait-il accepter la logique qui a mis l'économie française en état d'hibernation, accepter la division internationale du travail qui se met en place ? Fallait-il renoncer à réduire les inégalités, refuser aux personnes âgées une retraite décente ? Fallait-il faire l'impasse sur notre industrie ? Fallait-il accepter de devenir un pays de sous-traitance, à l'exception de quelques « vitrines » technologiques ?

Difficile d'expliquer la dévaluation du dernier week-end sans répondre à ces questions. Car, à la base, la spéculation qui, depuis des mois, se porte sur le franc trouve sa justification dans la différence des politiques suivies. Ici, dans l'Hexagone, le gouvernement a privilégié la croissance, l'emploi, le maintien du niveau de vie. Ailleurs, c'est un autre choix qui a été fait : et d'abord celui de la récession. La croissance du chômage, aux Etats-Unis ou en R.f.a. par exemple, comparée au freinage mesuré en France, est à cet égard révélatrice. La France — et le franc — se comportant d'une manière « aberrante » par rapport à nos voisins ne pouvait qu'attirer la spéculation. Ce qui n'a pas manqué.

Mais réduire à ce seul aspect les difficultés de notre monnaie ne permet pas d'expliquer la situation actuelle. Lorsque, l'année dernière, par la croissance des bas salaires le gouvernement a impulsé une relance, qui atteindra en 1982 plus de 2 p. 100, on pouvait espérer que les entrepreneurs français y verraient l'opportunité d'une véritable relance. Ce ne fut pas le cas. A court terme, ils ont joué une croissance des marges, améliorant leur trésorerie sans production supplémentaire. Rares sont ceux qui ont eu le courage de prévoir une croissance en volume de leur production. Les résultats les plus évidents de tels choix sont connus. Tout d'abord le nombre de postes de travail offerts n'a pas varié. Et surtout les importations se sont taillé la part du lion.

De la même manière, après le réaménagement monétaire d'octobre dernier, on aurait pu s'attendre, au moins vis-à-vis de la zone mark, à une croissance de nos exportations. En effet les produits français bénéficiaient d'une compétitivité plus grande : exprimés en marks, leurs prix auraient dû baisser. Cela aurait pu être l'occasion pour bon nombre de firmes de conquérir de nouvelles parts de marché. Ce choix fut rarement fait : désireuses de refaire leur trésorerie, la majorité des entreprises françaises exportatrices ont tout simplement oublié de jouer le « volume » — c'est-à-dire une croissance des ventes en conservant l'ancien prix en marks pour améliorer très vite leur trésorerie. Le résultat, là aussi, est évident : du côté de l'emploi, le mieux ne s'est pas fait sentir. Et en ce qui concerne l'équilibre — ou plutôt le déséqui-



Pierre Mauroy.



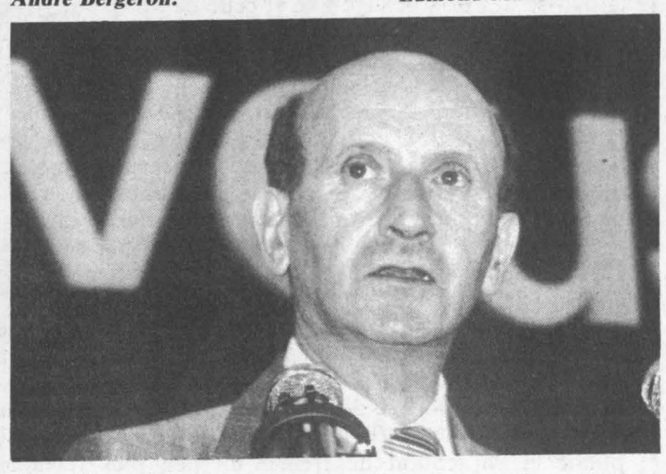
Yvon Gattaz.



André Bergeron.



Edmond Maire.



Henri Krasucki.

10 000 fonctionnaires pour un blocage

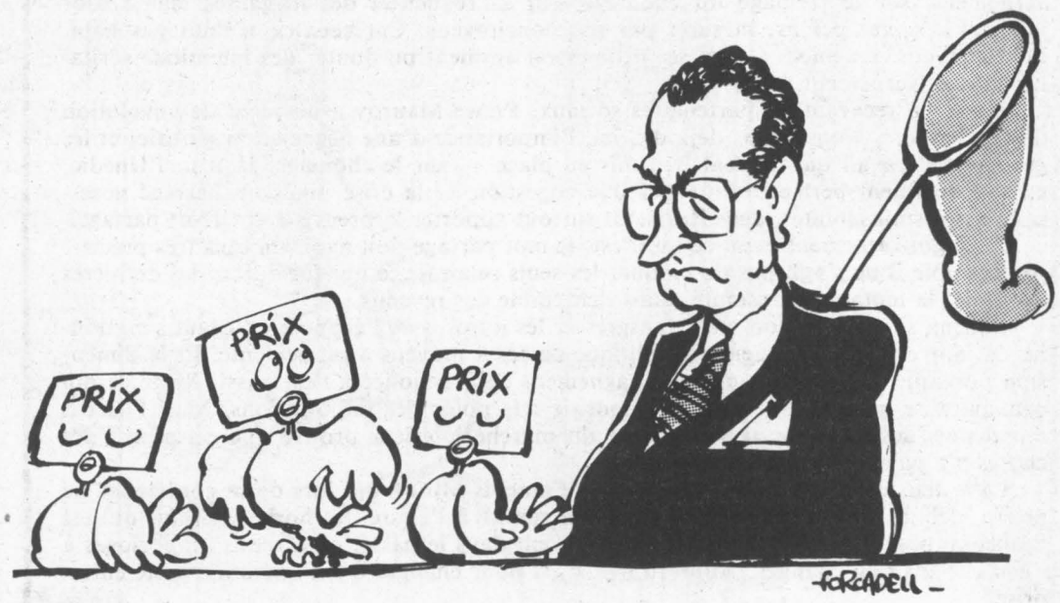
Relever plusieurs millions de prix dans quelque trois cent mille points de vente : cet énorme travail doit être accompli le plus rapidement possible pour assurer le respect du blocage des prix décidé par le gouvernement. En une semaine, quatre à cinq millions de prix devraient avoir été relevés. Ensuite, il s'agira de vérifier que les étiquettes restent conformes à ces relevés au cours des quatre prochains mois.

Pour mener à bien cette opération, les deux mille agents de la concurrence et des prix vont recevoir des renforts importants : le ministère de la Consommation « prête » mille fonctionnaires du service de la répression des fraudes — chargés habituellement d'effectuer des contrôles sur la qualité des produits. Dans les villes, les agents de police vont aussi être mis à contribution, et en milieu rural les gendarmes devront également participer à la surveillance des étiquettes. Les douaniers eux-mêmes sont appelés à prêter main forte à cette opération : en tout, il semble que le ministère de l'Economie et des Finances pourra compter sur environ 10 000 fonctionnaires. La mobilisation des associations de consommateurs et la vigilance des consommateurs eux-mêmes sont également jugées souhaitables — même si cela dépasse le cadre du dispositif officiel.

L'intervention du blocage des prix devrait permettre de vérifier la répercussion effective de la baisse de la T.v.a. sur plusieurs produits : à partir du 1er juillet, le taux de T.v.a. passe en effet de 7 % à 5,5 % pour de nombreux produits alimentaires (eaux minérales, chocolat, thé, café, confitures, pâtisseries, etc.).

Attention : le blocage des prix ne concerne pas les fruits et légumes — l'administration a seulement limité à 1,5 le coefficient multiplicateur appliqué par les commerçants.

Pour la viande, le prix n'est pas bloqué, mais des marges moyennes par kilo vont être fixées.



libre — de notre commerce extérieur, on a retrouvé les basses eaux de l'année 1980 !

D'autres mécanismes ont joué : le poids des chômeurs, des prestations sociales sur une économie qui n'a pas encore repris son souffle, les variations du dollar, puis du mark, les taux d'intérêt outre-Atlantique, la faiblesse du commerce international. En un mot, la volonté, la pratique française allait à l'encontre de ce qui se pense et se fait à l'étranger... Et souvent, ici même. Dès lors, les choix étaient simples. Se plier, accepter une autre logique, en un mot revenir en arrière. Ou se donner les moyens de poursuivre. C'est ce qui a été fait.

Réduire les décisions prises le dernier week-end à la seule modification des parités c'est, en effet, oublier l'essentiel, ce que l'on appelle des « mesures d'accompagnement ». Car, à y regarder de près, ces dernières sont bien plus que des mesures visant à assurer la réussite d'une dévaluation.

Depuis des mois, en effet, il est évident que l'inflation, la croissance des prix et des revenus est un délicat problème. Si l'effort essentiel a porté sur le chômage, le catalogue des déclarations ministérielles sur la nécessité d'un freinage conséquent de la hausse des prix est imposant. Mais la modération proposée n'a pas été suivie d'effets : le freinage sur l'année devant à peine atteindre 2 %. Dès lors, le blocage proposé devrait tout à la fois convaincre nos partenaires étrangers des efforts entrepris — et calmer ainsi la pression s'exerçant sur notre monnaie — et permettre de décélérer rapidement, sans pour autant casser la croissance.

Les lecteurs de « l'Unité » ne seront d'ailleurs pas surpris par cette volonté de bloquer pour un temps prix et salaires. Début avril, Christian Goux écrivait dans notre journal : « Les coûts salariaux nominaux croissent en France plus de trois fois plus vite qu'en Allemagne (16 % contre 5 %) » Et il expliquait : « Cette situation n'est pas acceptable, d'autant que la reprise de la production reste modérée », pour conclure par : « Une politique ferme vis-à-vis des prix et des revenus me semble donc devoir être rapidement menée. » Nous y sommes. A un détail — de taille — près : on ne réussit pas de telles mesures contre les Français. A moins d'accepter des affrontements hors de saison. C'est pour cela que la négociation entre le gouvernement et les partenaires sociaux est de première importance. Refusant l'autoritarisme, voulant que cette négociation permette bien plus qu'une solution à des problèmes conjoncturels, le gouvernement veut y voir le début de négociations globales permettant, à terme, d'aborder les problèmes de partage du travail, de la solidarité du coût de la politique sociale, bref, de l'ensemble des démarches économiques. On est très loin de simples mesures techniques permettant de réussir une dévaluation. Les décisions du conseil des ministres de mercredi — long mais sans « discordance » — l'indiquent. Réduire le taux d'inflation passe par la maîtrise des prix. Ceux-ci seront donc bloqués jusqu'au 31 octobre. Cela permettra de donner un coup d'arrêt aux anticipations prévisibles. Puis la « sortie » du blocage sera négociée, des accords de régulation devant intervenir. En même temps que ce gel des prix — les accords de modération proposés ces derniers mois n'ayant visiblement pas suffi — le conseil des ministres a prévu un gel des salaires — à l'exception du Smic — et des revenus. Ainsi, sans briser la croissance ni le dynamisme de la lutte pour l'emploi on pourra réduire, pour l'année 1982, le taux d'inflation à 10 %.

L'Etat d'ailleurs donnant l'exemple de la « rigueur » : le déficit budgétaire sera limité, sans pour autant freiner la volonté de réduire le chômage. Les contrats de solidarité seront développés, les investissements du secteur nationalisé maintenus, un fond pour les grands travaux décidé. Ce qui revient à dire : freiner l'inflation oui, freiner la croissance, non !

Et l'annonce que le gouvernement engagerait sa responsabilité devant l'Assemblée nationale prouve qu'au-delà de mesures « techniques » on se trouve devant des décisions politiques dépassant de loin les problèmes monétaires.

Alors que la France propose aux autres pays industrialisés une sorte de serpent monétaire élargi, il était hors de question de proposer que notre monnaie sorte du S.m.e. Dès lors, tout aménagement des parités devait tout à la fois stopper la spéculation, la sortie de devises qu'elle implique et servir « d'électrochoc ». C'est-à-dire faire prendre conscience à tous — le C.n.p.f. semblant pour l'instant hésiter à comprendre — que pour tenir la route il est des choix qui deviennent impératifs. Car on ne peut pas tout à la fois assurer une croissance du pouvoir d'achat pour tous, une réduction du chômage, les équilibres budgétaires et un investissement important pour le secteur nationalisé.

La dévaluation devrait apporter aux exportateurs français quelques avantages : espérons que cette fois-ci ils sauront les utiliser ! De la même manière, la reconquête du marché intérieur sera favorisée. Le renchérissement des importations a parfois des avantages : il permet à des produits français de retrouver une place qu'ils avaient perdue.

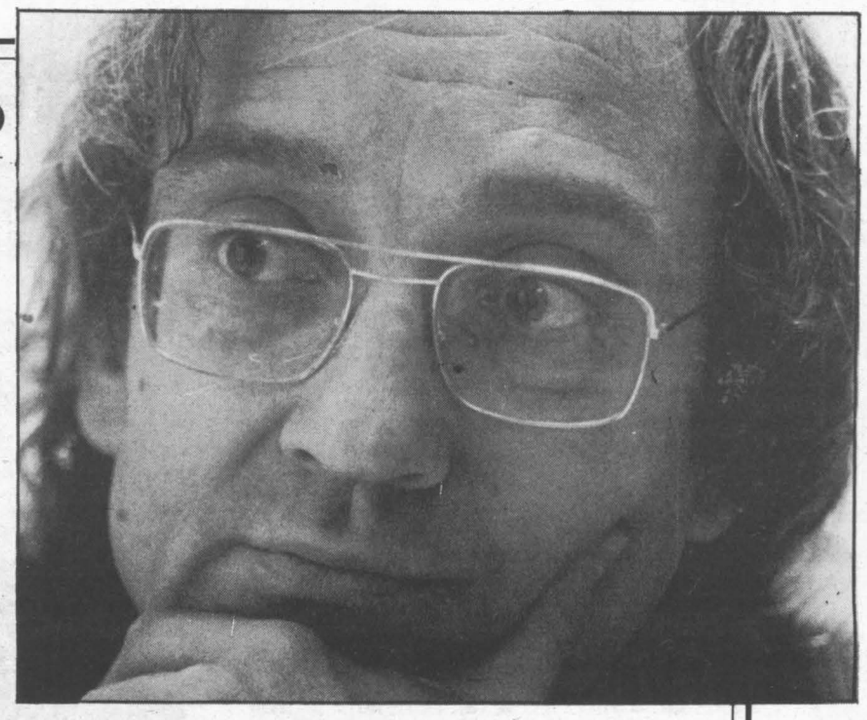
Dans les semaines qui viennent, le gouvernement et le Parti socialiste devront donc, plus encore que par le passé, indiquer aux Français le pourquoi des difficultés et les buts poursuivis. Car il est évident, que l'on parle d'effort, de solidarité ou d'austérité, que nos concitoyens sont prêts dans leur majorité à être raisonnables. Pour enfin sortir de la crise. A condition que les moyens et les buts soient clairs.

La dévaluation du week-end dernier n'est pas, c'est évident, une bonne chose pour la France. Mais il ne faut pas dramatiser. Si nous savons utiliser tous les avantages de l'inconvénient, au total l'opération sera bonne. Car non seulement à l'occasion de ce réaménagement la solidarité européenne a joué, mais les Etats-Unis sont intervenus sur le marché monétaire. Souvenez-vous des doutes émis à ce sujet, il y a seulement une semaine lors du sommet de Versailles. Et sur le plan intérieur dans les rapports entre différentes couches, dans la définition des efforts des uns et des autres, dans la compréhension des blocages de notre société, un grand pas aura été fait.

L'ambition de la gauche est forte. Mais elle ne relève pas du « tout, tout de suite ». Il est donc déterminant de savoir, de faire comprendre ce qui est possible à chaque moment. La dévaluation nous en donne l'occasion. Sachons ne pas la perdre. ●

La chronique de Max Gallo

Les forces de l'esprit



Même s'ils ont la mémoire courte, les "résistants intellectuels" d'aujourd'hui ressemblent comme des frères à ceux qui haïssaient Léon Blum en 1936

CELINE, Brasillach, Drieu la Rochelle, vous connaissez ? Et Paul Claudel ? Le poète qui, en juillet 1937, célèbre les nouveaux Croisés, les soldats du général Franco et dénonce les républicains espagnols : « Ce que la brute immonde autant que Dieu déteste, c'est la beauté ! Au feu grandes bibliothèques... Il faut faire de la place pour Marx et pour toutes ces bibles de l'imbécillité et de la haine ! Tue, camarade, détruis et saoule-toi, fais l'amour ! Car c'est ça la solidarité humaine ! » Vous n'imaginiez pas, peut-être, Claudel engagé à ce point dans la haine de ceux qui subissaient la répression, la terreur la plus sauvage, et le bombardement de Guernica ?

Et ces noms, Henry Bordeaux, Louis Madelin, Claude Farrère, tous de l'Académie française, et tant d'autres, membres de l'Institut, qu'il faudrait citer aussi et tous les Pierre Gaxotte, les Marcel Aymé, les Henri Béraud, Thierry Maulnier, Henry de Monfreid, etc. et j'oubliais Mac Orlan et Charles Maurras. Et je pourrais dresser une liste de 850 noms qui se trouvent au bas d'un texte publié le 4 octobre 1935 et intitulé *« Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et la paix en Europe »*. Il prend la défense de l'Italie fasciste qui vient d'entreprendre contre l'Ethiopie indépendante une guerre de conquête. La Société des Nations s'apprête à voter des sanctions contre Mussolini, et ces intellectuels s'insurgent. « Intellectuels, écrivent-ils, qui devons protéger la culture avec d'autant plus de vigilance que nous profitons davantage de ses bienfaits, nous ne pouvons laisser la civilisation choisir contre elle-même. Pour empêcher un tel suicide, nous en appelons à toutes les forces de l'esprit. » Et ils dénoncent « ces redoutables alibis d'un faux universalisme juridique qui met sur le pied d'égalité le supérieur et l'inférieur, le civilisé et le barbare ». Et ces Messieurs — j'oubliais Georges Blond, Gabriel Marcel, Maurice Maeterlinck, René Benjamin, Edmond Jaloux... — de condamner cette « fureur d'égaliser qui confond tout et tous » et d'exalter cette « nation où se sont affirmées, relevées, organisées, fortifiées depuis quinze ans quelques-unes des vertus essentielles de la haute humanité ». La nation dont parlent ces intellectuels, c'est bien sûr cette Italie fasciste, un « modèle » à les entendre !!!

Il faut rappeler ces textes et même il faudrait suivre, pas à pas, une fois encore, le rôle et l'action de beaucoup de ces intellectuels-là durant l'Occupation. Pour dénoncer les « intellectuels » ? Et mettre une fois de plus en accusation écrivains et poètes, au nom de choix politiques ? Non, mais simplement pour rétablir les faits.

Car nous vivons depuis le 10 mai 1981, en ce qui concerne les intellectuels, une campagne d'intoxication qui relève de la plus nette imposture.

Le spectateur engagé qu'est Raymond Aron dans une interview au *Figaro,* qui voisinait d'ailleurs avec une chronique de Thierry Maulnier — voir le nom ci-dessus — pouvait déclarer : « La haute intelligentsia n'éprouve à l'égard des milieux gouvernementaux aucun mouvement d'enthousiasme ou d'espoir. Sur ce point le contraste entre 1936 et 1981 est frappant. » Et d'ajouter : « Le P.s. est d'abord un parti de fonctionnaires. D'enseignants de seconde catégorie... On ne trouve guère de personnalités, comparables à Léon Blum, susceptibles de séduire nos intellectuels. » Curieux travail de la mémoire et de l'histoire : en 1936, bien sûr, les intellectuels de gauche étaient aux côtés du Front populaire. Et Blum avait leur affection et leur estime. Mais on nous présente — et on pourrait citer cent articles qui reprennent ce thème — le Front populaire comme une période d'unanimité intellectuelle. Le gouvernement de gauche rassemblant autour de lui *tous* les intellectuels. Ce qui ne serait pas le cas aujourd'hui.

Si j'ai cité les noms de cette « haute intelligentsia » des années trente où se marient le talent et la notoriété, c'est pour montrer, concrètement, qu'en 1936 comme en 1981 ou 1982 la gauche avait de « brillants » ennemis parmi les intellectuels. Des hommes qui haïssaient Blum comme on n'a peut-être jamais haï un homme politique. L'oubli est tombé aujourd'hui sur leur attitude. La collaboration est passée... un peu honteuse. Mais surtout il est plus habile, plus commode de se servir de Gide, d'Alain, de Malraux, de Langevin, d'Aragon, de Louis Guilloux, de Barbusse, pour nous faire croire que tous les intellectuels étaient aux côtés de la gauche et surtout les plus prestigieux d'entre eux. En fait, il faudrait refaire l'histoire intellectuelle de ces années-là, montrer comment les gloires académiques, les « grands écrivains » d'alors — ceux que célébrait la presse — avaient souvent choisi l'opposition au Front populaire quand ils n'étaient pas attirés — n'est-ce pas Céline, Brasillach, Drieu la Rochelle ? — par l'univers fasciste ou nazi, et les délires racistes.

Et à gauche ? D'autres intellectuels. Dont sans doute avec un brin d'ironie des commentateurs de droite pouvaient dire — comme ils le font aujourd'hui — qu'ils ne représentaient pas exactement ce qu'on appelle en tennis le « top-niveau ». Belle formule qu'emploie en juin 1982 le fondateur du « Ciel » (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés), cet organisme qui vient de tenir à Paris un colloque sur... « la résistance intellectuelle ». La présentation vaut son pesant de mots. « Plus que jamais la France est malade d'idéologie... Il faut développer une résistance intellectuelle... refuser l'intolérance, l'invective... s'opposer à l'excès de la politique. » Et on y dénonce « l'intention de fondre plus ou moins en un même système l'économie, la vie sociale, culturelle, éducative... Dès que la pluralité régresse, la liberté décline. » Bravo ! serait-on tenté de crier. Au vrai, il s'agit, une fois retiré le paravent des formules habiles, d'organiser « la résistance intellectuelle » au gouvernement de la gauche. Soit ! C'est le libre jeu démocratique. Et de l'affrontement des idées surgissent souvent des questions utiles sinon des solutions. Mais pourquoi avancer masqués ? Précisément parce que les idées de la gauche ont conquis les milieux intellectuels. Alors — auto-intoxication, propagande, illusion — on développe une offensive dont les orientations sont simples à isoler :

1) On prétend que les grands et les vrais intellectuels sont hostiles au pouvoir de gauche ou sceptiques. Ils ne l'ont pas rejoint. Il va de soi que cette affirmation ne repose que sur le postulat suivant : sont de grands et de vrais intellectuels ceux qui n'ont pas rejoint le pouvoir de gauche ou s'enferment dans le scepticisme !!

2) Après cette autocongratulation, autocélébration rassurante... on jure que ces grands, ces vrais intellectuels refusent toute idéologie, toute confusion avec la politique, que leur résistance est « intellectuelle ». Et qu'ils n'agissent qu'au nom de la tolérance. Peu importe qu'on retrouve dans leurs rangs un chef de cabinet de Raymond Barre, deux ou trois chroniqueurs exaltés, détails, détails... On peut dès lors conclure.

3) Voyez, les grands intellectuels ont déserté la gauche ! quelle différence par rapport au Front populaire !

4) Raison de cette attitude : les intellectuels sont antitotalitaires et antisoviétiques et la présence de quatre communistes au gouvernement est « immorale ». D'ailleurs on marginalise « les libéraux de gauche », là est le péril. Points de vue. Mais ne s'agit-il pas là d'analyses politiques très précises et discutables ?

Car on peut être intellectuel, dénoncer le totalitarisme soviétique et ses dangers et estimer que la morale et l'intelligence politiques invitent à faire entrer au gouvernement les représentants de ceux — électeurs communistes — qui ont permis la victoire d'un président de la République socialiste et d'une majorité de députés socialistes.

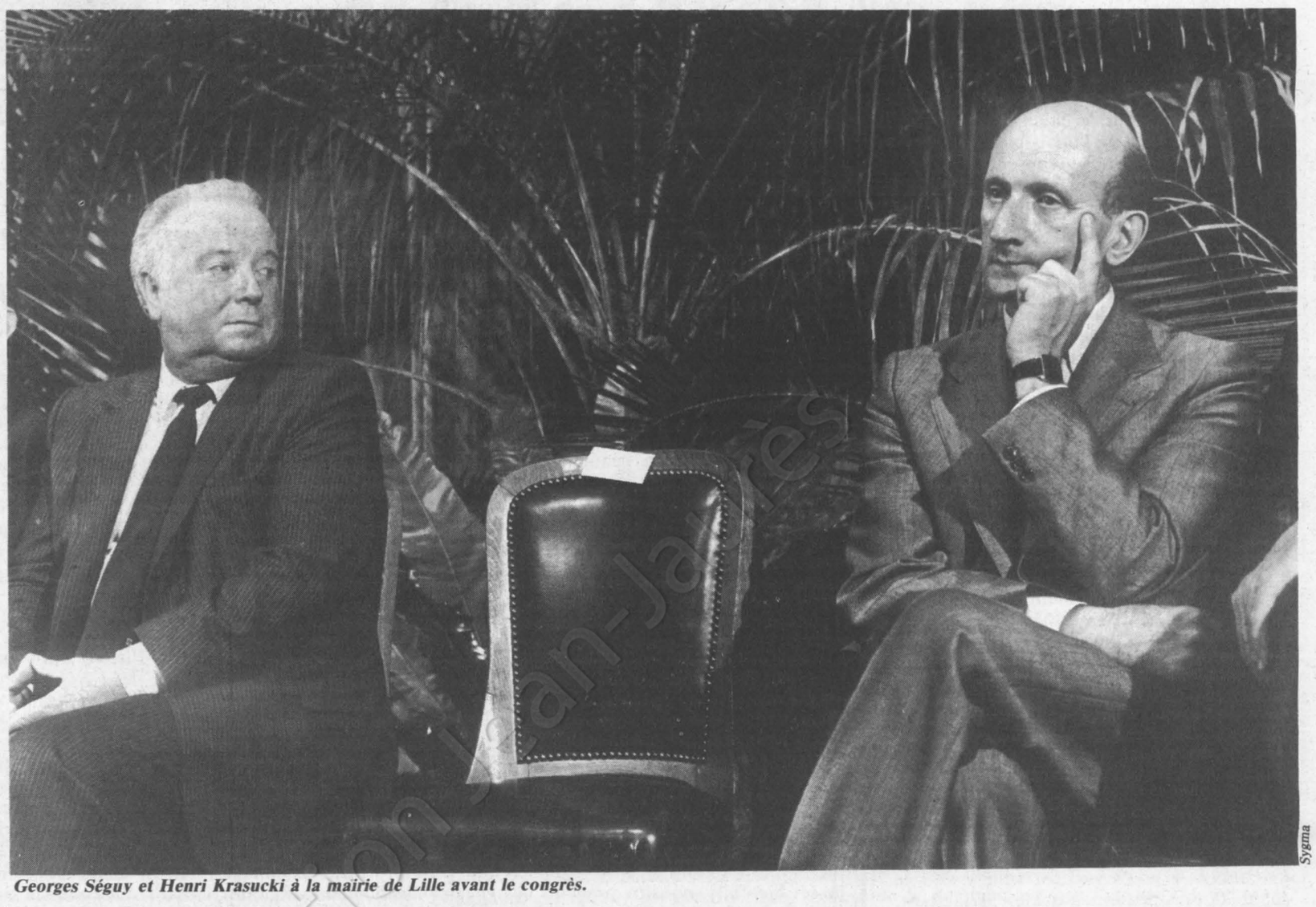
En fait, qu'on m'excuse de la simplification, il y a, aujourd'hui comme en 1936, des intellectuels de droite et des intellectuels de gauche et certains qui refusent — et c'est leur droit entier — de s'engager dans l'affrontement des idées.

Le reste est imposture. Tentative banale, classique, répétitive de rassembler, comme disaient « les grandes intellectuels » des années trente, « les forces de l'esprit » contre la « terreur rose ». Les expressions sont d'époque. C'est dire comme tout cela est neuf !

La C.g.t. entre l'austérité et la rigueur

Au congrès de Lille, les rôles ont été répartis quant au jugement de la politique gouvernementale, mais le débat souhaité par les contestataires n'a pas eu lieu

PAR MICHELE KESPI



Georges Séguy et Henri Krasucki à la mairie de Lille avant le congrès.

Sygma

« LAISSONS au patronat la conjugaison du verbe ''serrer la ceinture.'' Il a fallu attendre le troisième jour du congrès de la C.g.t., qui tenait ses assises à Lille depuis dimanche, pour entrer dans le vif du sujet. Certes, Henri Krasucki avait bien lâché quelques petites phrases après l'annonce de la dévaluation : « Avec un peu plus de fermeté, on aurait pu éviter ou retarder la dévaluation. » Le leader de la centrale avait aussi réaffirmé que le maintien du pouvoir d'achat était « une des clefs d'une politique nouvelle ».

Puis, durant deux jours, plus de réactions ni du Bureau confédéral, ni des congressistes, sur les dernières mesures gouvernementales. Des interventions classiques, rappelant les principes de la C.g.t., racontant une lutte... mais on ignorait toujours si les représentants de la première centrale syndicale française approuvaient la nécessaire politique de rigueur prônée par le gouvernement.

Le langage « pur et dur »

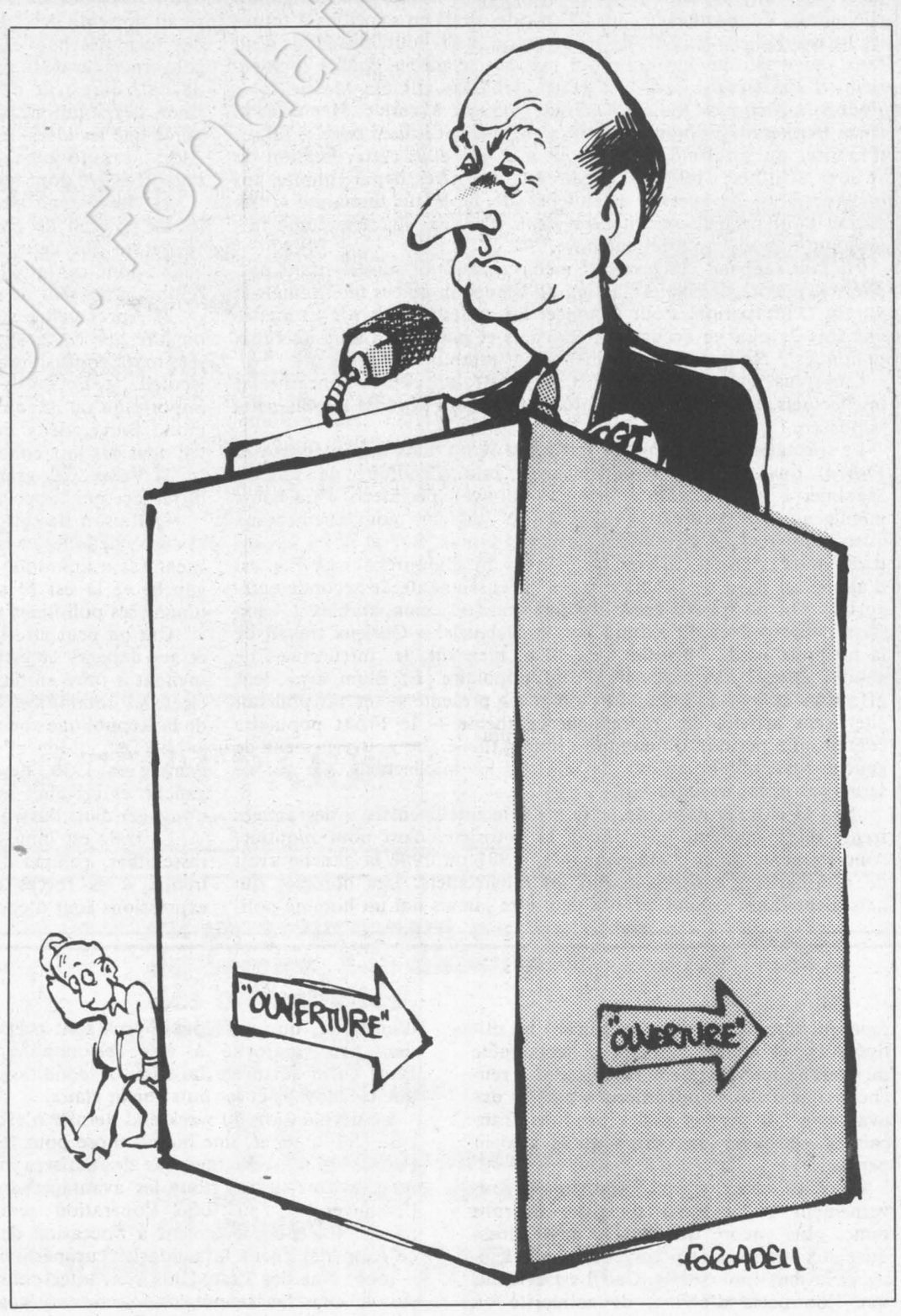
Enfin, mardi matin, André Sainjon, le patron de la plus puissante des fédérations, celle de la métallurgie, est monté au créneau. Sans mâcher ses mots. L'austérité, a-t-il déclaré sous les applaudissements de la salle, « rencontre et rencontrera toujours notre opposition et notre combat... L'austérité est synonyme de sacrifices pour les travailleurs et s'identifie trop avec la politique de la droite ». Avec cette phrase, André Sainjon a battu les records de l'applaudimètre.

En revanche, les rares interventions plus favorables aux mesures gouvernementales ont été fort mal accueillies. Si Jean-Louis Moynot, opposant à la ligne confédérale, a été écouté avec attention par les délégués, il s'est attiré sifflements et huées quand il a déclaré : « Certaines formes d'austérité sont nécessaires pour sortir de la crise. Non pour la gérer, mais pour faire aboutir les transformations profondes de l'économie et de la société. »

Plusieurs membres de la direction sont venus à la tribune dire leur désaccord avec cette conception. L'un des négociateurs qui rencontrait patronat et gouvernement jeudi à Matignon, Jean Magniadas, membre de la commisson exécutive, déclarait mardi à Lille : « On ne luttera pas contre l'inflation en freinant les salaires. »

Faut-il voir dans ces déclarations de congrès, où l'on sait que les militants aiment à entendre parler pur et dur, le durcissement d'une C.g.t. qui passerait, selon la formule consacrée, d'un soutien critique au gouvernement à une critique sans soutien ? Les choses ne sont pas aussi simples. La première réaction d'Henri Krasucki était très modérée. En fait, on avait l'impression d'une répartition des rôles.

D'un côté, les ténors qui montaient à la tribune pour regonfler des militants un peu désarçonnés de ne plus avoir un pouvoir de droite sur qui concentrer leur tir. A ces congressistes en quête de nouvelles certitudes, il fallait montrer que la C.g.t., vigilante, ne ferait pas de cadeau à un gouvernement, fût-il de gauche. De l'autre côté, côté cour, les dirigeants étaient plus nuancés et cherchaient la formule pour ne pas apparaître trop mous sans pour autant aller jusqu'au clash avec le gouvernement. Comment, finalement, contenir une base prompte à accuser les tenants d'un langage raisonnable de collaboration de classe ? Les dirigeants cégétistes, pour avoir souvent employé ce terme contre tous ceux qui n'étaient pas « dans la ligne », connaissent bien le mécanisme par lequel la moindre concession devient trahison. Et, à la veille de négociations sociales auxquelles ils entendent bien participer, les responsables de la centrale se sont livrés à un difficile numéro d'équilibriste parfaitement résumé par cette phrase d'Henri Krasucki qui jonglait, en privé, avec les mots, confiant qu'il était « contre l'austérité et pour la rigueur ». Formule dont le vague permet à chacun de l'interpréter comme il l'entend.



Pour ces premières assises après la victoire de la gauche, les relations entre gouvernement, partis de gauche et syndicats ont, évidemment, été à l'ordre du jour. Henri Krasucki, qui remplace Georges Séguy à la tête de la centrale, l'avait dit en mars 1982 : « Dans nos rapports avec le gouvernement, nous entendons être un partenaire constructif et indépendant, critique et responsable... » Définition vague par excellence. Le ton est aujourd'hui le même et aucun vrai débat ne s'est engagé sur ce problème.

Le départ de Séguy

Quant aux contestataires de la ligne confédérale, leurs critiques ne sont guère allés jusqu'à la tribune. Le nouveau patron de la C.g.t., Henri Krasucki, tient ses troupes d'une main de fer. Le numéro 2 a enfin, après des années d'efforts où son clan des durs s'opposait sans relâche à la ligne des plus modérés regroupés autour de Georges Séguy, éliminé son rival. L'ancien secrétaire général a été fortement poussé vers la sortie. On voulait même qu'il invoque la maladie pour justifier son retrait. Sur ce point, il n'a pas cédé et il est parti avec un motif qui a créé un certain embarras : il a atteint l'âge de la retraite des cheminots et souhaite laisser la place aux jeunes. Cadeau empoisonné que n'a guère apprécié son successeur : Henri Krasucki compte en effet trois printemps de plus que Georges Séguy !

Mais le plus important n'est pas là. Durant toute la phase de la préparation du congrès, les voix des opposants ont eu bien du mal à se faire entendre. Tandis que la C.g.t. affirmait haut et fort que « tolérance et respect des règles démocratiques vont de pair », que « le droit à la divergence » est reconnu, tout était mis en œuvre pour faire taire les mauvais esprits. Ainsi, lors de la discussion du document d'orientation, à la commission exécutive des 20 et 21 février, tous les amendements de fond ont été refu-

sés, sans même être soumis à un vote. Un amendement sur la Pologne, un autre demandant des tribunes de discussion dans la presse confédérale ont, par exemple, été purement et simplement repoussés. Jamais, dans le passé, une telle procédure n'avait été employée. Cette méthode a posé de sérieux problèmes, aggravant la crise interne qui couve depuis de longs mois à la C.g.t.

Crise si grave que des responsables, et non des moindres, ont démissionné. Quatre membres de la commission exécutive sortante — Jean-Louis Moynot, Christiane Gilles, René Buhl et Jacqueline Lambert — ont choisi cette solution, faute de pouvoir se faire entendre. Ensemble, ils ont essayé de faire publier dans « le Peuple » — l'organe de presse de la C.g.t. — une contribution en vue du 41e Congrès. Un court texte de trois pages soulignant que « la C.g.t. n'a pas de réel projet susceptible d'être porteur d'un vaste mouvement social » et dénonçant « ce refus de l'autocritique qui interdit pratiquement à la C.g.t. de rétablir comme il le faudrait sa vie démocratique interne ». Leur contribution ayant été refusée, ses signataires l'ont alors rendue publique. En expliquant : le mouvement ouvrier n'est pas en état d'« assurer le plein développement de la politique de réforme entamée par la gauche ».

Le débat esquivé

En avril 1982, Jean-Louis Moynot accordait une interview exclusive à « l'Unité » (n° 462) et nous déclarait : « La C.g.t. ne joue pas le rôle constructif, dynamique qui devrait être le sien aujourd'hui. »

Là aussi, le débat a été esquivé. S'exprimant devant une salle attentive et silencieuse, Jean-Louis Moynot a rappelé : « Nous sommes quatre membres du bureau confédéral qui l'avons quitté au terme de notre mandat... Il est inconcevable que le rapport d'activité ait purement et simplement effacé ce conflit, ce débat fondamental... »

Mais était-il concevable que René Buhl et Jacqueline Lambert se voient, le lundi matin, interdire l'entrée du congrès par un membre trop zélé du service d'ordre ? « Incident » auquel les dirigeants de la C.g.t. ont vite mis bon ordre. Les deux contestataires ont pu regagner leurs places mais, écœurés, ils ont décidé de ne pas assister à la fin des travaux et ont quitté Lille.

Walesa oublié...

A Lille, des esprits mal intentionnés avaient collé un peu partout la photo où l'on voit ensemble Leich Walesa, Georges Séguy et Henri Krasucki. Vieux souvenir datant d'octobre 1981, quand la C.g.t. recevait des responsables de Solidarité... Les choses ont bien changé depuis : le syndicat de Leich Walesa, rayé dans la liste des invités du congrès, ne fait visiblement plus partie, pour les dirigeants cégétistes, du mouvement ouvrier. Un fait à signaler pourtant : dans son discours d'ouverture, Henri Krasucki a souhaité que l'on puisse, au plus tôt, en Pologne, « rétablir les libertés syndicales et donc libérer les syndicalistes ». C'est la première fois que la direction de la C.g.t. demande la libération des emprisonnés.

Etait-il concevable aussi que l'on reproche à la presse de monter en épingle les légères divergences qui existent dans la C.g.t., de faire la part trop belle à ceux qui émettent des réserves sur la ligne confédérale ? Certes un responsable du syndicat des journalistes C.g.t. peut — c'est son droit — déclarer à la tribune, sous les applaudissements, en s'adressant directement aux journalistes présents : « Je ne suis pas fier d'avoir la même carte de presse que vous. » Mais est-il concevable que des membres du bureau confédéral siégeant à la tribune se lèvent et applaudissent à tout rompre à cette diatribe ?

Anecdote, dira-t-on. Mais révélatrice d'un climat d'intolérance. Venu peut-être du besoin de se rassurer, et de resserrer les rangs. Nier un malaise latent en adoptant la vieille tactique du bouc émissaire n'est jamais signe de bonne santé.

Trois ans après le fameux congrès de Grenoble, ce congrès de « l'ouverture », on cherche vainement des traces de cet état d'esprit. A Lille, les dirigeants cégétistes ont martelé que la démocratie interne fonctionnait merveilleusement bien dans la C.g.t. A la lueur de ces incidents divers, de la mise sur la touche des contestataires, tant dans la préparation du congrès que dans son déroulement, il est permis d'en douter. ●

IMMIGRES

Apprendre à vivre ensemble

Pour réussir l'insertion sociale des quatre millions d'immigrés qui vivent en France, il faut vaincre le racisme mais d'abord la misère

PAR EMMANUELE PLAS

LA France est un pays polyethnique. C'est ce qu'ont démontré pour en tirer toutes les conséquences politiques, sociales et culturelles les participants à la journée nationale Immigrés, organisée le 12 juin par le Parti socialiste et la Fédération des élus socialistes et républicains. Militants, responsables dans leurs fédérations du « secteur immigrés » et élus municipaux étaient d'abord confrontés à une question d'actualité : le droit de vote des immigrés aux élections municipales de 1982. Une proposition chère au cœur de nombreux socialistes mais qui savent bien, comme l'a remarqué l'avocate George Pau-Langevin, que « l'opinion n'est pas mûre pour cela dans le pays mais aussi dans le parti ». D'autant que pour accorder ce droit de vote aux immigrés une modification constitutionnelle serait nécessaire.

Ce n'est pas pour autant que les participants à la journée nationale « Immigrés » ont baissé les bras et renvoyé le problème « sine die ». Et les prochaines élections municipales devraient être l'occasion d'expériences originales pour permettre aux immigrés de participer à la vie de la cité. Ainsi le conseil municipal de Mons-en-Barœul — une ville qui compte 12 % d'immigrés — a-t-il l'intention, après le scrutin officiel, de donner le droit de vote aux immigrés qui éliront parmi eux trois ou quatre « conseillers » supplémentaires au suffrage direct. Ces derniers siégeront au conseil et au bureau municipal avec voix consultative. « Ce n'est peut-être pas un cas généralisable, constate Françoise Julien, conseillère municipale de Mons-en-Barœul, mais je crois qu'il faut faire des propositions concrètes pour avancer... »

Autre initiative, à Roubaix (25 % d'immigrés) où l'on est allé étudier la situation en Belgique et où l'on veut reproduire ce qui se passe à Liège : un conseil communal composé uniquement d'immigrés, élus par ces derniers au suffrage direct, serait pour le conseil municipal un organe consultatif.

Pour beaucoup d'intervenants de cette journée il doit, en effet, y avoir « un phénomène élections » dès 1982, pour habituer les immigrés à exercer ce droit, les habituer à l'exercice du suffrage universel et à l'expression politique. Déjà le gouvernement Mauroy a permis aux immigrés d'exercer tous leurs droits dans la vie associative, notamment en votant aux élections professionnelles : « Nous ne voulons plus parler à leur place de leurs problèmes », a affirmé un militant.

Car l'objectif est bien l'insertion sociale des quatre millions et demi d'immigrés qui vivent en France ; les faits ont démontré que « le retour » n'était qu'un mythe. On constate déjà qu'un quart des citoyens français sont d'origine étrangère. Un doute pourtant chez certains socialistes : ce droit de vote aux élections municipales est-il si important aux yeux des immigrés, eux-mêmes ? N'éprouveront-ils pas un sentiment de double allégeance, même si la plupart d'entre eux sont maintenant conscients que leur avenir est dans ce pays où ils travaillent et où ils vivent ? Il n'est pas jusqu'aux travailleurs « célibataires » des foyers qui ne veulent demeurer en France. Il faut donc apprendre à vivre ensemble.

Révélateur de tous les problèmes

En dehors de la commission qui a étudié ce problème du droit et de la citoyenneté, les participants à la journée nationale s'étaient divisés en deux autres commissions, qui ont travaillé sur « la formation et la culture » et sur « le logement et le cadre de vie ». Ces deux commissions ont considéré que « l'immigré était le porteur et le révélateur de tous les problèmes de notre société ». Aussi et toujours dans un objectif d'insertion, les militants socialistes estiment que si la création, par le ministère de l'Education nationale, de « zones d'éducation prioritaires » représente un progrès, il faut donner à cette innovation plus de moyens. Il faut notamment faire porter les efforts sur l'aide à la petite enfance qui permettra une insertion beaucoup plus facile en milieu scolaire. Effort considérable demandé, donc, à Alain Savary et complété par une politique de formation permanente dans laquelle doit entrer l'alphabétisation.

Pour les socialistes, il faut aussi que les élus et les associations organisent des fêtes : lieux de contact privilégiés entre Français et immigrés. Et là encore il est nécessaire d'entraîner les associations d'immigrés à être partie prenante dans une politique culturelle : « Que les choses ne soient pas faites pour eux mais par eux », a conclu le rapporteur de cette commission.

La commission « logement et cadre de vie » juge, quant à elle, qu'on doit travailler sur la réalité, sur ce qui existe. Il n'est pas question de « saupoudrer », de disperser les immigrés dans les différentes communes au nom d'un prétendu quota ou seuil de tolérance. Les immigrés n'ont pas d'autres problèmes, en ce qui concerne le logement, que les plus modestes des Français. Et là, le constat est alarmant. Il y a pénurie du logement social : on construisait cent mille logements sociaux en 1975, on n'en livrait plus que la moitié en 1980. Paul Arnaud, membre de la commission nationale Immigrés du Parti socialiste, remarquait : « A Nanterre, à Gennevilliers, les maires communistes refusent de reloger les familles immigrées des cités de transit. Mais ils ne sont pas les seuls, d'autres communes refusent aussi, personne n'en veut ! » Malgré la réglementation... qui n'est pas appliquée.

Cette pénurie crée une compétition entre familles françaises et immigrées et régénère le racisme. Le danger de la situation actuelle, c'est la délinquance. Un mauvais habitat, un cadre de vie déplorable fait naître chez les jeunes un sentiment de révolte : « Vous ne voulez plus de nous, vous allez voir ! » Un exemple de cette délinquance de réaction : dans l'Est lyonnais certains jeunes volent par provocation des voitures devant les policiers eux-mêmes. Dans le domaine du logement social, la décentralisation, qui laisse toutes les libertés au maire en matière de logement, peut représenter un danger. C'est du moins ce que craignent certains participants à cette journée : qui forcera la main aux maires récalcitrants ? Quoi qu'il en soit, la seule solution dans ce domaine semble être le développement d'une réelle solidarité intercommunale.

François Autain, le secrétaire d'Etat chargé des immigrés, et plusieurs membres de son cabinet étaient venus travailler et discuter avec leurs camarades au cours d'une séance présidée par Jacques Huntzinger, secrétaire national aux Relations extérieures, et Alain Parmentier, secrétaire de la commission nationale Immigrés du Parti socialiste. Le secrétaire d'Etat a exposé le contexte difficile dans lequel il menait sa politique : « S'il y a un domaine gouvernemental dans lequel l'héritage qu'on nous a laissé a un sens particulièrement lourd c'est bien celui-là », a déclaré d'entrée de jeu François Autain. Il a aussi exprimé des craintes : face à l'aggravation de la crise économique, l'intolérance et le racisme pourraient se développer. A l'appui de la thèse du secrétaire d'Etat : l'attentat contre la mosquée de Romans et les deux crimes dont ont été victimes des Maghrébins, à Ajaccio.

Une brochure sur l'immigration

François Autain a aussi annoncé qu'il avait l'intention d'éditer, dans les mois qui viennent, une brochure sur l'immigration qui constitue un anti-discours au vocabulaire et aux idées racistes véhiculées dans l'opinion depuis une dizaine d'années. Citant le « Rapport sur l'état de la France », le secrétaire d'Etat a relevé que « la population immigrée est globalement moins délinquante que la population française ». Mais voilà, il y a plus d'immigrés que de Français dans les prisons, la prison étant la seule structure d'accueil... Politique généreuse d'insertion sociale donc à l'égard des immigrés — comme l'abrogation de la loi Bonnet, des études pour l'obtention d'un titre unique de séjour et de travail, une réforme du F.a.s. (Fonds d'aide sociale) — mais qui va de pair avec un contrôle des flux migratoires. Ce dernier n'étant d'ailleurs pas facile, car les frontières terrestres sont éminemment perméables : « Pour tous les affammés du tiers monde, la France paraît un Eldorado », a remarqué François Autain. Pour endiguer de la manière la plus efficace le flot de faux touristes et de réfugiés économiques se cachant sous l'étiquette de réfugiés politiques, le secrétariat d'Etat envisage la mise en place d'un visa pour la France, dès le pays de départ.

Basée sur le postulat que les immigrés vivant actuellement en France resteront, la politique de François Autain rejoignait les constatations des militants socialistes. Pour le secrétaire d'Etat, aussi, le seuil de tolérance n'est pas racial, le seuil de tolérance est celui de la misère. ●



Louise Broca, François Autain et Jacques Huntzinger, samedi, cité Malesherbes.

La POSTE

un service public qui se met en quatre pour vous rendre service

DES SERVICES POSTAUX « TRADITIONNELS »

pour acheminer et distribuer :
— vos lettres et vos cartes postales ;
— vos envois recommandés ;
— vos paquets pour la France et l'étranger ;
— vos journaux.

DES SERVICES FINANCIERS POUR GERER VOS DEPENSES

le compte chèque postal : pour savoir où vous en êtes, un relevé de compte à chaque opération ;

la carte CCP 24/24 : votre argent à votre disposition 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ;

le Postchèque : pour retirer de l'argent en monnaie locale dans les bureaux de poste de plus de 30 pays ;

le compte-jeune des chèques postaux : pour les jeunes budgets, entre 16 et 18 ans.

DES SERVICES POSTAUX MOINS CONNUS

une foule de services spécialisés.
Par exemple :
— pour réaliser votre prospection commerciale adressée ;
— pour distribuer des imprimés sans adresse ;
— pour faciliter les réponses de vos futurs clients (correspondances-réponse et libres réponses)...

DES SERVICES FINANCIERS POUR VOS ECONOMIES

les livrets de Caisse d'épargne : le livret A, pour des intérêts nets d'impôt ; le livret B pour des dépôts illimités ;

le livret d'épargne populaire : pour protéger vos économies et bénéficier d'une prime de garantie du pouvoir d'achat ;

l'épargne logement : pour vous constituer un capital et pour obtenir des prêts pour vous loger ;

les SICAV : pour devenir actionnaire, 3 formules qui vous dégagent des soucis d'un portefeuille de valeurs cotées en Bourse ;

AVIPOSTE : pour protéger votre famille, l'assurance vie de la Poste.

Graphic And Co - Paris

Ministère des P.T.T. DGP/DAC - 05/82

18.000 bureaux de poste sont à votre disposition , le receveur de votre bureau se fera un plaisir de vous renseigner

PTT, un service public pour rendre service

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

Avant de proposer des assurances, un assureur doit en donner.

La Caisse Nationale de Prévoyance vous donne l'assurance de sa compétence : une expérience plus que centenaire et dix millions d'assurés.

La CNP vous donne l'assurance de la proximité : des centaines de points de vente, et des conseillers dans tous les bureaux de Poste et du Trésor public.

La CNP vous donne l'assurance du choix : une gamme de produits très large, étudiée pour protéger votre famille et répondre à vos besoins de prévoyance.

Voilà pourquoi la CNP peut vous proposer ses assurances.

Renseignements et souscriptions dans tous les bureaux de Poste et du Trésor Public.

ETABLISSEMENT PUBLIC SPECIALISE DANS L'ASSURANCE-VIE

roux, seguela, cayzac, goudard

Politique au fil des jours

Le P.S. et la loi électorale

Convoquée samedi et dimanche à Cachan pour discuter de la loi électorale et des alliances pour les municipales du printemps prochain, la Convention nationale du P.S. aura sans doute à évoquer des problèmes d'actualité plus immédiate dont Lionel Jospin ne manquera pas de traiter dans son intervention.

En ce qui concerne la loi électorale, que le conseil des ministres de mercredi — essentiellement consacré aux mesures économiques — n'a pas abordée, on en reste au principe d'un scrutin à deux tours à base de proportionnelle avec prime à la liste ayant obtenu la majorité.

On sait que sur les modalités de ce scrutin les points de vue du P.s. et du P.c. ce sont rapprochés notamment sur l'idée que pourront être présentes au second tour les listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages au premier.

En ce qui concerne Paris, la convention fédérale s'est prononcée cette semaine pour l'application à la capitale du mode de scrutin national, c'est-à-dire la proportionnelle pondérée qui remplacerait donc le scrutin majoritaire par arrondissements en vigueur actuellement et qui continue d'avoir la préférence de la minorité fédérale.

La fédération de Paris souhaite par ailleurs que les candidatures à la mairie de Paris dans le Parti soient déposées début septembre. Elle s'est prononcée pour un redécoupage des secteurs électoraux et une réforme du statut de Paris prévoyant l'élection de conseils d'arrondissement au suffrage universel.

A force de sonder...

« Le Figaro » a consacré mardi un gros titre de « une » et une page entière à la publication d'un sondage Sofres tendant à prouver que, un an après sa défaite, l'opposition est désormais « revigorée ». Sur les onze tableaux que comporte ce sondage, le plus intéressant est le... onzième que « le Figaro » publie discrètement en bas de page et sans commentaire. Il est pourtant très instructif : en effet, 15 % seulement des personnes interrogées pensent que si le R.p.r. et l'U.d.f. étaient au pouvoir ils feraient mieux que la gauche pour le climat social, 21 % pour la lutte contre la hausse des prix, 10 % pour la réduction des inégalités sociales, 11 % pour la lutte contre le chômage, 18 % pour le bon fonctionnement des institutions, 15 % pour l'unité des Français, etc. les autres pensant que dans ces différents domaines le gouvernement actuel fait mieux ou, en tout cas, pas plus mal.

Après cela, Jacques Chirac peut bien être considéré par les « sondés » comme le « meilleur leader » de l'opposition. Il semble bien que les Français aient la mémoire moins courte que lui !

La Fédération de la Gironde organise une fête de la Rose le dimanche 20 juin 1982 Parc Palmer à Cenon.

10 h 30 : Cross populaire, carrefours politiques organisés par la Fédération des élus. Déjeuner champêtre.

Intervention politique avec Yvette Roudy (16 h).

17 h 00 : Spectacle avec le Cuarteto Cedron et Paco Ibanez.

Animation pour les enfants par la Fédération Léo Lagrange.

RECTIFICATIF

Dans notre numéro 470, à la fin de l'article « Mort en mer » consacré aux boat-people du golfe de Siam, nous signalions à nos lecteurs qu'ils pouvaient apporter une aide financière à l'organisation humanitaire « Comité international contre la piraterie », en envoyant des dons à son correspondant en France « Enfants du monde-piraterie ». Le numéro de C.c.p. d'« Enfants du monde-piraterie » est : 2 104 73 Marseille (et non 2 104 73 Paris, comme nous l'avions écrit, par erreur).

La quatrième chaîne

Le lancement d'une quatrième chaîne de télévision, annoncé officiellement la semaine dernière par le président de la République, correspond à un projet dont il a été question à plusieurs reprises. Au cours de la discussion au Sénat du projet de loi sur la communication audiovisuelle, Georges Fillioud a confirmé qu'il s'agit bien de la réutilisation de l'ancien réseau noir et blanc en 819 lignes, datant des débuts de la télévision en France et qui ne dessert actuellement que 70 à 75 % du territoire français, son extension ayant été interrompue au moment de la mise en place des émetteurs en 625 lignes, qui diffusent désormais les émissions de T.f.1, A.2 et F.r.3 à l'intention de la quasi-totalité des téléspectateurs français.

L'ancien réseau 819 lignes serait progressivement converti à la couleur à partir de l'année prochaine et pendant une période de trois ans. Le ministre a confirmé que cette opération de reconversion ainsi que les frais d'exploitation de cette nouvelle chaîne ne seraient pas financés par la redevance, mais qu'il sera fait appel à d'autres sources. Par exemple, une partie des programmes pourrait être confiée à différents éditeurs publics ou privés, à des ministères (Culture, Education, P.t.t., Transports, etc.) qui pourraient communiquer ainsi avec certaines catégories de téléspectateurs en participant aux frais d'exploitation.

Il est également envisagé — mais aucune décision n'est encore prise — de recourir au péage tel qu'il existe dans plusieurs pays étrangers. Un système de décodage permet l'accès au réseau des seuls usagers ayant accepté de payer un abonnement, d'ailleurs modique, mensuel ou annuel. Quant aux programmes que diffuserait cette nouvelle chaîne à vocation nationale, Georges Fillioud a souhaité qu'il s'agisse de « programmes grand public » aux heures de plus forte audience, et que cette chaîne supplémentaire s'inscrive dans la volonté plus large du gouvernement d'ouvrir la France à un certain nombre de nouveaux réseaux de communication (satellites, réseaux câblés, etc.).



Georges Fillioud.

Sur ce dernier point, le ministre des P.t.t., Louis Mexandeau, a apporté deux précisions intéressantes : le système de satellite de télévision opérationnel pourra être mis en service en 1986 et permettra, d'une part, d'apporter la télévision aux dizaines de milliers de foyers touchés par des zones d'ombres qui ne peuvent être résorbées par d'autres moyens, d'autre part, d'étendre la couverture de la quatrième chaîne à l'ensemble du territoire.

Quant aux réseaux câblés qui sont destinés à enrichir considérablement la communication audiovisuelle en offrant, outre la distribution des canaux supplémentaires des satellites de télévision, la possibilité de services locaux et interactifs, ils pourront équiper, à la fin de la décennie, toutes les villes de plus de 20 000 habitants.

Conflit à R.m.c.

Le Syndicat monégasque de l'audiovisuel (S.m.a.), syndicat de ce secteur d'activité, a lancé un ordre de grève concernant l'ensemble du personnel de Radio Monte-Carlo pour le jeudi 17 juin. La section R.m.c. du syndicat unique en principauté se prononce notamment « pour le maintien de l'entité de R.m.c. » et contre l'arrêt temporaire, durant l'été, du programme des émissions régionales diffusées sur ondes moyennes (205 m). Elle s'élève surtout « contre les atteintes insidieuses et tenaces portées aux conditions de travail, à la convention collective et aux acquis syndicaux » et « contre, dit-elle, l'autoritarisme humiliant, révoltant et rétrograde du directeur général ».

De son côté, le syndicat C.f.d.t. de la station (dont une partie des effectifs travaillent hors Principauté et peuvent donc être affiliés à un autre syndicat que le S.m.a.), qui admet qu'il se pose un problème lié à la « dérégionalisation partielle de R.m.c. », à l'interruption des émissions ondes moyennes en été et à la politique de l'emploi, précise dans un communiqué qu'il ne s'associe pas à ce mouvement. La C.f.d.t. partage certaines revendications, mais « entend utiliser la procédure normale en demandant l'ouverture de négociations sur un cahier précis de revendications ». Si celles-ci n'étaient pas satisfaites par la direction générale de Radio Monte-Carlo, la C.f.d.t. lancerait « un appel à la grève illimitée ». On ne semble pas admettre dans ce syndicat les attaques personnelles contre Jean-Claude Héberlé, même si l'on reconnaît des difficultés dans les relations avec lui.

La direction générale de R.m.c. a, de son côté, préparé une note destinée à l'ensemble du personnel, qui répond aux préoccupations que celui-ci a exprimées. Dans cette note, la direction de R.m.c. affirme d'abord que « rien ne permet de craindre que l'entité de R.m.c. soit menacée ». La création d'une régie commerciale (Mondiorégie) entre dans la perspective d'un développement de la station sans provoquer de prééminence parisienne ; la volonté de régionalisation s'est affirmée avec l'inauguration du bureau de Clermont-Ferrand et l'ouverture de ceux de Toulouse et Grenoble ; l'entrée dans le capital de T.m.c. renforce la position de la station ; et celle-ci a accru ses effectifs de 5 % depuis l'entrée en fonction de son directeur général, Jean-Claude Héberlé.

Les jeunes et la solidarité

« Les difficultés des jeunes et la solidarité nationale », tel était le thème de deux journées de travail organisées les 14 et 15 juin, par le ministère de Nicole Questiaux.

Il s'agissait, dans le cadre plus général de la campagne pour l'insertion professionnelle des jeunes, d'apporter un soutien particulier aux jeunes les plus défavorisés : jeunes chômeurs, jeunes immigrés ou... les deux à la fois ! On a assisté à des débats fort intéressants. Certains ont raconté les actions qu'ils mènent pour permettre aux jeunes en difficulté de mieux s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, par des expériences de formation adaptées. D'autres ont précisé leurs projets en la matière. On a entendu s'exprimer des représentants des services extérieurs du ministère de la Solidarité nationale, de collectivités locales, d'associations, d'organisations syndicales et de mouvements de jeunes. Aux discussions en séance plénière, se sont ajoutés les travaux des commissions qui entendaient bien repartir avec des projets concrets.

Les participants l'ont tous dit avant de se séparer : ils n'avaient pas perdu leur temps durant ces deux journées dont ils tirent un bilan positif.

M.K.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

avec Lionel Jospin

le 24 juin de 19 à 21 h

101, rue de l'Université, 75007 PARIS



DIPAPACEQUOI

Les verts pâturages

par Piem

Arrivé à ce stade de la compétition internationale il n'y avait plus une place de libre sur les gradins de la réalité.

Les supporters des deux camps soutenaient leurs équipes à grands coups de clairon de la renommée.

Hélas, le mark au tableau d'affichage annonçait quatre virgule vingt-cinq pour cent en sa faveur à la fin de la première mi-temps.

Pourtant, durant la première période, on avait vu la gaule poursuivre courageusement son but et remonter, la balle au pied, tout le terrain perdu. A la cinquième minute de jeu, à la suite d'une belle ouverture sociale, Fabius, après un contrôle des changes et de la poitrine, tentait un tir au but. Il était fauché à la limite de la surface des réparations à venir.

L'arbitre, après avoir fait reculer le mur de l'argent, avait accordé un penalty, mais le ballon était passé au ras de la barre du dollar à six francs trente-cinq, et le taux d'intérêt de la partie était resté à la hausse.

A la dixième minute, une contre-attaque venue de la droite relançait l'inflation et trompait notre ligne de défense du franc qui n'avait pas eu le temps de se replier. Seul Jack Lang défendait le terrain avec un festival de musique dans la rue. La balle glisse entre un saxo et un trombone à coulisse et trompe de chasse le gardien. La petite monnaie s'éparpille au fond du filet de la ménagère.

Le ministre de la Culture s'efforce de détourner l'attention en organisant un festival de musique ancienne dans la cour carrée du Louvre, mais il ne peut empêcher le ballon de finir dans les hautbois. « Flûte traversière », crie l'enfant.

L'arbitre siffle la mi-temps.

Jacques Blanc bec et Valéry Giscard de Finale, laissés sur la touche, envahissent la pelouse de leurs imprécations. On s'esclaffe sur les gradins, on décapsule les canettes, on mord dans le saucisson. L'enfant aime l'atmosphère de la fête.

Dès le début de la reprise, les ministres attaquent. Une longue passe en avant au ras du sol aboutit sur la tête de Jobert qui renvoie à Delors qui, d'un coup de pied retourné, détourne la situation à son avantage. Rocard qui jouait à l'aile se retrouve au centre et envoie la crise en corner.

Joué très vite, le ballon frappe la Raymond Barre transversale et sort en touche pas au grisbi. Fabius, balle au pied, dévalue tout le terrain : d'une feinte du corps des fonctionnaires des Finances, il efface un, puis deux adversaires du projet et ajuste son gauche. On touche au but. La foule debout crie déjà sa joie, mais le ballon dévalué était un ballon d'oxygène. Il s'élève dans le ciel et passe au-delà des limites du raisonnable.

Jack Lang présente un festival de danses baroques du XVI^e^ et du XVII^e^ sur des textes d'Agrippa d'Aubigné le temps que l'on retrouve le ballon.

C'est Attali qui refait la mise en jeu pour Chevènement, Chevènement pour Cheysson, Cheysson loin devant pour Hernu, Hernu en déviation pour Fabius qui passe en retrait à Delors, qui retire cinq virgule soixante-quinze pour cent au passage.

Très belle action collective en pleine course aux prix que Mauroy intercepte et bloque au pied des poteaux.

On joue maintenant les arrêts de jeu. En effet, pendant la première mi-temps, un joueur invétéré avait été fauché à la hauteur de son portefeuille et était resté au sol.

Les partenaires sociaux occupent le terrain. Krasucki est signalé hors jeu par le juge de touche qui lève son drapeau.

C'est le salut aux couleurs. Le public debout dans les gradins entonne la Marseillaise.

La nuit est tombée sur le stade ; la foule se retire. Le père et son fils restés seuls regardent la pelouse labourée.

— Alors, dit le père, il est temps de partir. Je vais maintenant, mon fils, te conduire vers les verts pâturages.

— Dis papa, c'est quoi un vert pâturage ?

La réponse dans quatre mois peut-être.

THOMSON INVENTE CARREMENT.

La Hi-Fi redevient un territoire français. Bonne nouvelle. Une idée originale de Thomson, la Hi-Fi en un seul volume, fait son apparition.

Conception française. Et réalisation française : une nouvelle forme de haute fidélité.

C'est-à-dire une Hi-Fi simple qui fait vraiment de la musique. Les plus hautes performances, les dernières inventions. Mais le résultat s'entend. 2 x 35 watts, la bonne puissance. 0,04% de distorsion à 1000 Hz, vos oreilles s'en rendront compte. 3 micro-secondes en temps de montée, un bon amplificateur doit être "sec".

Un seul branchement... parce qu'un seul branchement.

Un lecteur de cassette, un préamplificateur, un amplificateur, un tuner, derrière une seule façade. Tous carrément haute fidélité.

Notre mini-chaîne est cubique. Ou presque. Le cube est un volume idéal.

Thomson. Mini-chaîne 35 watts x 2.

La puissance au carré.

THOMSON
Haute-Fidélité

BAZAINE



Fondation Jean-Jaurès





Bombardement dans le sud de Beyrouth.

La paix n'est pas à Beyrouth



PAR CLAUDE ESTIER

MENAHEM Begin croit-il vraiment qu'il a réglé le problème palestinien parce que les soldats israéliens campent aujourd'hui autour de Beyrouth ? Croit-il que le fait d'être allé plaider sa cause auprès de Reagan à Washington suffira à faire oublier à l'opinion internationale que l'Etat d'Israël s'est comporté en agresseur au Liban et se conduit maintenant en occupant de ce pays ?

Nous n'ignorons pas que, pour tenter de justifier cette agression, Israël pouvait invoquer les attaques palestiniennes contre les populations de Galilée. Nous voulons si peu l'ignorer que nous publions ci-dessous, par souci d'objectivité, la version israélienne des événements, telle qu'elle nous a été communiquée par l'ambassade d'Israël à Paris.

Mais nous disons tout de suite que cette version ne nous convainc pas plus qu'elle n'a convaincu le gouvernement français qui, par la voix du président de la République et par celle du ministre des Relations extérieures, a confirmé mardi au ministre des Affaires étrangères israélien en visite à Paris sa condamnation de l'invasion du Liban. La France ne refuse pas le dialogue avec Israël, mais ce dialogue n'a de sens que s'il permet de s'expliquer franchement. Or, la position française est claire : dans l'immédiat, il s'agit que les troupes israéliennes se retirent du Liban et que l'on fournisse à ce pays les moyens de retrouver un minimum de souveraineté et de stabilité politique — c'est le sens de la mission du secrétaire général du Quai d'Orsay auprès du président Elias Sarkis ; au-delà, la France répète qu'il n'y aura pas de paix durable au Proche-Orient tant que le peuple palestinien n'y aura pas trouvé les conditions d'un avenir normal.

Paradoxalement, l'invasion israélienne du Liban aura peut-être contribué à faire avancer cette idée dans la communauté internationale, y compris dans une partie de l'opinion juive mondiale qui répugne — on l'a bien vu ces jours-ci en France — à soutenir les dernières initiatives de Begin et jusqu'en Israël, où des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour dénoncer les « mensonges qui ont accompagné les opérations au Liban et, plus généralement, pour condamner une politique qualifiée d'"insensée". »

Sans doute, les troupes du général Sharon, en tuant des milliers de civils libanais, ont-elles aussi porté des coups très durs aux camps palestiniens du Sud-Liban. Mais elles ne pouvaient espérer — ou alors était-ce un rêve fou ! — anéantir en quelques jours la résistance palestinienne. Même si cette dernière a pu mesurer son relatif isolement dans un monde arabe profondément divisé, trop d'expériences passées démontrent que l'on ne réduit jamais au silence un peuple décidé à se battre pour son indépendance.

Puissent les Israéliens le comprendre enfin au lieu de vouer leur jeunesse — ce qui est quand même d'une infinie tristesse — à devenir une armée d'occupation ! ●

Ce que disent les Israéliens

Voici la dernière partie d'un texte que nous a adressé l'ambassade d'Israël au sujet de l'opération « Paix pour la Galilée ».

AU cours d'une période de onze mois, depuis juillet 1981, l'O.l.p. a fréquemment violé le cessez-le-feu. L'accumulation inquiétante de son arsenal se transformait peu à peu en menace précise. Les terroristes firent de nombreuses victimes et infligèrent de lourds dégâts à Israël et à divers objectifs israéliens et juifs à l'étranger, et s'attaquèrent notamment à des diplomates israéliens. Le gouvernement d'Israël avait annoncé à maintes reprises qu'il ne tolérerait pas les attaques contre son territoire et contre ses citoyens ou contre les juifs dans le monde. Il regrette que ses avertissements n'aient pas été entendus. Exerçant son droit naturel et inaliénable d'auto-défense, Israël s'est vu obligé d'agir pour assurer la sécurité de sa population civile, notamment en Galilée.

« Le gouvernement d'Israël a précisé à plusieurs reprises qu'il n'avait pas de visée territoriale sur le Liban. Il a tout au contraire pour objectif de voir restaurer la souveraineté libanaise et éliminer la menace du terrorisme, dans l'intérêt du Liban comme de celui d'Israël.

« Le terrorisme et l'extrémisme de l'O.l.p. constituent l'un des principaux obstacles à la paix au Moyen-Orient. Cette organisation terroriste a systématiquement provoqué l'escalade des tensions qui empêchent la solution du problème des Arabes palestiniens : il existe en effet un accord-cadre — partie intégrante du traité de paix signé entre Israël et l'Egypte le 26 mars 1979 — le plan d'autonomie proposé par Israël.

« Utilisant le terrorisme et l'intimidation, l'O.l.p. s'est vu conférer un certain poids politique dans certains pays occidentaux. Cette reconnaissance par certains pays n'a pas modéré l'O.l.p., bien au contraire, elle a renforcé sa conviction que le terrorisme était la meilleure méthode pour réaliser ses objectifs.

« Nombreux sont ceux qui portent la responsabilité du mythe de la « modération » de l'O.l.p., à qui ils ont permis d'ouvrir ses officines un peu partout dans le monde. Au lieu de s'en prendre avec fermeté aux menées terroristes de l'O.l.p., certains gouvernements ont préféré la voie de l'apaisement politique et ont ignoré la position d'Israël qui n'a cessé d'affirmer qu'il ne voulait ni ne pouvait négocier avec une organisation terroriste déterminée à le détruire. Les organes des Nations unies également, dominés par une coalition arabo-soviétique, ont fait preuve d'une indifférence totale devant les activités terroristes de l'O.l.p. et se sont systématiquement mobilisés pour censurer et condamner Israël quand il se défendait.



Ytshak Shamir, ministre israélien des Affaires étrangères - mardi dernier à Paris.

« Afin de restaurer la paix au Liban et pour empêcher le retour du péril, le gouvernement d'Israël exige l'élimination du terrorisme de l'O.l.p. et de son infrastructure du terrorisme libanais.

« Les citoyens d'Israël ont le droit de vivre en paix avec un Liban indépendant, et voir son intégrité territoriale préservée.

« Israël voudrait contribuer au retour de la paix et de la stabilité dans la région, une fois le terrorisme banni et les peuples libérés de la menace permanente que ce fléau fait peser sur leur existence. »



La passion selon Miguel Angel Estrella

IL est des êtres qu'on ne quitte plus jamais quand on les a rencontrés une première fois. Ils nous suivent partout. Ils ressurgissent toujours dans notre vie à des moment décisifs. Le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, pour moi, est de ceux-là. Pas une de mes rencontres avec lui qui n'ait été signe de douleur vive ou de joie extrême, de liberté perdue ou retrouvée. La mort qui rôde, la vie qui gagne : on dirait qu'Estrella se plaît à ne donner ses rendez-vous que quand l'Histoire fait des siennes, des pires et des meilleures. Jugez plutôt.

Je ne pensais pas à lui le 19 décembre 1977. Sur les téléscripteurs, une dépêche est tombée : « Miguel Angel Estrella a été arrêté le 16 décembre à son domicile de Montevideo (Uruguay) où il était depuis quelques mois. » Je ne connaissais que sa musique. Je me suis mis à penser à lui. Qu'allait-il devenir ? Dans quelle geôle allait-il croupir ? D'autres se sont posé les mêmes questions et ont constitué un comité pour sa libération : Nadia Boulanger, Yehudi Menuhin, Henri Dutilleux, Yves Haguenauer, etc. Quelques mois plus tard, j'ai eu de ses nouvelles par Frank Oswald, un Français rescapé du sinistre camp uruguayen de Libertad : c'est dans ce lieu de tortures qu'Estrella était « isolé ». Allait-il survivre ? Son calvaire le dépassait : il symbolisait les horreurs de toutes les dictatures latino-américaines. Quand on met les musiciens en prison c'est qu'on est bien décidé à assassiner les peuples...

Et puis, sous la pression de l'opinion mondiale, l'Argentin Estrella est sorti vaguement vivant de l'enfer uruguayen. Je n'oublierai jamais ce 16 février 1980 où ce petit homme tondu et brisé est arrivé en France : il titubait de fatigue et de souffrance dans le hall de l'aéroport d'Orly. Poignant, il souriait quand même et il a simplement dit : « Je pense recommencer très vite à vivre. Je vais reprendre mon travail. » Dès le lendemain, il revivait en effet, et trouvait assez de force pour dénoncer « la honte qui gouverne » en Uruguay et dans d'autres pays de l'Amérique latine. Quelques heures passaient encore, et il montait sur la scène de la salle Pleyel, aux côtés de Mistslav Rostropovitch, pour réclamer la libération du Soviétique Andreï Sakharov.

La pluie et le beau temps ont continué à alterner. La pluie, à l'automne 1980 : trois hommes autour d'un magnétophone, parlant pour « l'Unité » ; Frank Oswald, Charles Serralta et Miguel Angel Estrella ; tous les trois ont subi le régime sadique de Libertad ; tous les trois sont réunis pour témoigner pour les centaines de prisonniers qui restent encore là-bas, pour ceux qui sont en train de crever ; et Estrella va à l'essentiel : « Sans la solidarité nous serions peut-être morts tous les trois. Il faut sauver les autres. Il faut continuer. » Le beau temps, le 14 juillet 1981 : à l'Elysée, rayonnant, Miguel Angel Estrella bavarde quelques instants avec François Mitterrand ; il se tourne vers moi : « Tu sais, c'est important ce qui est en train de se passer en France. Pour toi, pour tous mes amis français, bien sûr. Mais pour moi aussi. La France qui devient socialiste, c'est un grand espoir qui naît pour toute l'Amérique latine. »

Aujourd'hui, le pianiste Estrella revit complètement : tous les jours, au pied de Montmartre, il passe des heures à son piano. Il vient d'enregistrer un nouveau disque (1). Il va de concert en concert (2). Le pianiste est presque heureux. Mais l'homme Estrella ? Il a encore mal. Il souffre encore. Il a mal à l'Argentine. A cause de l'exil. A cause de la junte sanglante qui sévit toujours à Buenos Aires. A cause du conflit des Malouines qui est venu ajouter les morts de la guerre aux morts du fascisme. Il a un peu mal à la France aussi. Parce que le gouvernement français, pour lui, semble avoir confondu dans ses prises de position le peuple argentin et la dictature. Il le dit comme il le pense : franchement. Il le dit comme il l'a dit à Pierre Mauroy, l'autre jour, au cours d'un voyage à Lille... Il faut prendre son franc-parler pour ce qu'il est réellement : une preuve de confiance dans le pays qui l'a accueilli. Il a raison : si on ne pouvait pas parler librement au pays de la liberté, ce serait grave...

Miguel Angel Estrella est musicien de la tête aux pieds. Quand il parle, c'est la musique du cœur qu'on entend. Quand je suis sorti de chez Estrella, la semaine dernière, j'ai appris la mort de Jean Wiener. Les musiciens meurent, la musique demeure. Wiener est mort, vive Estrella !

« L'UNITE » : Tu es d'abord argentin ou d'abord latino-américain ?

MIGUEL ANGEL ESTRELLA : Je me sens chez moi partout en Amérique latine. Mais, historiquement, je ne peux pas dire que je suis d'abord latino-américain, parce que l'Amérique latine unie que Juan Perón appelait de ses vœux en 1946 n'existe pas encore. Il y a de toute évidence pour les Latino-Américains une Histoire et un destin en commun. Et nous finirons bien par tous nous retrouver un jour dans la « Patria grande », la grande patrie chère à Perón... Mais, en attendant, je suis d'abord argentin...

— Oui, le nationalisme argentin que tu as exprimé publiquement à propos de la guerre des Malouines a un peu surpris. « Estrella vole à la rescousse de la dictature », ont pensé, dit ou écrit certains...

— J'ai été plutôt malmené, effectivement. Alors, je vais m'expliquer une fois pour toutes. Personnellement, dès le début du conflit, je souhaitais qu'on évite des morts inutiles et j'étais partisan de la négociation. La junte militaire a suffisamment tué d'Argentins ces sept dernières années, elle a suffisamment bradé et meurtri tout le pays... Je n'avais pas envie de voir en plus mourir des milliers de gosses aux Malouines.

Mais, il y a mon souhait et la réalité. Cette réalité, c'est l'attachement profond et sincère du peuple argentin pour ces îles. Il y a, en Europe en général et en France en particulier, une profonde méconnaissance de l'histoire de l'Argentine. La revendication des Malouines par tous les Argentins n'est pas nouvelle. Depuis des décennies, à l'école, on apprend aux petits Argentins que nous avions hérité ces îles des colonialistes espagnols et que les Britanniques s'en sont brutalement emparés un jour. Depuis des décennies, tous les Argentins savent que les négociations et autres démarches diplomatiques avec Londres, pour récupérer les Malouines, n'ont jamais abouti. Dans les périodes où le peuple argentin a pu s'exprimer démocratiquement à travers des élections, tous les partis politiques en lice, je dis bien « tous », même les plus progressistes, ont mis en avant dans leur programme la reconquête des Malouines.

Ce nationalisme authentique, enraciné dans les têtes et dans les cœurs depuis plusieurs générations, a même été, au sein de la gauche argentine, un des abcès de fixation de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme. Il est donc un peu simpliste d'interpréter l'attitude du peuple argentin dans le conflit des Malouines comme un soutien à la junte. Demander la réintégration des Malouines dans le territoire national, ce n'est pas du tout, pour un Argentin, être fasciste !

— Il n'empêche que Galtieri et son équipe ont entraîné les Argentins dans un piège meurtrier...

— Le peuple piégé ? Oui et non. Oui, si l'on considère le prix de l'opération acquitté par le peuple : les morts, les soldats morts. Oui, si l'on considère que la junte a délibérément essayé d'utiliser l'attachement du peuple pour les Malouines et de le récupérer à son profit. Non, si l'on se rend compte que la dictature a joué cette carte parce qu'elle n'en avait plus d'autres. Non, si l'on fait attention aux slogans entendus dans les manifestations populaires : « Malouines, oui ! Dictature, non ! »

Car le peuple argentin n'a jamais perdu de vue le retour à la démocratie. Cela aussi est très ignoré de ce côté de l'Atlantique : malgré la répression, malgré les disparitions, ces dernières années, le peuple s'est conquis un espace politique. Grâce à la résistance que nous appelons « l'Argentine secrète ». Grâce aux partis politique et à la C.g.t., officiellement interdits mais très actifs sur le terrain. Les dictateurs ont pu s'en rendre compte lors de la gigantesque manifestation du 30 mars 1982 à Buenos Aires : le peuple est contre eux et il ose le dire à visage découvert.

L'isolement de la junte va grandissant ; même les intellectuels comme Borges, qui la soutenait au départ, l'ont abandonnée depuis des mois. Sur le plan international, les organisations des droits de l'homme ont parfaitement réussi à déconsidérer la dictature. En fait, avant la guerre des Malouines, Galtieri n'avait plus que deux soutiens : la droite oligarchique et Ronald Reagan. Pendant le conflit, Reagan a lâché Galtieri : il ne lui reste plus grand-chose aujourd'hui...

Galtieri était, au départ, un homme de Reagan, un pion des Etats-Unis pour organiser la domination des multinationales et la répression en Amérique latine. Reagan a été contraint de l'abandonner. Galtieri est désormais un homme seul. Courageusement, bien avant la guerre des Malouines, des dirigeants de la résistance argentine avaient dit publiquement à Galtieri et à la junte qu'ils n'échapperaient pas aux fantômes des disparus et qu'un jour il leur faudrait rendre des comptes au peuple. Ce jour n'est peut-être plus très loin...

— Tu es bien optimiste !

— Je ne veux pas me lancer dans des prophéties présomptueuses. Je n'en ai ni le goût ni le pouvoir. Mais la guerre des Malouines aura changé quelque chose de décisif pour l'Argentine et pour toute l'Amérique latine. Quelle que soit l'issue du conflit (3), et aussi paradoxal que cela puisse paraître, on connaît d'avance les vainqueurs : les peuples latino-américains. Car, dans cette période difficile, on a pu voir tous les Latino-Américains se solidariser avec le peuple argentin. Cette unité toute nouvelle pourrait bien bouleverser les rapports de force mondiaux... et faire avancer l'avènement de la « Patria grande ». Je ne suis pas sûr que Reagan ait mis Galtieri au pouvoir dans ce but ! Je ne suis pas sûr non plus que l'Europe ait bien su évaluer les conséquences réelles de la guerre des Malouines. Elle s'est alignée sur la Grande-Bretagne sans réfléchir vraiment.

— Tu mets la France dans le même sac ?

— Elle s'y est mise elle-même ! Cela m'attriste. Et cela attriste tous les amis argentins qui me téléphonent de là-bas. Ils ne comprennent pas. Bien sûr, il était logique que la France se déclare officiellement solidaire de la Grande-Bretagne. Mais était-elle obligée de confondre les dictateurs argentins et le peuple argentin ? Ne pouvait-elle avoir un mot de soutien pour le peuple ? Au lieu de quoi elle s'est associée à un blocus économique européen contre l'Argentine dont la victime directe est le peuple, pas la dictature ! Quand la France a refusé de prendre des mesures économiques contre la Pologne pour ne pas pénaliser le peuple polonais, nous avons, nous Latino-Américains d'Europe, apporté notre soutien à la position du gouvernement français. Mais pourquoi ce qui est bon pour le peuple polonais ne l'est-il pas pour le peuple argentin ?

— Tu es amer ?

— Non. Mais la position de la France a déçu toute l'Amérique latine par son manque de discernement et de nuances à propos de la guerre des Malouines : c'est un constat que je fais. Au gouvernement français d'en tirer les conclusions pour l'avenir.

— Quelles sont tes options politiques personnelles ?

— Je suis péroniste. Et, si je n'avais pas été ici en exil, si j'avais été à Buenos Aires au moment de la guerre des Malouines, j'aurais été aux côtés de mon peuple contre la Grande-Bretagne. Comme tous les péronistes.

— C'est quoi le péronisme ? Vu d'Europe, cela nous a toujours paru un peu flou...

— Tu vois, quand je parlais de méconnaissance de l'histoire de l'Argentine, je n'avais pas tout à fait tort... Je ne vais pas t'infliger un cours d'histoire. Tu devras te contenter d'un résumé.

Juan Perón est devenu président de la République argentine en 1946. Il l'est resté jusqu'en 1955. Il est revenu au pouvoir en 1973. Il est mort le 1er juillet 1974. Les trois axes du péronisme ont été clairs dès le début : justice sociale, souveraineté nationale, anti-impérialisme. La classe ouvrière a toujours été l'interlocuteur privilégié et la base politique de Perón. On parle souvent du charisme de Perón, de son impact sur les foules. On oublie son œuvre : les mesures sociales prises en faveur des classes laborieuses. Avant 1946, en Argentine, un ouvrier travaillait jusqu'à seize heures par jour. Avec Perón, il n'a plus travaillé que huit heures.

La popularité de Perón s'explique largement par la dimension sociale de sa politique. Par sa dimension internationale aussi : il voulait placer l'Argentine « très loin de Moscou et très loin de Washington » ; il a en quelque sorte été un précurseur du « non-alignement ».

— Perón était une chose. Le péronisme en est une autre : n'est-ce pas un peu une auberge espagnole où on trouve ce qu'on apporte ?

— Il y trois choses, en fait : Perón ; le « parti justicialiste », qui est l'organisation politique du péronisme ; et le péronisme lui-même qui est un mouvement de masse. En 1971, alors qu'il était en exil à Paris, Perón a déclaré sans ambages : « Le plus important, c'est le mouvement, ce n'est pas le parti. Parce que le mouvement est plus divers, donc plus riche et plus créatif. » Et pour éviter toute ambiguïté, il a ajouté : « Qu'on ne s'y trompe pas, le péronisme est un mouvement de gauche. Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Nous voulons le socialisme pour tous les pays du monde, pour ceux de l'Amérique latine d'abord. Mais nous voulons un socialisme qui nous convienne. Nous n'avons pas l'intention d'aller prendre notre modèle de socialisme ailleurs. »

— Pourtant, Perón a été combattu par la gauche argentine...

— Par la gauche traditionnelle, oui. Je la connais bien cette gauche. J'ai passé mon enfance au beau milieu d'elle : dans mon entourage, dans ma famille, tout le monde était radical, socialiste, communiste et donc furieusement anti-péroniste. Perón, qui avait beaucoup d'humour, disait volontiers : « Ils ne m'aiment pas parce que je leur ai volé leur clientèle. » C'était vrai : toutes les classes laborieuses étaient derrière Peron, elles étaient « péronistes sans le vouloir » comme il disait parfois en riant. Je me souviens de discussions politiques avec mon père, qui était socialiste. Je lui disais : « Mais les Argentins, avec Perón, vivent mieux qu'avant ! » Il me répondait invariablement : « Peut-être, mais Perón a pillé notre doctrine et les idées du socialisme. »

La gauche traditionnelle n'a jamais, pour cette raison, accepté Perón. C'est elle qui lui a fait, dans le monde entier, une réputation de fasciste. Il était fasciste parce qu'il « manipu-

Coll. Fondation Jean Jaurès

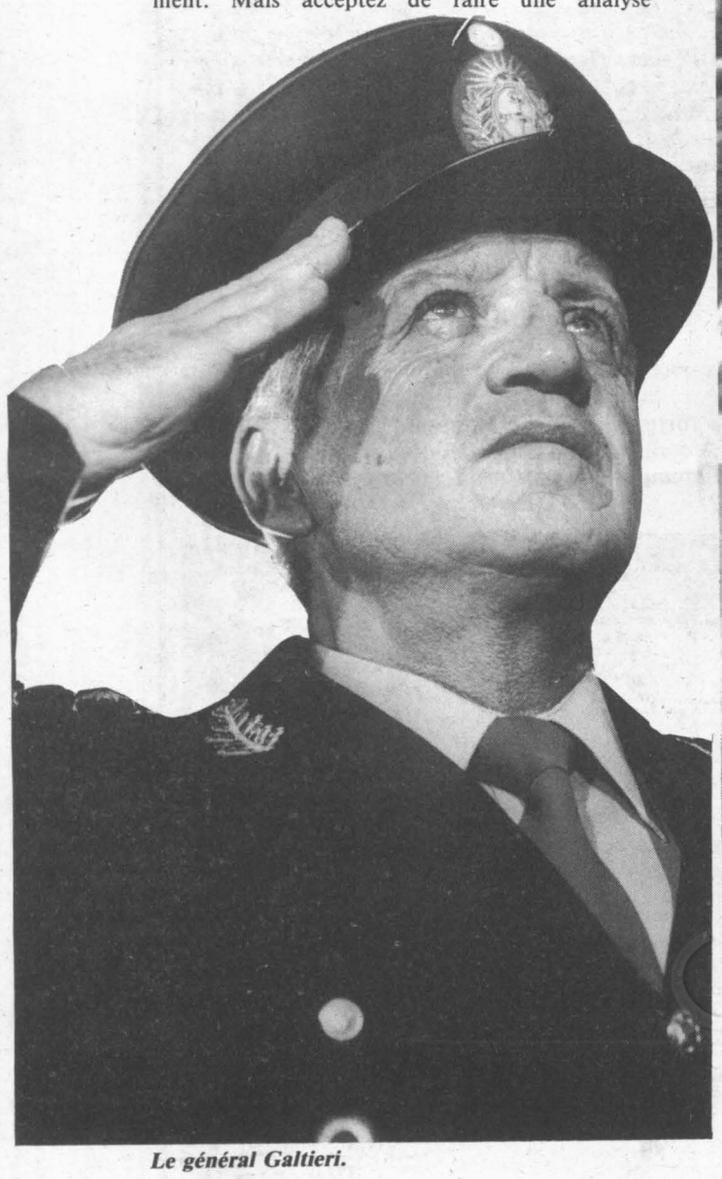
lait » les masses ! C'était le seul argument. Ils auraient bien été en peine d'en trouver un seul autre. Les juifs argentins, pour prendre ce seul exemple, pourraient tous venir témoigner qu'ils n'ont jamais été persécutés par Perón mais qu'au contraire leur communauté a toujours eu des rapports cordiaux avec Perón et le péronisme. Et, en 1973, à son retour au pouvoir, Perón, tirant un trait sur les divergences passées, a fait appel à la gauche pour « reconstruire le pays ». Si la gauche n'avait pas été sectaire, elle aurait pu être associée au péronisme dès 1946.

— Tu ne peux pas nier qu'il y ait eu quelques infiltrations fascistes au sein du péronisme. On l'a bien vu après la mort de Juan Perón, quand Isabel Perón, sa seconde épouse, lui a succédé à la tête de l'Argentine...

— Au sein d'un mouvement de masse, il y a toujours des contradictions. Mais ce n'est pas parce qu'il y a quelques chrétiens fascistes qu'on peut dire que le christianisme est une forme de fascisme ! Dans le cas d'Isabel Perón, il s'agissait plutôt d'incompétence : elle n'était pas préparée à être au pouvoir, elle s'est laissée influencer par des gens qui n'avaient rien à voir avec le péronisme. A cette époque, je représentais le syndicat des ouvriers sucriers, qui était rattaché à la C.g.t. A ce titre, j'ai eu affaire à des collaborateurs immédiats d'Isabel Perón : ils détestaient la classe ouvrière. On était déjà bien loin du péronisme qui travaillait avec et pour la classe ouvrière. Pour moi, c'est une évidence : après la mort de Perón, il n'y a plus eu de gouvernement péroniste en Argentine.

— Depuis quand es-tu péroniste ? Comment, élevé dans un milieu de gauche traditionnel, l'es-tu devenu ?

— Je suis devenu péroniste très tard, en 1966. C'est un appel de Perón aux intellectuels qui m'a alors convaincu. A son habitude, il a été très direct et très pragmatique. Il a dit en substance : « Voilà, vous avez, vous les intellectuels, toujours été des adversaires de notre mouvement. Mais acceptez de faire une analyse sérieuse. Faites le bilan de tout ce qui a été conquis par les classes populaires en 1946 et 1955 ; faites le bilan de tout ce qui a été repris ensuite par l'oligarchie et l'impérialisme ; mettez chacun des deux bilans sur les deux plateaux d'une balance ; et voyez ce qui pèse le plus lourd. Si la balance penche du côté des conquêtes populaires, tirez-en les conclusions et rejoignez notre mouvement. Nous avons besoin de votre matière grise. »



Le général Galtieri.

Le discours est venu s'ajouter à ce que j'avais constaté sur le terrain. Dans mon enfance, j'avais vu des ouvriers et des paysans qui avaient retrouvé leur dignité grâce à Perón. Et, plus tard, à chaque fois que j'accompagnais Marta (ma femme qui était cantatrice) lorsqu'elle allait chanter dans les quartiers populaires ou les bidonvilles, je rencontrais l'enracinement du péronisme. Dans chaque logement, il y avait une photo de Juan Perón, une photo d'Eva Perón (sa première femme) et une photo de Carlos Gardel (l'homme du tango) : c'étaient les trois idoles du peuple argentin. Marta et moi essayions de discuter, de faire passer nos idées : « Nous sommes chrétiens, mais nous sommes de gauche. Perón n'est peut-être pas... » Personne ne nous prenait au sérieux. Ils riaient tous. A Marta ils disaient : « Tu as une voix folle. Chante ! Ne parle pas ! » Et à moi : « Tais-toi ! Tu ne comprends rien. Tais-toi ! Joue de la guitare ! »

Je n'ai compris la leçon que plus tard : le péronisme, ce n'est pas seulement une doctrine ; c'est aussi un sentiment, un mouvement affectif et populaire qui a été ressenti comme tel parce qu'il a toujours respecté le peuple et qu'il a été le premier à satisfaire ses besoins essentiels.

La reddition du commandement argentin aux Malouines a évité le massacre de plusieurs milliers d'hommes. Mais elle aura nécessairement des conséquences sur le sort de la junte qui gouverne à Buenos Aires. Le grand pianiste Miguel Angel Estrella explique en effet que la dictature a joué cette carte de la guerre parce qu'elle n'en avait plus d'autre et que le peuple argentin avait dit : "Malouines, oui ! Dictature, non !"



Troupes anglaises aux Malouines.



Le gouverneur des Iles Malouines le général Benjamin Menendez.

— Et le péronisme aujourd'hui, en 1982, qu'est-ce que ça représente ?

— Le jour où l'Argentine reviendra à la démocratie, le péronisme aura encore un rôle à jouer. Il le joue déjà dans la résistance, dans son organisation « multipartis » où il a sa place. Demain, le péronisme peut être le leader d'un rassemblement des partis démocratiques argentins, le fer de lance de la reconstruction de la démocratie et de l'économie. Ce n'est pas seulement un souhait, c'est une réalité vérifiable : à chaque fois, depuis 1946, que des élections ont pu se dérouler en Argentine... le péronisme les a largement remportées. Aujourd'hui, après sept ans de dictature, s'il y avait des élections, le mouvement péroniste serait encore largement vainqueur !

— En attendant cette échéance, que je te souhaite prochaine, tu poursuis en exil ta carrière de pianiste...

— Je n'aime pas le mot carrière. Je n'ai jamais eu de « plan carrière ». J'ai toujours éprouvé une répulsion instinctive envers le petit monde des impresarios, la presse qui fait la loi et le fric qui fait la frime. D'ailleurs, je n'ai jamais été « programmé » pour faire une carrière.

— Pourquoi ?

— Parce que je suis issu d'un milieu social où ce n'était pas envisageable. Ma mère était née dans une région déshéritée, dans le nord de l'Argentine, où quatre-vingt-dix pour cent de la population quittait le village neuf mois sur douze pour travailler dans les usines de canne à sucre de la ville de Tucuman. Ma mère avait treize frères et sœurs. Elle a élevé la plupart d'entre eux avant de pouvoir faire trois petites années d'étude et devenir institutrice. Quant à mon père, il était arabe et membre du parti socialiste de Bolivie. Il écrivait des poèmes. Poursuivi pour ses idées politiques, il a été recueilli et caché par ma mère : ils sont tombés amoureux et se sont mariés. Mes parents étaient pauvres, mais leur maison était un lieu de générosité : je n'avais que deux frères, mais il y avait toujours une dizaine d'autres enfants à table !

Ma mère, malgré une vie quotidienne difficile (elle faisait soixante-dix kilomètres par jour, en train et à cheval, pour aller faire la classe), était gaie ; elle adorait la danse et le chant, elle montait des troupes de théâtre. Grâce à elle, j'ai chanté et dansé très jeune. Mais ma musique n'avait rien à voir avec la musique « classique » : c'était le folklore de la Bolivie et du Nord de l'Argentine ; s'y ajoutaient un peu de tango, de musique arabe et de musique espagnole.

En fait, je n'ai découvert le piano qu'à l'âge de douze ans. Mon père m'avait amené au concert d'une pianiste polonaise, à Tucuman. Elle a joué le Concerto en mimineur de Chopin. J'ai été bouleversé. J'ai seulement dit : « Moi, je veux faire ça. » Ma mère est allée voir un chef d'orchestre qui, après une audition, a dit : « Ce garçon est fait pour la musique. » Mes parents ont été sages et courageux : ils m'ont fait terminer le lycée, ils ont économisé chaque mois et, à dix-huit ans, j'ai pu entrer au conservatoire de musique à Buenos Aires.

J'ai commencé mes études musicales à dix-huit ans ! Avec des enfants de neuf - dix ans ! Au début, j'étais un peu gêné ; ils étaient meilleurs que moi. Mais j'ai travaillé comme une bête : dix heures par jour. Et puis j'avais Marta à mes côtés, que je venais de rencontrer, qui avait une immense culture musicale et qui m'a beaucoup aidé. J'ai fait le cycle complet du conservatoire en trois ans. Je suis allé dans une école de piano. Et, cinq ans après mes débuts musicaux, j'ai gagné un concours...

Dans la foulée, j'ai donné mon premier concert à Tucuman, devant ma famille et mes copains d'école, qui étaient tous là. J'ai attaqué par la première fuge de Bach : un massacre ! Je n'arrivais pas à maîtriser mon émotion. J'ai enchaîné par une sonate de Beethoven. Là, miracle : les problèmes techniques ou esthétiques étaient dépassés ; c'était l'euphorie, la joie de communier avec les gens, presque de faire l'amour. Ce jour-là, j'ai découvert que la musique n'existait que dans la communication. J'ai tellement aimé cela que Marta et moi nous sommes mis à nous inventer des concerts dans notre deux-pièces : je saluais un public imaginaire, je jouais ; elle saluait, elle chantait...

La suite s'est passée comme un rêve inespéré et réalisé : une vingtaine de concerts par an en Argentine, ma venue en Europe grâce à une bourse du gouvernement français, ma rencontre avec Nadia Boulanger, etc. On voulait déjà faire de moi, en 1969, le spécialiste de Bartok, mais...

— Mais tu ne t'es jamais spécialisé, tu es resté un pianiste très éclectique. Pour quelles raisons ?

— D'abord, dès mon entrée au conservatoire, j'ai été (et je reste) très vorace, très curieux de découvertes. C'est logique : pendant dix-huit ans, je n'ai pas eu accès au patrimoine universel musical ; je compense, maintenant ; je suis capable de tomber amoureux de toutes sortes de musiques. Je ne vois pas pourquoi je me priverais de ce plaisir en me consacrant à seulement un ou deux musiciens.

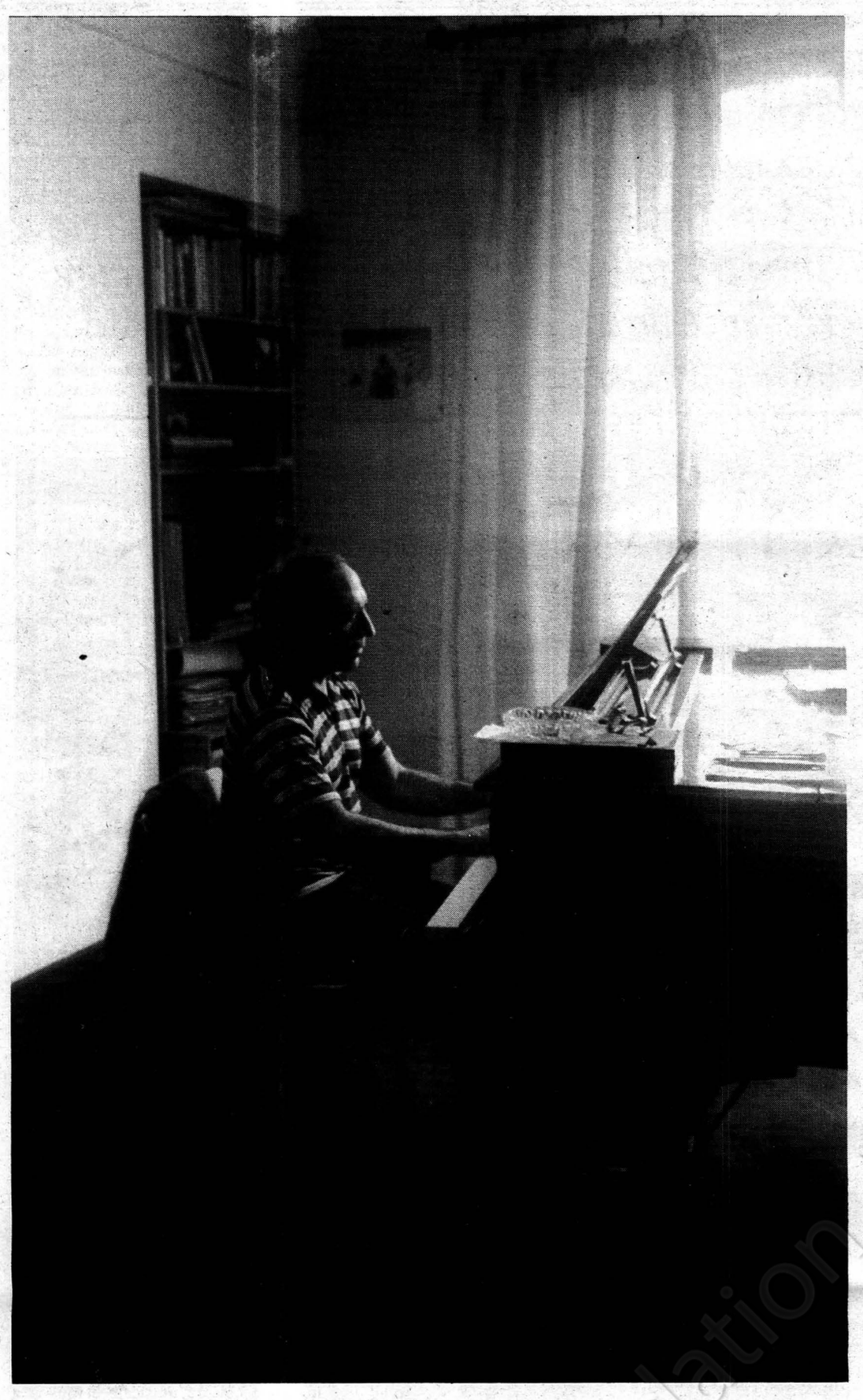
Ensuite, jouer des « intégrales » est peut-être possible du point de vue technique mais c'est surtout besogneux et légèrement mensonger : comment peut-on prétendre être touché par l'ensemble de l'œuvre d'un musicien ?

Enfin, je suis lent : techniquement je peux tout jouer, tout apprendre rapidement, mais il me faut du temps pour dominer l'émotion que provoque en moi une œuvre, pour la maîtriser au point d'oser la jouer en public. Je peux ainsi rester sept ans à travailler un concerto de Beethoven ou de Schumann. Ce rythme ne facilite guère une éventuelle spécialisation...

Comment composes-tu tes récitals ?

— Je fais ça au coup de cœur, selon mes envies, selon mes découvertes du moment. Mais j'essaie toujours d'équilibrer un concert entre trois tons qui me sont chers : le drame, que je

(Suite en page 12)



(suite de la page 11)

trouve chez Beethoven, Chopin ou dans certaines pièces de Brahms ; la grâce, à travers des morceaux spirituellement légers comme il y en a chez Debussy ou Fauré ; et les variations, un genre que j'adore.

— Tu fonctionnais de cette manière quand tu donnais des concerts chez les paysans en Amérique latine ?

— Pas du tout. Là-bas, j'improvisais le programme du concert au « feeling », selon la situation, l'ambiance, la demande que je ressentais. Un jour, les paysans m'ont fait rejouer vingt-deux fois le même Rondeau de Mozart. Parce qu'il n'y a pas d'électricité, pas de magnétophones et que, malgré tout, ils voulaient le retenir, le garder en eux. Et le lendemain, chez eux, ils fredonnaient tous ce Rondeau ! C'est ça l'Amérique latine : cette curiosité et cette passion.

— Le franc-tireur que tu es accepte parfois de travailler avec des orchestres, avec des chefs comme Claire Gibeau ou Jean-Claude Casadessus. Mais tu ne travailles plus avec des cantatrices comme tu le faisais avec Marta...

— J'ai envie. Mais Marta est morte. J'ai refait cela une fois, au Mexique, avec une « mezzo » qui avait presque la voix de Marta. J'ai envie, mais j'ai peur : Marta est morte et je n'arrive toujours pas à surmonter ma douleur.

— Et cette autre douleur qu'est l'exil, comment t'en accommodes-tu ?

— Mal. Mais je supporte quand même mieux l'exil que la barbarie du camp de Libertad. J'ai envie de rentrer en Argentine. J'ai été sollicité pour le faire. Mais je reste ferme sur ma réponse : je ne rentrerai dans mon pays que le jour où la démocratie y renaîtra. La dictature n'aura jamais ma caution. ●

(1) Après « Bach, Beethoven, Bartok et Taurellio » (Erato ERA 91 93, distribution R.c.a.), Miguel Angel Estrella vient de sortir : « Suite 7 en sol mineur » de Haendel et « Variations et fugue sur le thème de la suite 7 de Haendel » de Brahms (Erato ERA 92 46, distribution R.c.a.). Une merveille !
(2) Miguel Angel Estrella joue à Toulon le 18 juin, Saint-Denis le 30, Perpignan le 6 juillet et Arles le 7. Il part ensuite au Mexique.
(3) Le jour où cette conversation a été enregistrée, le 8 juin dernier, Estrella ne savait pas comment se terminerait la guerre des Malouines.



Miguel Angel Estrella avec Mstislav Rostropovitch au cours d'un gala de soutien à Andrei Sakharov.

FRANCE-ESPAGNE

Il n'y a pas que le foot

APRES Vienne, le président de la République se rend la semaine prochaine en voyage officiel à Madrid. Mundial oblige, le monde a déjà les yeux tournés vers l'Espagne. Est-ce cela que le roi Juan Carlos et le président Mitterrand ont voulu mettre à profit ? On peut penser que les deux chefs d'Etat ne se contenteront pas d'évoquer les péripéties présentes de la Coupe du monde de ballon au pied. Bien que tout échange sportif ne soit pas à exclure : Paris et Barcelone sont tous deux candidats à l'organisation des jeux Olympiques de 1992. La capitale catalane, à gestion socialiste, a pris une longueur d'avance. Elle possède les infrastructures sportives nécessaires et présentera un dossier de rupture avec ces monstres d'exhibitionnisme que furent Munich et Montréal.

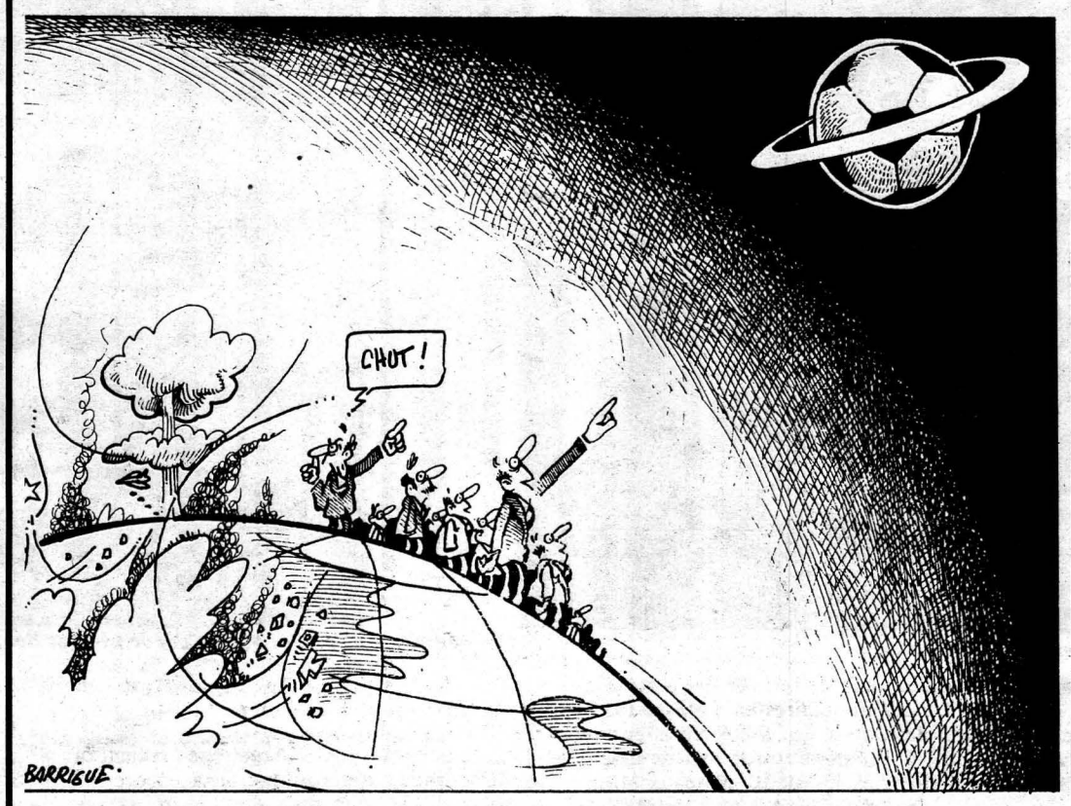
Les préoccupations communes ne manquent pas. François Mitterrand et Juan Carlos « se sont vus » une fois, au mariage du prince Charles. Ils n'avaient fait que se voir. Cette fois, ils se rencontrent. A la Zarzuela, ancien rendez-vous de chasse des rois d'Espagne, cadeau de mariage du général Franco au jeune héritier qui en a fait sa résidence. Ce jeune roi, fort discuté à ses débuts, quelque peu hautain (« les Bourbons sont nés pour régner, c'est notre métier. La question n'est pas de savoir si on aime cela ou pas »), est devenu au fil des ans et de l'expérience le principal garant du futur démocratique de son pays. Pour la première fois depuis quarante ans, on votait librement en Espagne en juin 1977.

Le Pays basque : une plaie. Les récentes arrestations opérées au Pays basque français, dont celle de « Txomin », chef militaire présumé de l'E.t.a., sont sans doute à rapprocher de l'ouverture du Mundial. Elles ne sauraient pour autant présager un changement fondamental d'attitude du gouvernement français. A plusieurs reprises, le ministre de l'Intérieur a réaffirmé qu'il ne procéderait pas à des extraditions, bien que « tout Basque qui commettrait un délit serait arrêté. C'est ce que nous faisons et que nous continuerons de faire ».

Au printemps dernier, la France refusait de ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme. La tradition d'asile de l'Hexagone l'emportait. Dans le même temps, Gaston Defferre se prononçait clairement contre la création d'un département basque. Pour autant, le gouvernement de la France ne pouvait éviter de s'interroger sur la flambée terroriste apparue sur son sol depuis le 10 mai 1981.

Seuls aujourd'hui à poursuivre la lutte armée, les dirigeants d'E.t.a.- militaire feraient bien, eux aussi, d'y réfléchir. A deux fois. L'Espagne de Juan Carlos n'est plus celle du dictateur Franco. Il existe une psychopathologie de la lutte armée clandestine. La transformation du militant en soldat, le passage du politique au militaire s'accompagnent souvent d'un glissement de la sagesse vers l'aventure. A jouer la politique du pire, on se brûle souvent soi-même. D'un coup d'Etat fasciste en Espagne, le peuple basque n'aurait assurément rien à gagner.

Il est non moins vrai que les autorités espagnoles n'ont pas toujours fait preuve de la meilleure compréhension du problème basque. Un récent rapport d'Amnesty International accuse les forces de l'ordre de pratiquer la torture et la discrimination sur les prisonniers basques. Sans démenti sérieux à ce jour. Il conviendrait par ailleurs de mettre définitivement fin aux expéditions punitives de commandos extrémistes de droite sur le territoire français.



Autre dossier : l'Europe. D'un point de vue politique, la France est favorable à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne. Mais, du côté français, on pense que des mesures d'adaptation indispensables sont à mettre au point. Une concurrence de fait existe entre l'agriculture espagnole et celle de la France méridionale ; l'Espagne ayant l'avantage climatique. Le marché espagnol est par ailleurs très protégé de l'étranger par un système de douane et de fiscalité en cascade. Les produits du Marché commun ont de ce fait quelques difficultés à pénétrer en Espagne. Il n'est pas certain que des mesures globales puissent résoudre tous les problèmes. Ni qu'elles soient les mieux adaptées pour en finir avec des injustices criantes, comme la surexploitation d'un prolétariat agricole dans plusieurs régions espagnoles.

Il serait également douteux que les deux chefs d'Etat ne soient pas conduits à s'entretenir de la situation internationale, des relations de leurs pays avec le tiers monde, après l'entrée de l'Espagne dans l'Alliance atlantique. Bien que gouverné, pour l'instant, à droite, Madrid entend maintenir des liens privilégiés avec le monde arabe, l'Amérique latine et servir de « passerelle » entre l'Occident développé et le monde méditerranéen. Le ministre espagnol des Affaires étrangères souhaitait récemment que l'adhésion de son pays à l'Otan permette à cette dernière « d'adopter une attitude plus compréhensive » vis-à-vis de l'Amérique du Sud et du tiers monde en général.

Accompagné d'une forte délégation française (Claude Cheysson, Jean-Pierre Chevènement, Jack Lang...), le président de la République rencontrera également les secrétaires généraux des principaux partis politiques, de Santiago Carrillo à Manuel Fraga-Izibarne. L'invitation faite par le roi Juan Carlos au président de la France du changement de se rendre en Espagne est également de bon augure pour le leader socialiste Felipe Gonzalez. Elle illustre la volonté du souverain de poursuivre la politique de démocratisation. Sept ans après la mort de Franco, cela signifie clairement que la couronne appuiera décidément une victoire de la gauche aux prochaines élections générales.

On prête mieux quand on sait à qui l'on prête.

Par sa vocation et son mode de fonctionnement démocratique et participatif, par son rôle de partenaire de la vie locale, le Crédit Mutuel est proche des associations. A travers les 3000 Caisses de Crédit Mutuel, il connaît leurs besoins.

Pour les satisfaire, le Crédit Mutuel leur propose des produits et des services adaptés. C'est ainsi, par exemple, qu'il a contribué au financement de nombreux équipements associatifs grâce aux "prêts d'intérêt général" dont peuvent bénéficier les collectivités locales et, avec leur garantie, les associations.

Ces prêts sont accordés rapidement et sans formalités inutiles.

Participer, en aidant les associations, à l'épanouissement de la vie régionale, telle est la vocation des Caisses de Crédit Mutuel.



Crédit Mutuel



150e ANNIVERSAIRE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

EXPOSITION FERROVIAIRE GARE DE LA BASTILLE

du 19 juin au 14 juillet 1982

Ouverture : 11 h à 19 h
Nocturne les mercredis jusqu'à 22 h
sauf le 14 juillet

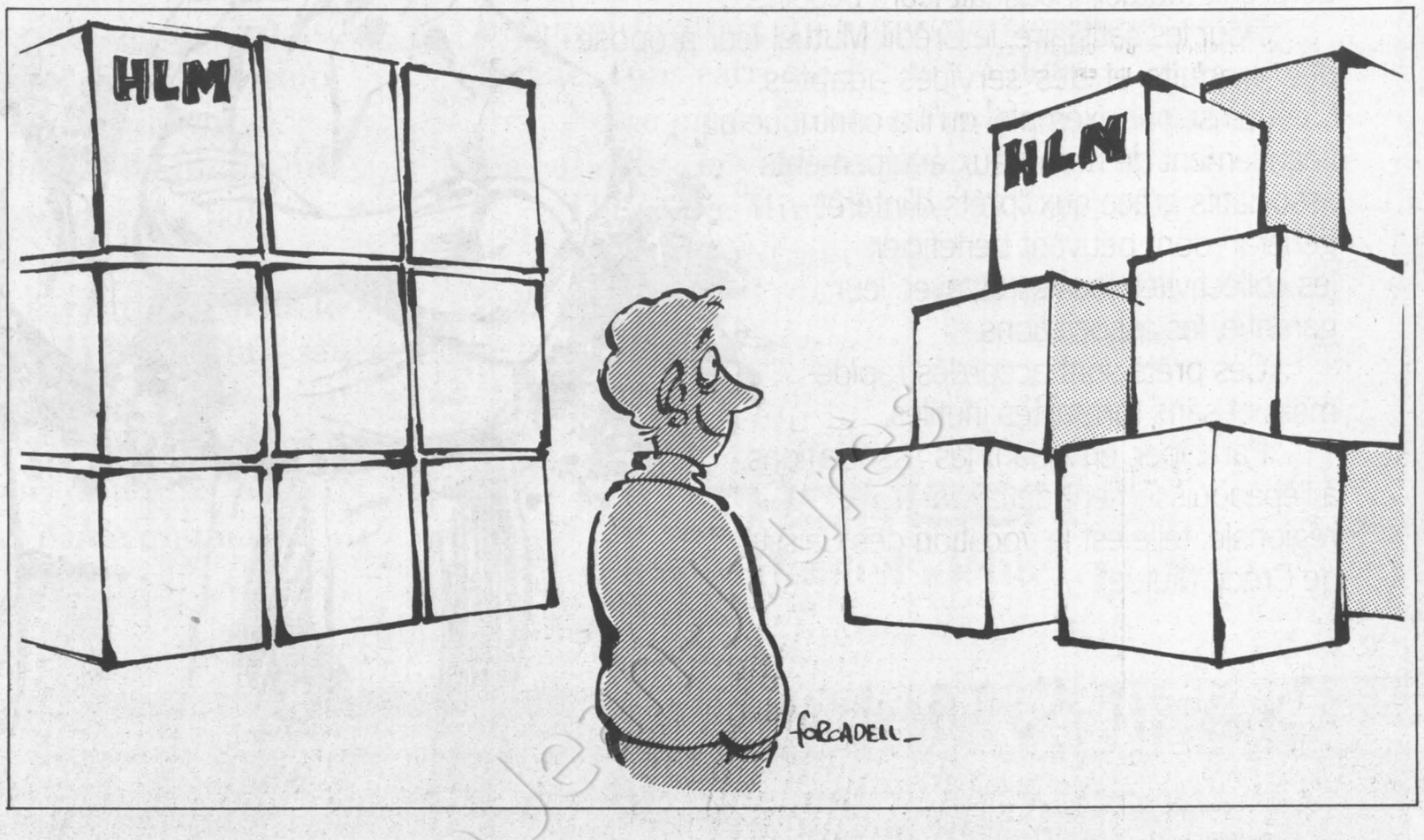
Entrée : 5 francs, gratuit pour les enfants

SNCF

Le logement social change de façade

Le public confondant souvent H.l.m., grands ensembles et laideur, quatre programmes dans la banlieue parisienne le démentent par leur originalité.
Aujourd'hui le logement social est pratiquement seul en France à assurer l'effort architectural

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



JUSQU'AU 19 juin, le mouvement H.l.m. se réunit à Nantes. Au programme, des problèmes internes, surtout maintenant que le gouvernement suit dans ses grandes lignes la politique que les H.l.m. avaient été les premiers à préconiser.

A cette occasion, nous avons voulu parler d'un aspect méconnu, le public confondant souvent H.l.m., grands ensembles et laideur : l'effort architectural que le logement social est pratiquement seul en France à assumer, aujourd'hui. Exemple, ces quatre programmes dans la banlieue parisienne qui ont en commun la modernité de leur architectes. Ici s'arrête la similitude, car ces être parfait ni incontestable, de quatre architectes. Ici s'arrête la similitude car ces créateurs ont donné, à des contextes différents, des réponses très dissemblables.

Ricardo Bofill à Marne-la-Vallée, d'abord. L'exploit. Une œuvre spectaculaire qui fascine peut-être plus les ingénieurs des ponts que les architectes, par sa complexité et ses innovations techniques. Les aménageurs de Marne firent appel à l'atelier catalan comme à un des seuls capables de traiter des bâtiments en hauteur : le Palacio compte dix-huit niveaux. Ils désiraient un monument pour marquer l'entrée de la ville nouvelle : le Palacio se voit de loin depuis l'autoroute, « comme la cathédrale de Chartres ».

De près, l'ensemble est encore plus impressionnant : masse aux formes classiques, avec ses frontons, ses colonnades et la frise plantée de peupliers qui surplombe le Theatro, bâtiment plus bas qui ferme par un arc de cercle le U formé par le Palacio. Dans la cour, un miracle s'opère brutalement : la place prend des proportions humaines, grâce au petit arc de triomphe, en son centre, qui abritera aussi des logements, grâce aux colonnades de verre qui rythment la façade du Theatro, bow-windows où se réfléchissent, brisés, les autres éléments du décor. Les arbres très serrés, qui recouvriront la place une fois les travaux terminés, achèveront de donner au lieu ce mélange subtil de théatralité et de calme, de mouvement et d'intimité, que Ricardo Bofill a voulu.

La façade et le reste

Savante composition urbaine, les Espaces d'Abraxas de Marne-la-Vallée sont ainsi, plus qu'un ensemble de logements sociaux, des bâtiments manifestes, aboutissement d'une œuvre puissante et originale mais très controversée.

Bien sûr, le geste est superbe, lyrique même. Ici, le béton chante. Un béton coloré en ocres pastels par des procédés d'oxydation, traité comme une « pierre artificielle » modelable à volonté, qui contribue à donner à l'édifice son caractère massif, solide. Mais ce chant, plus proche de l'opéra que de la musique légère, sera-t-il vivable ? La sensation de pesanteur aux étages inférieurs du Palacio, les trouées époustouflantes vers le paysage, les décrochés et les porte-à-faux vertigineux, les escaliers et les coursives se croisant au quinzième étage, toute cette complexité qui suscite d'abord l'admiration provoque finalement un malaise. Angoisse confirmée par la densité exceptionnelle de l'opération : cinq cent soixante-neuf logements.

Ricardo Bofill annonce avoir voulu, par les références baroques, une théatralité où les rôles de spectateur et d'acteur s'interpénètrent. L'équilibre entre les deux est facile à compromettre et, à première vue, ces bâtiments semblent plus visitables qu'habitables. Les espaces extérieurs y seront d'ailleurs publics, et il est probable que propriétaires et locataires recevront d'innombrables visites.

Cependant, la critique communément adressée à Bofill sur la pauvreté de ses intérieurs de logements, comparée à la magnificence de ses façades, semble ici peu justifiée. Certes, les logements locatifs du Palacio — 20 % seulement sont en accession — dépassent de peu les normes H.l.m. (72 et 89 m² pour un F3) et souffrent d'une certaine étroitesse mais, traités en duplex et en triplex, ils pourront difficilement se comparer à des cages à lapin, à ces boîtes bêtes à pleurer qui font l'essentiel de la production encore aujourd'hui.

Quant au Theatro, accession à la propriété exclusivement, il propose des surfaces exceptionnelles : 90 à 105 m² pour des F4. Tous les appartements bénéficient d'une double orientation, avec des bow-windows vers l'intérieur, et d'une finition — peintures, carrelages et moquettes de qualité — rare à l'heure actuelle.

A Saint-Denis, Henri Ciriani vient de terminer un ensemble de cent vingt- neuf logements locatifs. Avant tout, une superbe réussite urbaine. Le pari n'était pas évident à tenir : en limite du centre historique, au sud, et d'une accumulation hétéroclite de tours, au nord, la cour d'angle réussit à être la « suture de banlieue », la « transition thérapeutique » qu'a désirée l'architecte. Avec ses sept niveaux et sa frise qui le surélève, le bâtiment s'impose, éclipse le chaos auquel il tient lieu de rempart, comme s'il nous assurait que, plus jamais, n'auront lieu de tels débordements.

Sa façade est magnifique et trahit dès l'abord la démarche formelle de son concepteur. Une structure forte, fermement dessinée, presque cubiste, avec ses jeux de couleurs : blanc pour les avancées, petits cubes empilés en pyramides ou grandes croix en décrochés, comme une seconde peau sur les lignes de béton gris et le carrelage rouge des parois ; le bleu cerne les volumes, pour mieux les amplifier, ajouter aux graduations d'ombres et de lumière qui donnent à la façade une épaisseur rare en architecture moderne.

En opposition à cet effet de masse, le bâtiment, à l'intersection de deux rues, dessine un angle presque « transparent », évidé. Un « angle en creux », une articulation qui, plutôt que de fermer, dessine une porte vers la cour, conçue pour être traversée en diagonale.

Mais, dès cette cour, la déception commence. Parce que la présence des tours se fait plus pesante. Parce que le dessin rigoureux de la façade se perd ici en exercice de style, s'appauvrit, perd le relief qui, sur la rue, fait son charme.

« L'intérieur n'est pas aussi bien que l'extérieur », résume un locataire. Et plus on pénètre au cœur du bâtiment, plus cet appauvrissement se vérifie. Dans les halls, les escaliers, quelques détails suffisent à imaginer des enfants jouant à cache-cache, se penchant sur les rembardes qui surplombent un puits obscur. Mais les couloirs sont ternes. Et les appartements étroits, banals et sombres. Bien sûr, chaque logement bénéficie de 12 à 14 m² de terrasses ou de loggias. Mais, pour les besoins de la façade, ces espaces extérieurs sont enchâssés dans des parois de béton. « On ne peut pas faire plaisir à son père et à sa mère, vouloir des terrasses protégées à la vue et de la lumière dans les logements », se défend Henri Ciriani. Pourtant, rien ne lui interdisait d'agrandir les fenêtres, particulièrement étroites, ainsi que l'admet le maître d'ouvrage, le Logement Dyonisien, société H.l.m. de Saint-Denis.

Des détails choquent : la mauvaise qualité des revêtements, un placard au milieu d'un couloir, une conduite non coffrée qui longe une terrasse. Certains habitants ne s'accommodent pas des bandeaux de béton qui traversent en diagonale leur fenêtre. Henri Ciriani s'en tire par une pirouette en forme de slogan : « Je veux inquiéter les gens. Je suis un militant. Nous ne sommes pas là pour satisfaire des besoins mais pour provoquer des exigences. »

Bien habiller coûte cher

Renée Gailhoustet, à Villejuif, paraît concrétiser une démarche presque opposée. Elle aussi avait à affronter un problème de banlieue presque insoluble : une tour, un centre des impôts barrant la vue sur les jardins, un centre paroissial au cœur de l'îlot, galette basse coiffée d'une terrasse plate et inaccessible. « Dans cette volumétrie très grinçante, il fallait trouver des transitions. » Sa réponse étonne par son apparente simplicité : jeu de cubes, de terrasses imbriquées et de toitures aux pentes très prononcées. Le parpaing est égayé par les menuiseries d'un rouge et d'un bleu vifs qui se retrouvent dans les appartements. En fait, les façades expriment surtout l'exceptionnelle qualité de la composition intérieure des logements.

Dans chacun de ces appartements, très personnalisés, la lumière coule à profusion, par les baies vitrées qui coulissent sur les terrasses, par les patios intérieurs, par les ouvertures qui évident en équerre, sur toute leur longueur et toute leur largeur, les parois les plus hautes.

Même sans bénéficier de toutes ces sources de lumière, chaque logement a une double exposition. Et la sensation d'espace y est étonnante : avec ses mezzanines, ses cuisines ouvertes, une chambre ouverte également, pour agrandir le living, l'appartement se traverse du regard, se déroule jusqu'à l'ouverture vers le ciel ou vers l'extérieur : autres terrasses, autres patios. Chaque recoin est exploité. Les salles de bains, plus basses de plafond, permettent de gagner en hauteur dans les chambres, au second étage. Et des dénivellations rythment la marche.

Bien sûr, cette disposition ne peut convenir à tout le monde. Espace et luminosité se payent par l'absence d'intimité. « Tout doit être rangé et il y a peu de placards. Certains souffrent de ne pas pouvoir mettre de rideaux », raconte une locataire. Elle, qui se dit incapable d'habiter la tour d'en face, souffre peu de ces contraintes. « C'est vrai qu'il est toujours possible de s'isoler si on le désire alors qu'ailleurs, même si on veut ouvrir, l'architecture l'interdit. »

Renée Gailhoustet reconnaît que ses logements nécessitent des « occupants actifs », qu'ils ne répondent guère au plus petit dénominateur commun baptisé « points de standing » par la promotion privée.

Et actifs, les locataires le sont. Ayant tous emmenagé en même temps, il y a un an, ils ont comparé leurs logements, échangé des conseils pour peindre les murs hauts de plus de quatre mètres, monté une porte de coopérative de matériel horticole, pour tondre les pelouses et cultiver les terrasses. « Je n'avais jamais planté un rosier de ma vie. Mon voisin m'a tout expliqué. » Un autre regarde avec ravissement pousser ses six plants de tomates et vous fait goûter ses premières fraises, fier comme Artaban.

Cette convivialité, nul doute qu'elle soit en partie imputable à une architecture qui la favorise. « Tout le monde se connaît. Mais il faudra voir comment se passera l'intégration des prochains arrivants. »

L'immeuble de Renée Gailhoustet est la première tranche d'un programme important de rénovation d'un îlot, en plein cœur du centre de Villejuif, à cent cinquante mètres du futur métro. Paul Chemetov, dans le même cadre, a également construit deux immeubles, en accession à la propriété. Béton gris et ocre rouge, leur ossature, plus haute et massive que l'ensemble de Renée Gailhoustet, s'y accorde malgré

tout. Les façades sont plus lourdes, austères, évidées de terrasses, soulignées de quelques balcons en arc de cercle ou de structures carrées en porte à faux. Ici aussi, les façades expriment simplement une complexité intérieure qui frise l'anachronisme. De son propre aveu, Paul Chemetov en a trop fait, imbriquant les différents niveaux de triplex et de duplex, multipliant les recoins, les mezzanines parfois trop étroites pour prendre sens... Finalement, trop de recherches nuit à la cohérence globale et crée une disparité entre certains appartements très réussis, et d'autres qui font figure d'espaces résiduels, tout juste convenables.

Et, pour quelques détails travaillés et réussis — les rambardes de bois massif, quelques cuisines fermées de larges carreaux vitrés permettant de communiquer avec la salle de séjour —, l'ensemble souffre d'une absence de finition plus nette encore que chez Renée Gailhoustet : les murs, théoriquement enduits, étaient à peine présentables à la livraison ; un chauffe-eau installé au milieu du living, un escalier mal construit et quelques bévues de ce genre surprirent les propriétaires au moment d'emmenager.

Malgré cela, les bâtiments de Paul Chemetov présentent de très beaux espaces collectifs : couloirs lumineux évocateurs de voyages et de paquebots — alors que ceux de Renée Gailhoustet sont sinistres, étroits et bariolés de couleurs navrantes — arcades aux proportions parfaites, élancées et mystérieuses. Tous les cheminements à l'intérieur de l'îlot sont pavés de briques, ce qui rend les aménagements extérieurs particulièrement coûteux.

L'Etat a pris en charge cette part du déficit (3,5 millions en 1977) et la ville assume la surcharge foncière. Ce qui permet aux appartements en accession de se vendre actuellement 5 600 F le m² (4 800 F l'an passé).

Avec un rien d'amertume, Paul Chemetov juge l'ensemble de l'opération : « Ce tour de force, nous ne pourrions pas le reproduire, au nom de notre santé et de celle des entreprises. » Les rigueurs budgétaires en sont la cause : « Quand on fait de l'architecture, on déshabille. Jamais les prestations intérieures n'ont été aussi mauvaises. »

Si on parlait surface

Car faire de l'architecture coûte cher. En surcharge foncière, puisqu'il n'y a pas d'ensembles de qualité loin des centres ; en aménagements extérieurs et en espaces collectifs ; en matériaux — la brique, sans parler du marbre, coûte cher ; en qualité de construction, isolation, menuiserie, enduits, peintures... En décoration de façade, toujours un surcoût par rapport aux simples panneaux de béton préfabriqués. Les loggias et les terrasses, très demandées, sont des espaces supplémentaires et nécessitent également des isolations particulières. La surface des logements doit absolument augmenter : est-ce respecter l'habitant futur que de concevoir des trois pièces de 60 m² ? Restent l'équipement, la finition des appartements, budgets sur lesquels les sociétés H.l.m. les mieux intentionnées ne peuvent que rogner.

Faire de l'architecture, idéalement, consisterait à satisfaire toutes ces exigences. Ce n'est jamais le cas. Dans le logement social, les budgets obligent les architectes à faire des choix, en fonction des programmes et de leurs propres obsessions. Quant au privé, inutile même d'en parler : à moins de deux millions le mètre carré — et encore — les prestations sont encore plus misérables.

Ainsi Henri Ciriani a sacrifié les détails au profit d'une structure forte. A Villejuif, la simplicité des matériaux et les finitions réduites au minimum payent la richesse des espaces internes. A Marne-la-Vallée, Ricardo Bofill reste lui aussi dans le cadre de 5 500 F le m², grâce à la préfabrication en grande série de ses éléments de façade, mais sans doute aussi au prix d'un déséquilibre financier que les deux sociétés maîtres d'ouvrage — H.l.m. Trois Vallées et C.n.h. 2000 — peuvent probablement encore mal évaluer aujourd'hui et que d'autres programmes, moins ambitieux et moins publicitaires, payeront sans doute.

Une gymnastique financière incroyable

« Actuellement, pas une opération de logement social convenable ne se fait sans une gymnastique financière incroyable », dit Paul Chemetov. Certains architectes en viennent à considérer ces acrobaties comme partie intégrante de leur métier, comme Renée Gailhoustet : « Avec de l'énergie, de la patience, du temps, surtout du temps, on peut y arriver. Je considère que c'est une manière normale de travailler. »

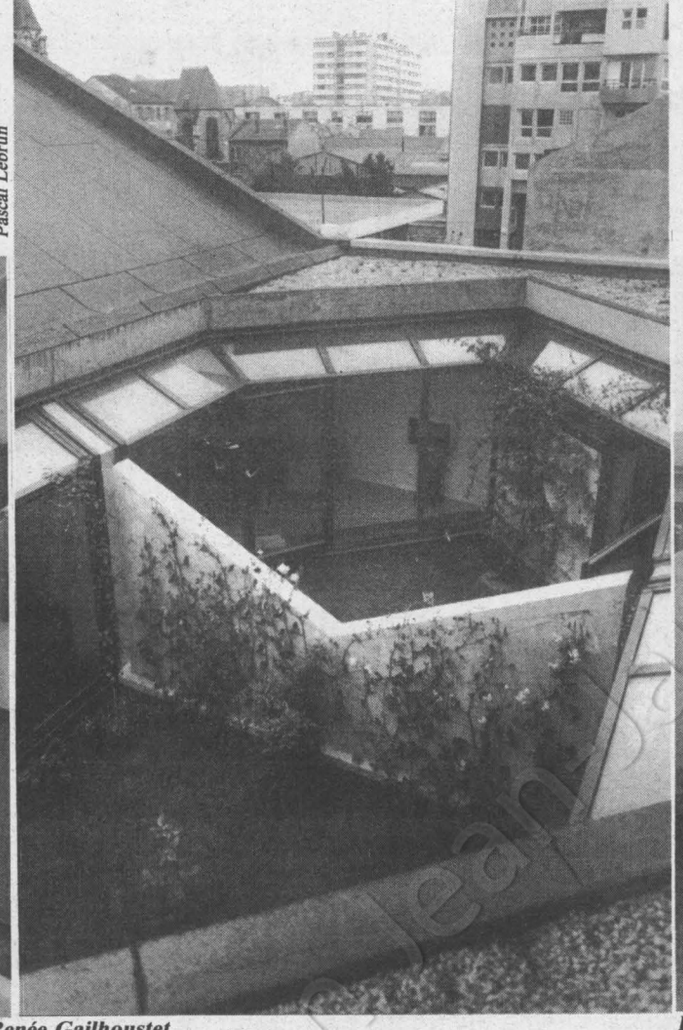
Mais le bât blesse lorsque ce « travail acharné », selon la formule d'Henri Ciriani, n'est guère récompensé. Une faillite d'entreprise et six mois de retard sur le chantier, comme cela lui est arrivé à Saint-Denis, « et je perds de l'argent ». De même Paul Chemetov considère qu'il est anormal de faire payer aux architectes des assurances qui mangent le quart de leurs honoraires et des cotations « qualitel » aujourd'hui indispensables mais absurdes : un programme aura par exemple sept cents points de qualité si les placards sont munis de poignées en aluminium !

« Il y a un budget pour le béton mais pas pour l'architecture », constate Henri Ciriani. Par exemple : pour suivre un chantier, se bagarrer au jour le jour avec les entreprises qui cherchent toujours plus ou moins à ne pas construire ce qu'on leur demande, il faudrait quelqu'un à plein temps, qu'une petite agence ne peut pas payer. Autre exemple : l'administration fixe les honoraires des architectes selon les catégories M1 et M2, selon qu'ils prennent en charge plus ou moins de détails : « Un architecte fait du M1 pour le prix du M2. »

Dans la promotion privée c'est le grand désert

Ce système fonctionne assez bien, car les architectes sont toujours prêts à travailler, même au prix de cheveux blancs. Ils ne demandent que cela, surtout les jeunes, et la commande est rare. Mais ce déséquilibre ne durera sans doute pas indéfiniment. De même qu'il n'est pas normal de faire porter au seul logement social la responsabilité architecturale d'un pays. Quelques équipements publics y font aussi appel, mais rarement les P.t.t., par exemple. Quant à l'industrie, les immeubles de bureaux, la promotion privée, c'est le grand désert. Sous le prétexte étonnant que la population n'y fait pas attention... Vraiment ?





Pascal Lebrun

A Villejuif. Au fond l'immeuble de Paul Chemetov, au premier plan celui de Renée Gailhoustet.



Intérieurs de Renée Gailhoustet



Chemetov.



Les bâtiments d'Henri Ciriani à St-Denis.



« Le Palacio » de Ricardo Bofill à Marne-la-Vallée.

Faites vos jeux !

Les adeptes du pion, du fou ou de la gâchette électronique affluent en masse à Beaubourg. Jamais les Français n'ont autant joué qu'aujourd'hui

PAR MARTINE DUCOUSSET

MAIS c'est enfantin de conquérir Port-Stanley ! Un micro-ordinateur, un écran vidéo, une disquette, et vous voilà paré pour l'abordage. A condition bien sûr d'être suffisamment habile et versé dans la logistique guerrière pour déjouer les pièges tendus par l'adversaire argentin. Sinon, les Falkland deviendront à coup sûr Malvinas.

C'est incroyable, mais complètement vrai ! Les inventeurs de jeux tous azimuts ont élaboré, quelques jours après le départ en fanfare de la flotte anglaise de Portsmouth, une nouvelle distraction pour « ludomanes » : la bataille navale façon 1982, le joujou électronique qui procure des sensations fortes, comme si on y était. Ah Dieu, que la guerre est jolie ! Tout aussi angoissante que les échecs, tout aussi passionnante que le scrabble, et bien plus réjouissante que le Monopoly des familles.

Presque dernier-né de la race des « wargames » (1) — les conflits se précipitent de nos jours, et les récupérateurs-inventeurs sont à l'affût —, cet affrontement malouinien en chambre n'est qu'une péripétie parmi d'autres dans l'histoire fabuleuse et fascinante des jeux. Ou plutôt du jeu, dans toute sa richesse et sa diversité. De ce jeu dit « de société », et qui nous en apprend tellement sur ladite société et sur les individus qui la composent. Phénomène d'importance, phénomène de notre temps : Beaubourg lui consacre en ce moment une exposition (2), avec la collaboration de la revue « Jeux et stratégies ». Dans la salle d'actualité du Centre Georges Pompidou, une petite merveille et une réussite : un échiquier géant, avec des pièces de taille et des joueurs sur mesure. C'est-à-dire des joueurs enthousiastes, concentrés, acharnés ou décontractés, professionnels ou dilettantes, et qui combattent pour l'amour de l'art sous l'œil attentif de nombreux spectateurs. Des vieux de la vieille du jeu d'échecs, ou des gamins passés là peut-être par hasard, mais qui restent par plaisir.

Les jeux de A jusqu'à Z, ou encore « Silence, on joue » : Beaubourg fait le point sur le mécanisme, le matériel et les terrains de treize familles de jeux de stratégie. Les échecs bien sûr, mais aussi le backgammon (tric-trac, jacquet), les dames, le mancala (passe-temps préféré des Africains), les wargames, les jeux électroniques... Tout autour de la salle, des panneaux explicatifs avec jeux à l'appui apprennent aux non-initiés le B.A.-BA du ludisme international. Et les adeptes du pion, du fou, ou de la gâchette électronique affluent en masse.

Jamais les Français n'ont autant joué qu'aujourd'hui. Le journal « Jeux et stratégies » peut s'enorgueillir, après moins de trois ans d'existence, d'une audience d'environ 900 000 lecteurs, les micro-ordinateurs malgré leur prix élevé — de 1 000 à 8 000 F — se vendent quasiment comme des petits pains et les clubs de joueurs en tout genre fleurissent un peu partout dans l'hexagone. On se défonce au go (3), on se shoote au morpion, on plane grâce à Othello (4). « L'engouement est très récent, quelques années tout au plus », estime Michel Brassinne, joueur invétéré et rédacteur à ses moments perdus de la revue « Jeux et stratégies ». « C'est un phénomène étonnant, un raz de marée qu'on ne s'explique pas bien. Plusieurs facteurs psychologiques et sociaux entrent en ligne de compte, mais ils sont difficiles à démêler. La seule approche possible pour l'instant est historique : voir comment, de fil en aiguille et par l'intermédiaire de techniques diverses, le jeu a pris une ampleur telle qu'il s'est trouvé parfaitement intégré à la vie quotidienne de nombreux Français. »

Au départ fut le Rubick's Cube. Vous savez bien, cette horreur à six faces et à six couleurs dans le désordre qu'il faut malaxer et manipuler pour obtenir des faces et des couleurs ordonnées. Le vicieux inventeur de ce casse-tête pour futurs névropathes est un professeur hongrois, Ernö Rubick, qui voulait illustrer par un mécanisme ad hoc la théorie des groupes en mathématiques. Le cher homme est désormais connu dans le monde entier : bénéficiant d'un bouche à oreille publicitaire surprenant, son petit cube à usage interne a connu un succès phénoménal. Partout, à l'école, au bureau, dans la rue, chacun essayait des combinaisons, s'énervait de minute en minute, reprenait, envoyait valdinguer l'objet torturant à travers la pièce, puis recommençait presque calmement une nouvelle tentative.

Le cube maudit a fait boule de neige. Le difficile apprentissage de cette réussite nouvelle manière a provoqué un regain d'intérêt pour les casse-tête et les jeux de stratégie. « Ce sont des jeux qui prouvent l'intelligence du joueur, et cet aspect m'a beaucoup intéressé », explique Frédéric, ex-scrabbleur reconverti dans les wargames. « Laisser faire le hasard m'ennuie profondément. Mais me mesurer avec un adversaire, grâce à mes capacités propres, ou faire plus fort qu'un ordinateur, voilà qui est terriblement excitant ! »

Après le cube, l'électronique. D'abord les jeux vidéo dans les cafés, puis ceux qu'on pouvait avoir à domicile. Un seul impératif, se brancher sur sa télé. Ensuite, à nous la belle vie et le beau jeu : les dames, le labyrinthe, les matchs de tennis comme à Wimbledon et le bridge façon salon. C'est fou, la technique : il existe même des échiquiers électroniques programmés pour vous servir de partenaire. « Si un soir je n'ai pas envie de lire et que la télé n'offre qu'un film débile, je peux jouer aux échecs tout seul », raconte Frédéric. « Je branche, et je joue contre la machine. » Dépassés, les ténors de la science-fiction ! Les ordinateurs ainsi programmés deviennent de plus en plus compétitifs, et l'université de Pittsburgh (Pennsylvanie) a même promis récemment 100 000 dollars de récompense à la machine pensante et joueuse qui deviendrait championne du monde d'échecs. Un événement qui, selon les spécialistes, devrait se produire avant l'an 2000.

Electronique toujours avec les micro-ordinateurs dont l'apparition constitue, selon Michel Brassinne, « l'une des plus grandes révolutions de ces dernières années dans le domaine des jeux ». Le système est simple : l'ordinateur charge, sur sa mémoire centrale, un certain nombre de données, et se trouve ainsi prêt à jouer avec son utilisateur. Comment s'amuser ? « Aussi bien avec les jeux proposés dans le commerce, les classiques, qu'avec des jeux que j'invente moi-même », explique Monique qui a délaissé — momentanément — les mots croisés pour le bazar électronique. « J'ai commencé par n'être que simple utilisatrice, en enfournant dans l'ordinateur les disquettes que j'achetais. Puis j'ai décidé de m'atteler à la programmation. Maintenant, je crée moi-même des jeux avec des copains : on imagine une situation de départ, on tape les renseignements sur le clavier, et puis on part à l'aventure. »

Merveilleux micro-ordinateurs ! Ils ont transformé l'univers du ludomane. Chaque jeu peut désormais être transcrit sur écran vidéo. Ainsi les fameux wargames, terriblement en vogue un peu partout dans le monde. A l'origine de ces jeux de guerre, ersatz de conflits bien réels, quelques états-majors soucieux de simuler une attaque pour mieux la réussir. Généraux et maréchaux s'entraînaient ainsi à la tactique, grâce à des figurines qu'ils menaient sur tapis vert à un train d'enfer. En 1837, un nommé Moltke, général en chef de son état, imposa la pratique du « Kriegspiel » à tous les échelons de l'armée prussienne. L'exemple fut suivi dans pratiquement toute l'Europe, mais seuls les militaires continuaient à faire joujou. Il fallut attendre de la fin de la Seconde Guerre mondiale pour qu'arrive sur le marché un wargame ludique. Et le début des années 70 pour assister au développement prodigieux de ce divertissement peu banal. Les Américains en sont fous — les quelques milliers de jeux existant proviennent de chez eux —, les Anglais ne sont pas en reste, tandis que les Allemands détestent et que les Français comme les Italiens avancent à pas mesurés. « C'est très curieux, commente Michel Brassinne, comme un décalque des traumatismes de la dernière guerre. Côté vainqueur, on se soucie peu de figurer le bon ou le méchant, côté vaincu c'est le black-out total sur ce type de jeu. Quant aux mi-vaincus, mi-victorieux, ils hésitent, se tâtent, combattent leur résistance au jeu ou freinent leur enthousiasme. »

Ah ! les wargames, quel domaine extraordinaire ! On y trouve les élections au Politburo — ou comment bien magouiller pour mieux s'en sortir —, la délivrance d'un agent américain fait prisonnier à Kaboul par un espion du K.g.b., ou encore la simulation des prochaines élections présidentielles américaines. Oubliées, les épopées napoléoniennes qui firent les beaux jours de nombreux candidats guerriers pour rire. Actualité oblige, le wargame s'adapte aux bouleversements de la planète. A quand le jeu rigolo que tout le monde attend sur le Liban ?

Mais c'est une ironie que ne goûtent guère les joueurs. Ils s'amusent, point final. Après tout, pourquoi les en blâmer ? La dérision n'est-elle pas l'arme absolue par excellence ? C'est vrai, ce qui heurte, ce qui met mal à l'aise, c'est la récupération hâtive, le « si on disait que c'est la guerre, toi tu serais l'attaquant et moi le bombardé ». En ces temps de mitraillage permanent, le ludisme — puisque ludisme il y a — choque. Mais après tout, peut-être nous trompons-nous. Et si le jeu était le nec plus ultra du combat entre individus ? Et si grâce au jeu on pouvait... Il est toujours permis de rêver.

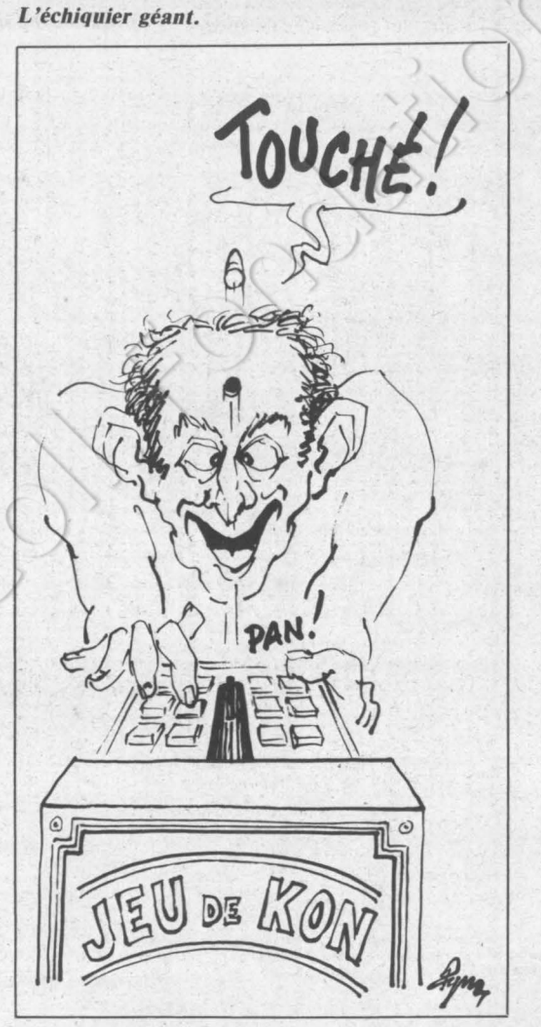
Rêvons donc. A partir d'un jeu étonnant et tout récent qui nous vient, une fois de plus, des Etats-Unis, et qui connaît un succès foudroyant, aussi bien outre-Atlantique qu'en France. Son nom : « Donjons et dragons ». On l'a étiqueté « Jeu de rôle » : parce que chacun des joueurs se voit attribuer justement un rôle bien précis, un statut social déterminé et des caractéristiques propres. Au meneur de jeu d'inventer sur papier quadrillé son domaine : un village, une forêt, et des chemins semés d'embûches qui mènent au château dont il est le maître. But du jeu, auquel peuvent participer plusieurs individus : atteindre le site domanial et revenir sain et sauf à son point de départ, chargé de trésors et prêt pour une nouvelle expédition. Les parties peuvent durer des heures, voire des semaines. Car traverser la forêt par exemple n'est pas une entreprise de tout repos : si le joueur méprisant refuse d'accepter le renseignement que lui donne un ermite mal habillé, tant pis pour lui. Il y perdra du temps, de l'argent, et peut-être la vie. Tout dépend des pièges inventés par le meneur de jeu.

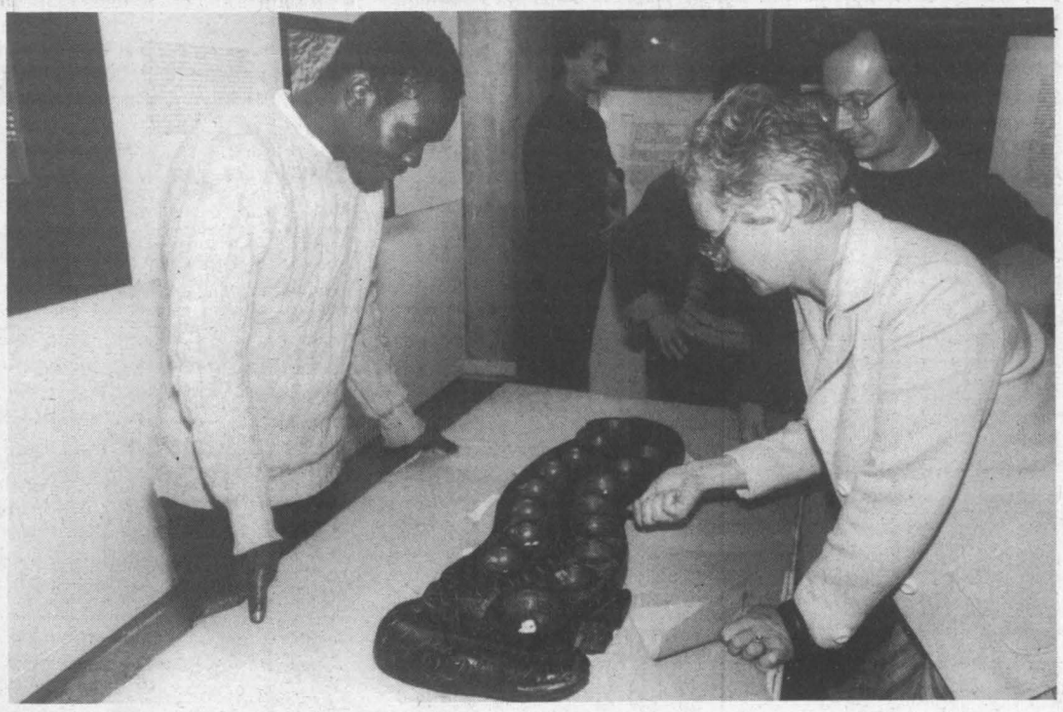
Ainsi partent à la conquête du château le guerrier, le clerc, le magicien, le voleur, munis d'armes et de provisions, mais surtout tributaires de leurs états d'âmes et de leurs impulsions. Car ce qui est passionnant dans cette quête du Graal des temps modernes, ce sont les réactions des personnages-joueurs. Un tel qui se déclarait pacifiste au départ et préférait garnir sa musette d'une canne à pêche finit par tuer sur son passage tout ce qui le gêne ; tel autre, timide et renfermé, se révèle à ce point courageux qu'il abat près du château un monstre particulièrement dangereux. Psychodrame ? « Pas vraiment », répond Michel Brassinne. « Mais c'est un peu révélateur, un des grands jeux du siècle. Parce que quand on joue ensemble, on vit ensemble. Dans « Donjons et dragons », on discute, on aime, on se bat. L'identification est totale entre le personnage et le joueur. On apprend sur soi, on apprend sur les autres. C'est une merveilleuse école. »

C'était du rêve. Mais c'était aussi la réalité de quelques-uns qui vont au bout de leurs fantasmes avec du papier, une gomme et un crayon. Tout bêtement, et tout joyeusement. Un rêve éveillé et lucide comme ça, c'est plutôt bien, non ? ●



L'échiquier géant.





Le mancala.

(1) Jeux de queue. Seul le terme anglais est employé par les joueurs.

(2) Jusqu'au 28 juin.

(3) But de ce jeu sur damier, avec pions noirs et blancs : constituer et contrôler le plus grand territoire possible.

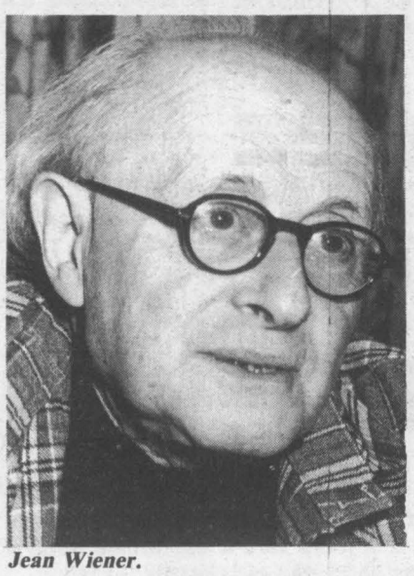
(4) Autre nom : Reversi. Je joue sur un « échiquier » dont toutes les cases sont de même couleur, avec des pions à double face.

Culture au fil des jours

Jean, je t'aime

« L'idée de la mort m'épouvante. Si, pendant cinq minutes, je pense que, de toute façon, bientôt, tout va devenir rien, j'ai envie de crier, de hurler... Ce n'est pas possible que la vie s'éteigne. Ce n'est pas possible que je n'aurai plus d'yeux pour voir ceux que j'aime, plus d'oreilles pour les entendre, plus de voix pour leur parler, plus de mains pour les toucher..., plus rien, plus rien..., le trou, le noir, le rien... » Voilà ce que tu écrivais, Jean, en 1978, dans ton livre « Allegro appassionato » (Belfond). Tu aimais la vie et tu criais ta révolte d'avoir à la quitter un jour. Qu'aurais-je à ajouter ?

Tu étais Jean Wiener et je t'aimais comme tu étais. Nous t'aimions : communiste et généreux, fidèle et rebelle, courageux et insolent, fier et libre, pas « aligné » pour un sou. Je t'aimais pour ce que je te devais, pour ce que nous te devions : le goût de la musique que tu nous avais inoculé, le goût de toutes les musiques sans ostracisme comme tu les avais mêlées dans tes fameux « concerts-salade », le goût de toutes les libertés. Je t'aimais quand tu avais le courage de la tolérance, celui qui consistait à défendre publiquement des hommes que ton parti, le Parti communiste, avait voulu salir, Jacques Prévert par exemple. Je



Jean Wiener.

t'aimais pour ton sens de la provocation, quand tu écrivais publiquement à propos de Prévert : « Jacques, je t'aime », et que tu m'expliquais tranquillement (voir « l'Unité » numéro 200) : « Il a écrit des choses plus marxistes que tout ce que j'ai lu ailleurs. » Je t'aimais pour ta force : quand tu parlais ainsi, pas un n'osait te répondre ! Je t'aimais quand toi, le communiste, tu ouvrais les fenêtres, quant tu la faisais fermer à tous les sectaires : « Il faut aller chez les autres, chez ceux qui sont différents. »

Je t'aimais, Jean Wiener. Nous t'aimions. Nous allons continuer à t'aimer. Nous allons continuer à t'écouter, à te lire, à faire de tes disques (1) notre quotidien. De cette façon, tu vas continuer à vivre : c'était ton souhait le plus cher.

Jean, je t'aime.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Dans l'abondante discographie de Jean Wiener, en attendant des rééditions probables, restent actuellement disponibles chez les disquaires : « Au temps du Bœuf sur le toit » (Ades) ; « Concerto pour accordéon et orchestre » et « Concert pour orchestre et piano principal » (Arion ARN 31 923) ; et « Pièces à quatre mains » d'Erik Satie (BAM 5844, Distribution AZ).

Un géant mort d'excès

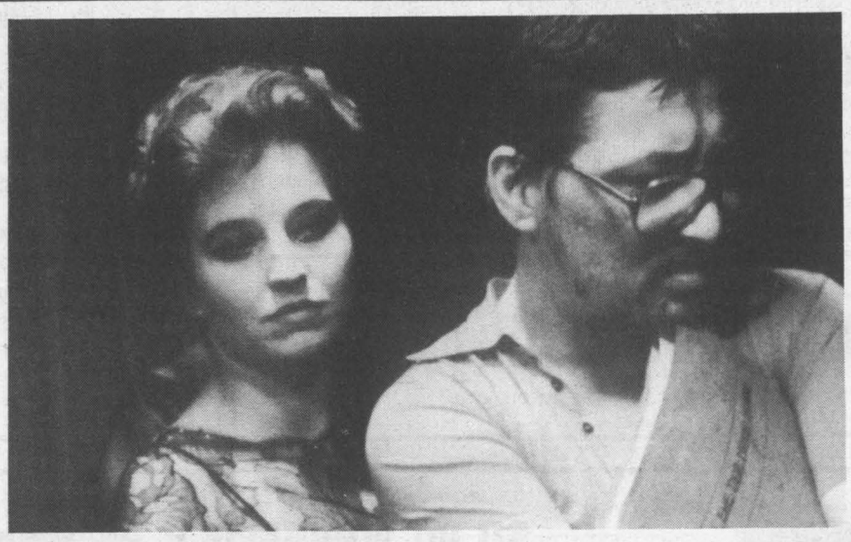
A force de courir trop vite, on finit par trébucher en chemin. Et Rainer-Werner Fassbinder est mort brutalement, à trente-six ans, le 10 juin dernier, dans l'hôtel qu'il habitait à Munich. Mort de trop de vie, sans doute. Mort d'excès, de fureur. Lorsqu'on va jusqu'au bout de tous les défis, il arrive qu'on finisse par toucher le fond.

Cinéaste boulimique s'il en est (plus de trente films à son actif), Fassbinder était aussi acteur, homme de théâtre. Une œuvre immense, multiple. Une œuvre irrégulière, aussi, où les coups de génie côtoyaient les ratages. Peu importait ; peu importe : Fassbinder, sans cesse, questionnait son temps. Ni répit ni relâche pour cet intellectuel aux allures de loubard, fils d'un médecin poète et d'une mère traductrice de William Faulkner. Avec une caméra ou des projecteurs de théâtre, il a sondé, imperturbablement, les ambiguïtés de l'âme allemande, l'hypocrisie de la Neues-Deutschland, les pièges du « miracle économique », le culte du mark. Ce n'est pas un hasard s'il fut un Allemand de l'après-Brecht ; un être des années 60, revenu de toutes les certitudes, blessé par tous les dogmes, déchiré entre une société bétonnée, murée dans l'incommunicabilité, et les sursauts sanglants de la « Dritte Generation », la génération du terrorisme.

Révolutionnaire, Fassbinder le fut peut-être plus que tout autre. Non pas en filmant la Révolution mais en dénonçant, film après film, l'imposture d'un monde tout entier fondé sur l'exploitation. De Petra von Kant croyant pouvoir monnayer l'amour de la jeune Karin au vieux baron achetant la jeune et joli Effi (« Effi Briest ») en passant par les humiliations successives se répétant en ricochet dans « le Droit du plus fort », tous ses personnages, toujours, ont fonctionné par souci de rentabilité. Jusqu'à l'explosion symbolique, dans « le Mariage de Maria Braun », d'une Allemagne moderne, née d'un capitalisme débridé qui s'est construit au mépris du bonheur.

Fassbinder gênait. Parce qu'il refusait l'amnésie. Parce qu'il touchait les plaies de son pays là où elles saignaient encore. Parce qu'il traquait la bonne conscience. Parce qu'il mettait à vif le renouveau possible du fascisme sous les traits paisibles de cet univers du business et des usines où, pour survivre et poursuivre sa route, il faut acheter, se vendre...

Impossible d'aller aussi loin sans s'impliquer totalement. Alors Fassbinder a joué son propre jeu. Sans mentir. La preuve la plus touchante qui nous reste est sa silhouette brisée, nue,



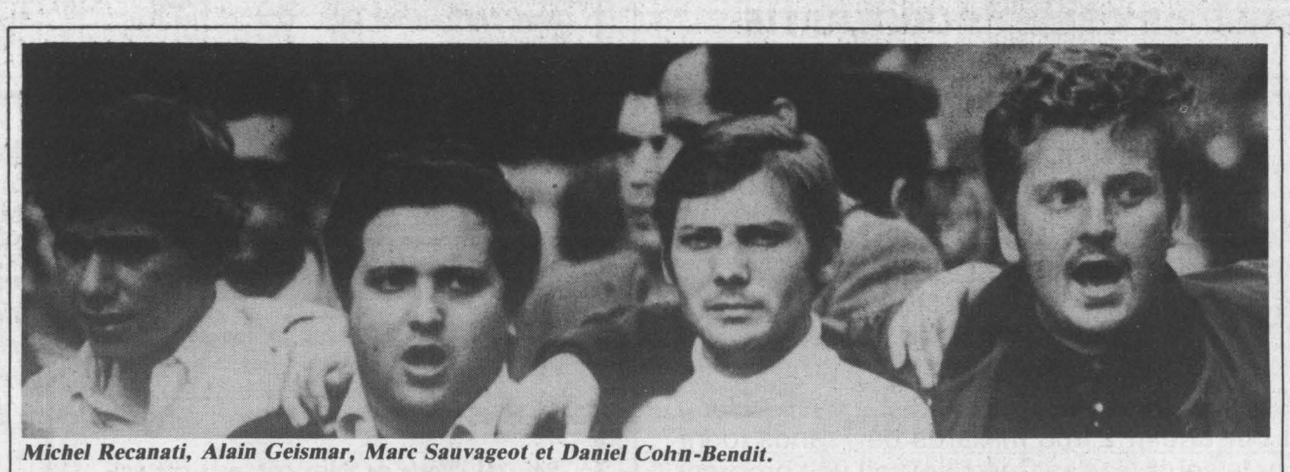
pleurant sur son peuple dans « l'Allemagne en automne ». Lucide. Terriblement lucide.

Il a filmé les marginaux, les oubliés : voyous, immigrés, infirmes, vieillards, prostitués, homosexuels — tous ceux qui paient l'addition des « Années de plomb ». Il les a plongés dans de nouvelles formes cinématographiques, incroyablement belles. Un style théâtral, lent, brisant volontiers le rythme du cinéma narratif traditionnel pour renouer avec le mélo, l'opéra. On n'oubliera pas l'atmosphère de claustrophobie des « Larmes amères de Petra von Kant », l'univers en miroirs de « Despair » (une œuvre pourtant loupée), la petite chambre crado de « Tous les autres s'appellent Ali », l'aquarium étrange de « Roulette chinoise » à travers lequel des bourgeois bon chic bon genre s'épiaient sans se parler.

Fassbinder venait, ultime défi, de terminer l'adaptation cinématographique du roman de Jean Genet « Querelle de Brest ». Il avait encore beaucoup à faire, pour nous empêcher d'oublier.

« J'aimerais être celui à partir de qui plus rien ne peut être comme avant », rêvait Fassbinder. C'était peut-être vrai. C'est fini.

FABIAN GASTELLIER



Michel Recanati, Alain Geismar, Marc Sauvageot et Daniel Cohn-Bendit.

Cinéma : un beau météore solitaire

La parution massive des grandes machines cannoises (« Fitzcarraldo », « Missing », « Hammet », etc.) risque de le rejeter dans l'ombre et ce serait dommage. Un petit film en mineur, noir et blanc pour sa plus grande partie, sans lancement publicitaire grandiose, mérite en effet d'être placé à leur niveau : « Mourir à trente ans », de Romain Goupil.

En fait, « Mourir à trente ans » est un beau météore solitaire. Une sorte de petit miracle a réuni toute une série de circonstances propices à en faire une œuvre unique dans le cinéma français. Car, par chance, cette chronique des années soixante, période déjà fort exceptionnelle, est racontée par un cinéaste qui fut l'un des protagonistes de la révolte de la jeunesse et l'ami inséparable d'un des quatre chefs de file de Mai-68. Par chance aussi, ce militant était un fana de cinéma, assez pour avoir dès l'adolescence filmé au jour le jour, en 8 ou 16 mm, des morceaux de leur propre vie. Par chance enfin, Goupil est un vrai cinéaste, un professionnel talentueux qui a tiré un parti remarquable de tout ce matériel filmé...

D'où ce résultat inespéré, abouti à force d'écueils évités : au lieu du enième patchwork « militant » sur Mai et au lieu de l'épopée racontée aux anciens combattants, au lieu aussi du balbutiant « moi je » cinématographique qui se substitue aujourd'hui au « premier roman » méritoire des jeunes intellectuels de jadis, voici un film dense et léger à la fois. Dont même la perfection formelle — limpidité du montage, finesse du commentaire, etc. — sert moins aux effets spectaculaires qu'à l'efficacité du propos.

A première vue, il est simple, ce propos : évoquer la militance des années soixante à travers l'évocation du meilleur ami de l'auteur, de leur adolescence et de leur jeunesse commune. L'auteur, c'est Romain Goupil, dirigeant lycéen de l'époque ; son ami, c'est Michel Recanati alias « Ludo », cofondateur des C.a.l. lycéens, qui, semble-t-il, ne se « remettra » jamais de l'échec du gauchisme et se suicidera en 1978. On les suit donc, l'un ou l'autre, au long d'une décennie où ils viennent tout juste de sortir de l'enfance : la « bande des Coyotes » de la quatorzième année, les petits films d'amateurs, le bref passage à la bonne vieille jeunesse communiste, la rencontre des trotskistes L.c.r., les comités Vietnam, les mobilisations lycéennes, Mai, les déchirements groupusculaires, la militarisation des services d'ordre de l'extrême gauche, la dissolution du parti d'Alain Krivine et les deux mois de prison de Michel Recanati...

Mais, alors que cet entrecroisement de deux jeunes vies s'est défait en 1973 et devait normalement glisser doucement dans l'oubli, le suicide de Michel a dicté à Romain cette nécessité essentielle : un portrait du jeune suicidé qui se constituera en mémoire de toute une génération. « Mourir à trente ans » est ce film-là, brûlé de passion et de tendresse, encore plus émouvant de ne jamais chercher à l'être.

On lira donc, dans l'œuvre de Goupil, la toute première apparition d'un mouvement lycéen politisé, assez bien structuré et relativement autonome. Et la part prise, dans les mouvements anti-impérialistes de l'époque, prolongés en mouvements contre le pouvoir gaulliste. Au moins le gauchisme des années soixante ne se trompait-il pas d'adversaire principal. Pour le reste, Romain Goupil porte lui-même des jugements cruels, mais lucides.

La vie, surtout, a été cruelle : cinq ans après Mai 68, un certain gauchisme est entré en agonie, laissant désemparés les personnages vrais de « Mourir à trente ans ». Heureux ceux qui, comme Goupil la création artistique, avaient déjà exploré d'autres voies. Les autres allaient se retrouver confrontés à des réalités qui ne s'affrontent pas à coups de motions et de meetings : un plongeon forcé dans l'eau glacée, rien de plus terrible.

Car il faut bien se rappeler ce qu'est le militantisme, quand on le pousse à la militance systématique : un monde clos, codé, protégé par ses rites, où l'on peut se faire croire qu'un tract va forcément infléchir l'Histoire. A plus forte raison quand l'organisation finit par se nourrir de l'organisation, comme dans divers exemples racontés par « Mourir à trente ans ». Or, le fétichisme de l'organisation n'a pas que des inconvénients politiques : il tend aussi à aliéner ceux qui le pratiquent.

« J'en avais assez de faire l'amour avec les réunions », dit le commentaire « off » du film de Goupil. « L'orga » au lieu de l'orgasme, la sexualité sublimée dans la militance comme elle peut l'être dans la religion, c'est seulement un des aspects de ce qui semble parfois un refus de la réalité quotidienne, la prolongation plus ou moins consciente de l'adolescence (au même titre que ces « coups » montés par Recanati qui ressemblent tant aux grands jeux de la bande des Coyotes). Ce n'est insulter personne que de rappeler en quoi se transforme alors le groupe, le parti : une famille de substitution parfois plus chaleureuse et, malgré les rivalités et les « magouilles » (dixit Goupil), quand même plus souvent solidaire que la famille traditionnelle.

Il n'est jamais mauvais, considérant le militantisme, de se rappeler ces possibles dérives, quand la vie privée ou professionnelle ne les équilibre pas. Même si elles menacent essentiellement les organisations de type militaro-dogmatique qu'affectionne l'ultra-gauche. Dans le meilleur des cas, si la « famille » disparaît ou vous rejette, c'est l'heure des bilans amers où l'on s'interroge, selon l'expression de Goupil, sur ce « terrible gaspillage » : à quoi bon les « 80 à 100 réunions par semaine » et les « 15 heures militantes par jour » ? Et, dans le pire des cas, cette amertume peut faire tourner au drame un accident biographique : ici, pour Recanati, un amour malheureux et la nouvelle brutale que son père n'était pas celui qu'il croyait.

Cet épisode douloureux, ces questions inconfortables, « Mourir à trente ans » les évoque avec pudeur et avec un humour affectueux qui prend juste ce qu'il faut de distance. Une flûte ironique vient même parfois moquer un peu les épopées passées... Il y a plusieurs fois, dans le film, un discret clin d'œil à l'esprit révolutionnaire fait cinéma : « Zéro de conduite » (49 ans et toutes ses incisives). Et n'est pas digne de citer Jean Vigo qui veut...

SERGE RICHARD

Musique : E viva Toscanini ! !

Il y a vingt-cinq ans et quelques mois, Arturo Toscanini (1) mourait aux Etats-Unis après une carrière unique et exemplaire de plus de soixante années. Des nombreux concerts qu'il avait enregistrés avec le N.b.c. Symphony Orchestra, il ne restait jusqu'à présent pas grand-chose. Certes, la firme R.c.a. avait déjà sorti quelques titres, mais dans quel état ! Une prise de son d'époque où le souffle le disputait aux grésillements nous avait privés d'une véritable écoute de ces documents.

Voilà qui est révolu. En regravant, en nettoyant les témoignages du passé, les ingénieurs italiens de la R.c.a. viennent de nous rendre Toscanini ; de nous restituer la sonorité, l'art, la grandeur du chef disparu. Treize disques et coffrets, seize compositeurs allant de Saint-Saëns à Wagner en passant par Verdi, Sibelius, Smetana, Rossini et Mozart sont à présent à la portée de tous pour nous dire, nous raconter qui était cet homme ; quels étaient ses rapports avec la musique dans les années 42-54. En prime : un disque inédit datant de 1920, où Toscanini dirige l'orchestre de la Scala de Milan. Il avait alors 54 ans, était au sommet de ses moyens et réinventait Beethoven (Symphonie nº 1, 4e mouvement ; Symphonie nº 5, 4e mouvement) avec une maestria et une rigueur étonnantes.

Vingt ans plus tard, Toscanini n'a rien perdu de sa force et les pages qu'il nous a laissées avec l'orchestre de la N.b.c. relèvent toutes d'un « top » niveau encore rarement égalé à ce jour.

Certes, Toscanini n'était pas universel. Sa lecture de Mozart (Symphonie nº 39 - extraits ; Symphonie nº 40), par exemple, est contestable. Et ce n'est peut-être pas un mystère si Toscanini ne se sentit jamais totalement à l'aise dans l'univers de ce compositeur qu'il dirigea peu souvent (à peine 17 œuvres symphoniques et seules deux œuvres lyriques dont le « Don Giovanni » qui ne vit le jour qu'une seule fois, à Buenos-Aires et auquel le maestro renoncera pour toujours par la suite).



Arturo Toscanini vu par Solo.

Entre tous ces instants de plaisir intense, on se promènera au gré de son propre goût : une « Inachevée » de Schubert sombre de sévérité (à laquelle on pourra peut-être préférer la version Furtwängler) ; un Wagner magnifié, terriblement humain, dont la modernité nous apparaît tout d'un coup flagrante ; un Rossini irrésistible, vif, dansant... Mais, dominant tous ces enregistrements, le témoignage Verdi. Un « Requiem » et un quatrième acte de « Rigoletto » (avec Leonard Warren ! !) tout simplement souverains. Giulini, dix ans plus tard, s'en souviendra pour son « Requiem ». Mais avant lui, aux côtés de Toscanini, un seul chef possédait déjà cette brillante rigueur : Guido Cantelli, en qui Toscanini voyait son successeur. Il devait se tuer à trente-cinq ans, dans un accident d'avion, et ne nous laisser que quelques témoignages dont, justement, un « Requiem » fascinant mais, hélas, pratiquement introuvable (2).

Ce succès que l'on doit à R.c.a. devrait permettre enfin une réédition complète des enregistrements de Toscanini. Dans la liste d'attente se trouvent une superbe 7e de Chostakovitch, un Tchaïkovski retrouvé (« Nutcracker suite », « Manfred ») et, en vrac, les intégrales de « la Traviata », « Falstaff », « Otello », « Un bal masqué » et « Aïda », « Fidelio ». De quoi rêver !

F.G.

**** Toscanini — « l'Homme derrière la légende ». 13 disques et coffrets R.c.a. Nº VL 46000 et 46010 et 46024 — De 40 à 45 F le disque.***

(1) Sur ce chef, ne pas oublier l'excellente (et unique) biographie disponible en français : « Arturo Toscanini » par Harvey Sachs, aux éditions Francis Van de Velde.

(2) « Requiem » direction Guido Cantelli. Bruno Walter Society.

CREDIT COOPERATIF

CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT COOPERATIF

Les Assemblées Générales de la CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF et de la BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT COOPERATIF se sont tenues sous la présidence de M. Jacques MOREAU, le 27 mai, à leur nouveau siège social, installé depuis le 24 mai 1982 au Parc de la Défense, 33 rue des Trois Fontanot à NANTERRE Hauts-de-Seine, où sont regroupés l'ensemble des services centraux du groupe.
Pour la première fois, l'Assemblée de la BFCC a été organisée par sections, douze assemblées régionales ayant élu leurs délégués à l'Assemblée Générale.

Au cours de l'exercice 1981, les versements de crédits à moyen et long terme du Crédit Coopératif ont atteint 2,068 milliards de Francs (dont 970,6 millions de Francs pour la seule Caisse Centrale) soit une progression de 20 % par rapport à 1980. Le développement de l'activité de crédit s'est réalisé au profit des organismes de l'économie sociale dont la part dans les versements du groupe a atteint 74 %.

S'agissant des ressources, le groupe a enregistré une croissance particulièrement rapide des dépôts collectés par la BFCC, en augmentation de 40 % par rapport à la fin de l'exercice 1980.

La Caisse Centrale et la BFCC ont réalisé en 1981 un bénéfice avant impôt, amortissements et provisions respectivement de 21,1 millions de Francs et de 19,5 millions de Francs. Leurs Assemblées Générales Ordinaires ont décidé de distribuer 1 815 600 Francs aux sociétaires de la CAISSE CENTRALE et 1 710 000 Francs à ceux de la BFCC.

Une Assemblée Générale Extraordinaire a été prévue pour le 24 juin 1982 afin de mettre le statut de la BFCC en harmonie avec les dispositions de la loi du 17 mai 1982 portant création du statut de Société Coopérative de Banque.

S'agissant de la Caisse Centrale, une Assemblée Générale Extraordinaire a adopté des modifications des statuts. Ceux-ci ont été mis en harmonie avec les dispositions du décret du 27 Février 1982 relatif à l'organisation de la Caisse, et prévoient notamment que désormais le Président et le Directeur général ne seront plus nommés pxr décret, mais élus par le Conseil d'Administration, leur nomination devant être agréée par les Pouvoirs Publics. Les nouveaux statuts prévoient d'autre part la possibilité pour la Caisse Centrale de distribuer une ristourne coopérative.

SOCIÉTÉ CENTRALE
DE BANQUE

Une banque orientée vers les P.M.E et les Particuliers ;

Des filiales insérées dans l'économie régionale.

- 5 Bd de la Madeleine 75001 PARIS

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 242. Infirmières diplômées d'état plus formation cadre santé publique (prévention, épidémiologie) cherchent travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire (quartier municipalité, centre de santé) libres au 15 septembre.

Ecrire à Arlette Boscaud 21 rue de la Faisanderie, 77500 Chelles.

DIVERS

Réf. 241. Porte de Paris sud, près cité universitaire, fonctionnaire récemment retraitée, seule, aimant dialogue, partagerait son logement avec personne calme. Chacun (e) gardant son indépendance. Participation au loyer à convenir. Même sensibilité, affinités, sympathie réciproque indispensables.

Ecrire au journal qui transmettra.

A raison d'un spectacle différent chaque soir et grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvellee dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
★ abonnement de six mois (150 F) ☐
★ abonnement d'un an (230 F) ☐
et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.C.P. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

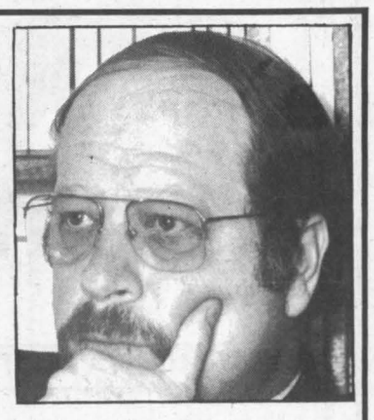
transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grands Reporters : Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directeur de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

La chronique littéraire de Claude Glayman



Chère Autriche

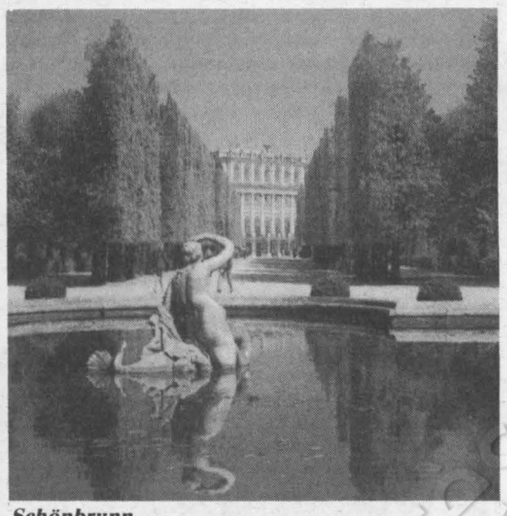
« Journaux » de Robert Musil (Seuil) et « le Flambeau dans l'oreille » d'Elias Canetti (Albin Michel).

VISITER à quelques semaines d'intervalle Rome, Athènes, Vienne permet de vérifier que nous ne sommes pas seulement les héritiers de l'Antiquité gréco-romaine. Les Français, qui sont volontiers hexagonaux et américanisés, ignorent trop l'apport de la maison d'Autriche. La culture germanique, ils la connaissent (mal) à travers l'Allemagne, ses reichs et ses performances économiques. Tandis qu'ils limitent le monde slave aux pays dits de l'Est (ce qui n'est déjà pas si mal), enfermés dans la contrainte totalitaire imposée par l'U.r.s.s., l'Autriche, charnière entre l'Occident et l'Est, petit pays par l'espace et la population, est mal perçue dans son entité contemporaine aussi bien que dans sa descendance du fabuleux empire austro-hongrois. Et pourtant, entre la France et l'Autriche, les souvenirs communs, les influences réciproques, les rencontres dans le passé sont multiples, et on peut penser que la visite du président de la République contribuera à réactiver une curiosité d'autant plus justifiée que la matière, loin d'être décevante, exerce au contraire une fascination à laquelle on ne résiste guère. Fascination qui paralyse celui qui, comme moi, en ce moment, cherche à rendre compte du domaine autrichien, et plus particulièrement de la part littéraire de ce domaine.

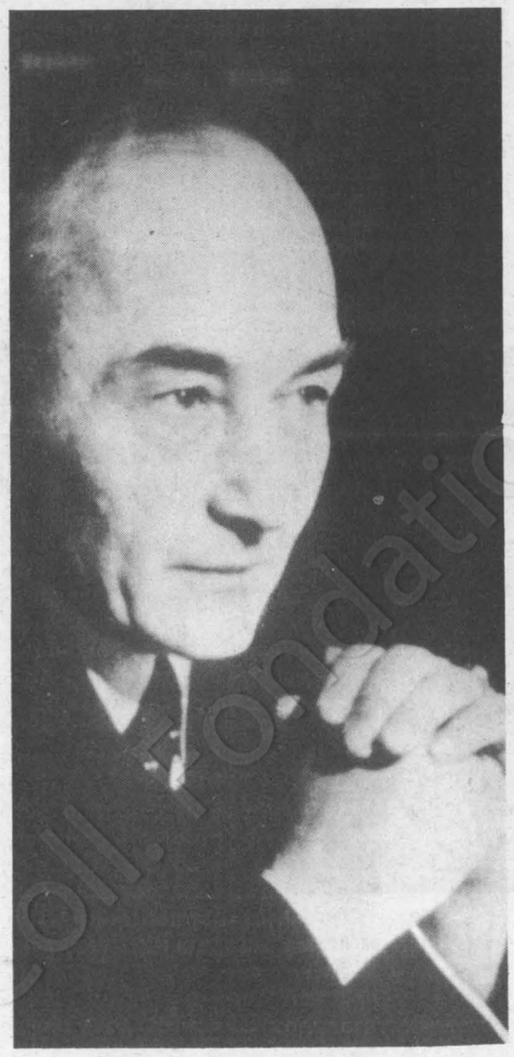
Par quelle porte entrer, par quel titre, par quel auteur amorcer un tour d'horizon que l'actualité des publications nourrit toujours plus ou moins indirectement. Comme dit lapidairement Karl Kraus (1874-1936), cet étonnant homme d'orchestre, journaliste, auteur d'aphorismes, écrivain de théâtre, etc. : « Les rues de Vienne sont pavées de culture. Les rues des autres villes, d'asphalte », (« Dits et contredits » — Editions Champ Libre — 1975) ou comme le note, en 1941, l'immense romancier Robert Musil dans ses « Journaux » : « Je juge plus important d'écrire un livre que de gouverner un empire. Et plus difficile aussi », (cf. les deux tomes des « Journaux » que viennent de publier les éditions du Seuil). Même si tout ne s'est pas joué et ne se joue pas à Vienne (environ 1,7 million d'habitants sur 7,5 millions pour le pays), c'est dans cette ville étonnante, inoubliable, d'un charme complexe et irrésistible que l'emprise de l'Histoire est la plus forte et soulève le problème que je m'apprête à expliciter. Quoi de plus symbolique à ce sujet que de se retrouver dans le bureau de l'empereur Joseph II à la Hofburg (Palais impérial) et d'interroger l'actuel président de la République, Rudolph Kirchläger (la constitution autrichienne n'est nullement présidentielle, le pouvoir est exercé par le chancelier, en l'occurrence Bruno Kreisky, très forte personnalité que complète la personnalité également imposante du président qui n'appartient à aucun parti mais est soutenu par le Parti socialiste). Magnifique architecture des lieux, moins grandiose que celle de Versailles mais sans doute plus humaine, plus profonde, plus variée, plus capiteuse si l'on veut, au beau milieu des horloges, des tableaux, des tentures et des lustres. Point central d'où œuvra ce réformateur, Joseph II (la biographie que lui a consacrée François Fejtö vient d'être republiée à la Librairie académique Perrin sous le titre de « Joseph II : un Habsbourg révolutionnaire », on ne saurait trop la conseiller).

L'art du passé-présent

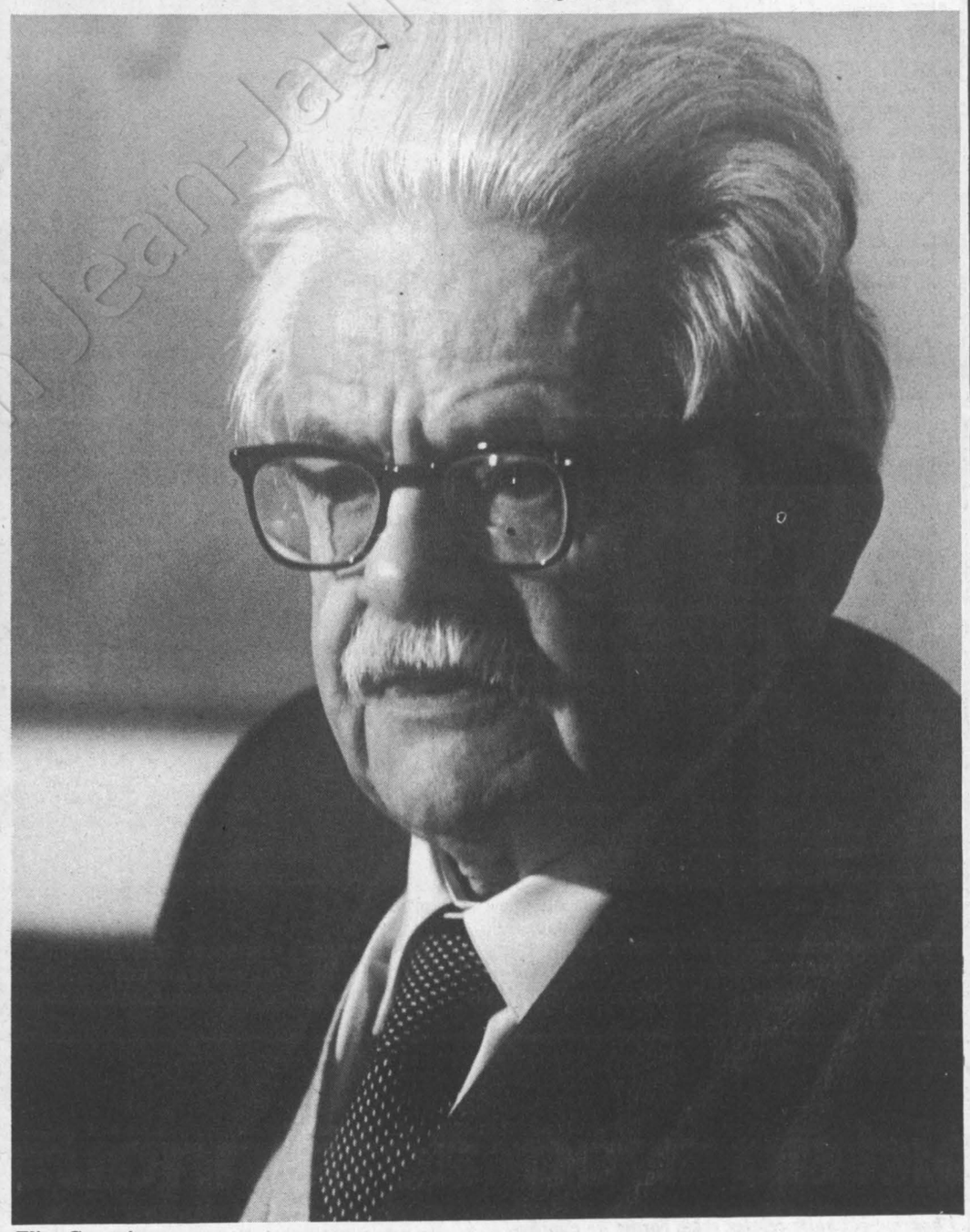
Le paradoxe des Autrichiens, et singulièrement des Viennois, tient au fait qu'ils vivent dans l'Histoire d'hier et qu'en même temps ils paraissent avoir réussi l'examen de passage de la modernité. La capitale est un musée baroque permanent, un opéra, une opérette toujours en représentation ; la charge des souvenirs, des références ne cesse pas, même dans les quartiers populaires, laborieux ou dans les secteurs les plus anodins ; mais simultanément, on y observe tous les atouts significatifs d'un Etat social, économique, éthique, avancé. A coup sûr, les vicissitudes tragiques de l'Histoire ont conduit les Autrichiens à protéger jalousement les termes de leur consensus, un peu à l'image des Allemands ou des Japonais. Considérés comme vaincus en 1945 parce qu'enrôlés de force par les nazis, les Autrichiens, dix ans plus tard, tireront avec une habileté sans pareil les leçons et les marrons d'une histoire meurtrière. De 1918, date à laquelle l'empire des Habsbourg s'écroule dans la défaite aux côtés du reich, à 1955, date du traité d'indépendance, l'Autriche connaîtra la tragédie d'une époque que nous connaissons très mal, plus avertis de la montée du fascisme mussolinien, de la crise de 1929 ou de la guerre civile espagnole. Cette période d'effacement et de drame constitue, non pas le thème, mais le contexte omniprésent du nouveau tome de l'autobiographie d'Elias Canetti, « Histoire d'une vie » : « le Flambeau dans l'oreille » (chez Albin Michel). Canetti a reçu le prix Nobel en 1981 ; né dans l'actuelle Bulgarie, juif, il a été et est encore l'un de ces fruits étonnants du melting-pot de l'empire des Habsbourg (que dans ses effets bénéfiques l'on pourrait comparer au melting-pot des Etats-Unis). Voyageur dès l'enfance, ayant vécu longuement en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Suisse, il écrit en allemand et est typique du merveilleux cosmopolitisme de Vienne. D'une écriture raffinée, classique, où la poésie n'exclut ni la précision ni l'analyse, cet écrivain, que l'on pourrait — toutes proportions gardées — comparer à Albert Cohen et de qui se rapproche Manes Sperber avec sa trilogie « Ces temps-là » (trois volumes parus chez Calmann-Lévy) —, déroule son histoire personnelle, celle de ses rencontres sentimentales ou littéraires (sa femme, Karl Kraus, Bertolt Brecht, la faune artistique du Berlin des années 30, etc.). Mais plus que Cohen, ou Sperber, Canetti possède un sens philosophique pour analyser le mal de l'époque, qui lui a fait écrire naguère son essai « Masse et puissance » (traduit chez Gallimard). Canetti s'identifie à un passé à jamais évanoui, qui prolonge l'extraordinaire période fin de siècle à Vienne : l'empire en décadence (mais un empire dont il faudrait avec nuances analyser les lumières et les ombres, car il comporta probablement toute une part de libéralisme que la III[e] République française a eu tôt fait d'occulter sous prétexte qu'elle était république et que l'empire déclencha la boucherie de 14-18, cf. Sarajevo) abrite ou suscite une prodigieuse éclosion artistique. Veut-on citer des noms (lire sur ce point un excellent numéro de la revue « Critique » : « Vienne début d'un siècle », qui vient de reparaître aux Editions de Minuit), Rilke, Hofmannsthal, Sweig (Pierre Belfond reprend ses très étonnants « Souvenirs d'un Européen » ou « le Monde d'hier », qui est le dernier livre conçu et écrit par un Zweig isolé en exil et décidé à se suicider), Schnitzler, Trakl, les peintres Egon Schiele, Gustav Klint, l'architecte Otto Wagner et toute l'Ecole du « Jugenstil » apparue en réaction au classicisme de l'empereur (classicisme non sans valeur comme on peut l'admirer à Vienne tout au long du Ring), les musiciens Mahler, Schönberg, Berg ; Freud et sa camarilla, Musil bien sûr et tant d'autres. A l'exception sans doute du cubisme, toute la modernité du XX[e] siècle a été conçue à Vienne. Et nous rejoignons là notre thèse. Vienne lègue au monde une bonne part du XX[e] siècle intellectuel, puis s'efface dans un effondrement global, qui n'est pas sans similitude avec celui de l'Allemagne. En 1955, les Autrichiens se libèrent de l'occupation alliée, les Russes — unique cas au monde — se retirent. Loin de reprendre le fil du bouillonnement culturel antérieur, encore que..., l'Autriche s'invente alors un modèle politique, social et économique, où la recherche et la réussite du consensus complètent une période initiale, au point de vue politique, dite de Grande Coalition lorsque conservateurs et socialistes gouvernent ensemble, puis donnent naissance à un pouvoir social-démocrate autonome qui dure encore et qui a conduit le Premier ministre français, Pierre Mauroy, à parler de « modèle autrichien ». Ainsi les Autrichiens se gouvernent de manière toute moderne et entretiennent avec nostalgie le flambeau d'un passé prestigieux mais révolu. Apparente contradiction ou contradiction réelle ?



Schönbrunn.



Robert Musil.



Elias Canetti.

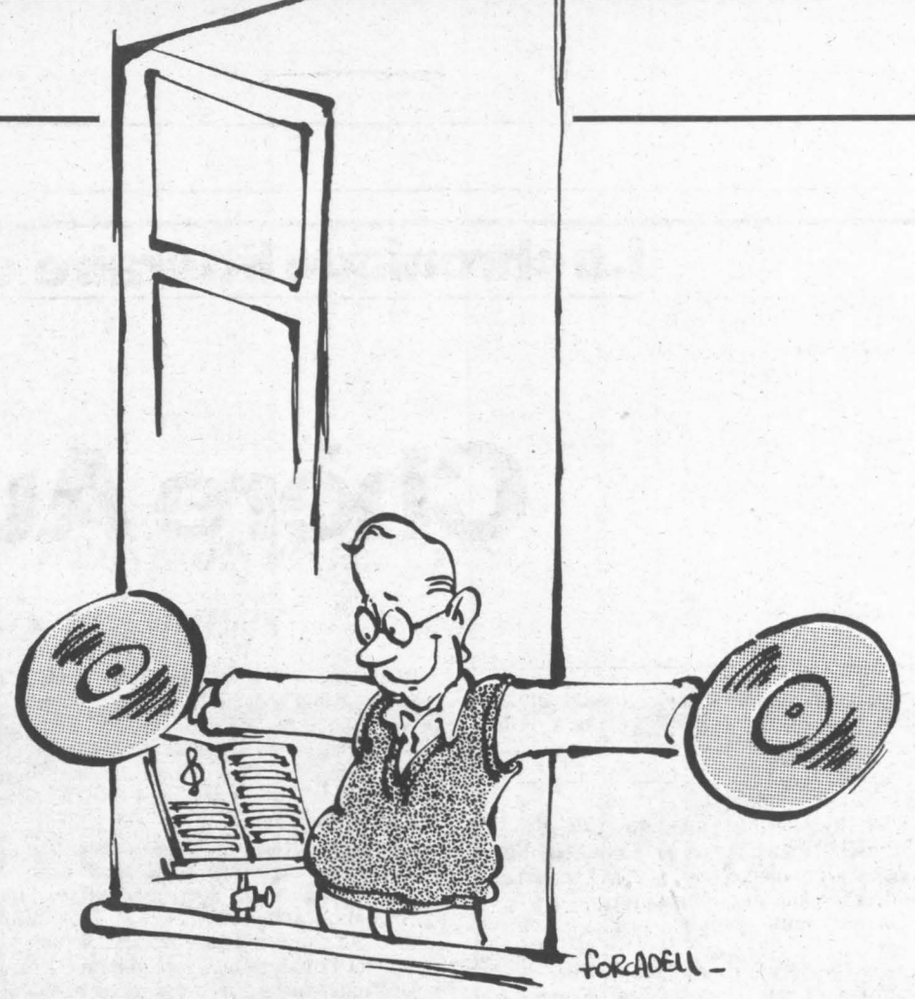
Une littérature mélancolique

A moins d'admettre que cette forme social-démocrate n'ait pas trouvé de prolongement culturel propre ? (Ce que je crois volontiers à la lumière de ce qui s'est déroulé en Suède, en République fédérale allemande, etc., sinon à considérer la réaction littéraire radicale et souvent morbide engendrée par ce type de régime depuis 20, 30 ans comme son produit culturel !) L'on retrouve à point nommé le fameux problème de l'identité au sens général et culturel, ce que Robert Musil avait très largement prophétisé. Dans une de ses dernières parutions, « le Magazine littéraire », consacrée à « Musil et la crise de l'homme moderne », deux excellents articles signés Maurice Blanchot et Jacques Bouvresse font le point sur cette question. Le premier note : « L'homme sans qualités, n'a rien de particulier. C'est l'homme quelconque, et plus profondément l'homme sans essence, l'homme qui n'accepte pas de se cristalliser en un caractère ni de se figer en une personnalité stable... L'homme sans particularité, qui ne veut pas se reconnaître dans la personne qu'il est, pour qui tous les traits qui la particularisent ne font de lui rien de particulier, jamais proche de ce qui lui est le plus proche, jamais étranger à ce qui lui est extérieur, se choisit tel par un idéal de liberté, mais aussi parce qu'il vit dans un monde — le monde moderne, le nôtre — où les faits particuliers sont toujours prêts à se perdre dans l'ensemble impersonnel des rapports dont ils ne marquent que l'intersection momentanée. » Cette symbolique de l'homme moderne — absence d'identité individuelle — me paraît renforcée par l'étroit rapport que Musil a désiré établir entre la littérature et l'exactitude des sciences. Bouvresse met fortement l'accent sur cette particularité de Musil que l'on observe très rarement chez les artistes du XX[e] siècle. Musil remarque : « L'ancienne naïveté du récit n'est plus suffisante au regard du développement de l'intelligence. » Et encore : « Nous n'avons pas trop d'intellect et trop d'âme, mais pas assez d'intellect dans les questions de l'âme. » Cette sorte d'objectivation de l'art qui fut poussée par exemple par le nouveau roman français n'a-t-elle pas inspiré les écrivains autrichiens contemporains, tels Peter Handke ou Thomas Bernhard (cf. « l'Unité », n° 467 du 7 mai 1982), auteurs de proue de la très dynamique maison d'édition « Residenz Verlag ». Celle-ci intervient à partir de Salzbourg. On a traduit en français, outre Handke et Bernhard les auteurs suivants : Franz Innerhofer « De si belles années » (Gallimard, 1977) ; Peter Rosei « Un peu plus loin » (Gallimard, 1980) et Alfred Kolleritsch « la Vie en vert » (Grasset, 1980). Par cette littérature nouvelle, méthodique, pour le moins mélancolique, l'Autriche répond à l'équilibre socio-politique dont elle s'est dotée et renoue ainsi quelque peu avec la tradition de Musil. Mais cette avant-garde demeure, pour l'instant, plus élitiste qu'autre chose — en témoigne à sa manière l'absence de cinéma autrichien comme il en existe un admirable en République fédérale allemande. Le passé culturel domine toujours ce pays qui a pourtant forcé les portes de l'avenir dans l'art de se gouverner. Il n'est pas interdit de penser que cette contradiction, qu'elle soit superficielle ou profonde, accroît encore le charme du pays dont Vienne est à coup sûr le fleuron toujours vivant. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

MUSIQUE

Que la fête commence !



PAR FABIAN GASTELLIER

Le 21 juin, Paris et la France entière vont vivre la fête de la musique. A l'initiative de Jack Lang, tous ceux qui auront envie de pousser la note avec leur voix, leur piano, leur pipeau, leur batterie de rock ou de cuisine seront les bienvenus. De 20 h 30 à 21 heures pour les manifestations organisées, tard dans la nuit pour le reste, tous les quartiers résonneront aux sons des musiques les plus diverses.

Cette nuit de solstice d'été marquera l'explosion d'un feu secret : l'extraordinaire renouveau musical vécu par notre pays. Plus de cinq millions de Français, aujourd'hui, pratiquent eux-mêmes la musique et plus d'un million sont élèves dans des écoles d'enseignement musical. Plus que d'un sursaut, il s'agit là d'un véritable pas de géant. Que Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la Culture, a bien l'intention de développer — (vous avez dit orchestres ?).

C'est pourquoi « l'Unité » a profité de cette fête pour le questionner sur les tenants et aboutissants de cette révolution musicale tricolore.

« L'UNITE » : Maurice Fleuret, la fête de la musique du 21 juin s'inscrit au cœur d'un véritable renouveau musical. D'où vient cette renaissance ? A-t-on envie de s'éloigner des mots, en cette fin de siècle, pour trouver un autre langage ?

MAURICE FLEURET : Les mots et les sons doivent cohabiter. Mais il est vrai que, depuis un certain nombre d'années, le concept contenu dans le verbe a pris le pas sur la sonorité de la parole. Or toutes les grandes civilisations, au cours de l'Histoire, sont des civilisations où le son a compté. Et même plus : où l'acoustique, qui est antérieure au son, a compté. On en saisit l'évidence en visitant les sites pré-colombiens au Mexique, au Guatemala : des lieux immenses, ouverts, étonnamment porteurs de la parole. Ce que l'on vit, ici, à l'heure actuelle, dans ce foisonnement musical diffus, c'est peut-être la reconquête de la dimension sonore du verbe. Ou, plus encore, le retour à la conscience acoustique.

— Pourquoi un tel retour ?

— Par évidence, par réflexe. L'homme a terriblement besoin de se situer dans l'espace. Par l'œil, il acquiert une conscience de l'espace. Par l'oreille, il atteint l'espace acoustique. Les deux sont d'ailleurs étroitement liés puisque, dans des acoustiques prétendument idéales, l'oreille se trouve perturbée si l'œil est trop loin de la source sonore. Le spectateur, uniquement parce que sa vue sera gênée, croira entendre moins que ce qu'il entend en réalité. Il faut donc les deux, car un espace dont on n'a pas conscience de l'acoustique est un espace mort. Parce que l'acoustique, c'est ce qui est susceptible de vibrer, de palpiter ; c'est donc la vie. En cette fin de siècle, le goût des Occidentaux pour le son, la voix, la musique en général procède beaucoup, à mon avis, du réflexe écologique de préservation de l'espèce. Plus que jamais, aujourd'hui, l'homme éprouve le besoin de retrouver la nature. Plus encore : la matière. Ce qui nous entoure, nous a faits. Parce que notre société de masse nous a mutilés ; qu'elle nous a coupés des choses essentielles, qu'elle nous a canalisés dans un ordre donné, pour un but déterminé. Plus de place pour ce qui est erratique ; pour le hasard... Du coup, si nous voulons survivre, il nous faut retrouver le contact avec les phénomènes naturels ; avec ce qui est le plus simple, le plus fondamental. Ce que l'on pourrait appeler l'ordre caché sous le désordre apparent des choses... C'est peut-être un discours rousseauiste, mais je pense que c'est une des raisons du renouveau musical.

— N'y a-t-il pas aussi le fait que les mots, les discours, ont fait beaucoup de mal et que l'homme souhaite rejeter cette forme de communication ?

— Plus encore. A une époque où, c'est certain, les idéologies fortes et les croyances religieuses ont perdu beaucoup de leur crédibilité, l'homme a dû trouver un autre moyen de se dépasser — les jeunes disent « se défoncer », ce qui est pareil ! — d'aller au-delà de ses limites. Et, d'évidence, il a choisi la musique parce que c'est, de loin, le plus immatériel de tous les arts. Ça ne se voit pas, ne se touche pas, ne s'attrape pas ; c'est une sorte de vibration atmosphérique. Voilà pourquoi beaucoup de gens viennent à la vie intérieure par la musique.

— Vous parliez des croyances religieuses. Il y a aussi une forme de communion dans la musique...

— Les hommes ont toujours eu besoin de partager ensemble le mystère. Un exemple est frappant : il suffit d'organiser un mauvais concert dans une église pour qu'il y ait foule, alors qu'un bon concert dans une salle n'attirera peut-être pas autant de monde de façon immédiate. La musique est bien ressentie comme le mystère absolu. De plus, les églises ont une acoustique bizarroïde qui trouble, certes, la nature des œuvres, mais crée un environnement sonore extraordinaire. Dans ce cas, peu importe l'art, seul le rite compte.

— La musique, c'est aussi le langage le plus universel dans un monde d'incommunicabilité...

— Là, je ne suis plus vraiment d'accord. Parce que Mozart, pour les Balinais, ça ne compte pas beaucoup et que la musique de Bali, pour les Salzbourgeois du XVIII[e] siècle, ce n'était pas évident non plus... Ce qui est universel, c'est la communication par le son. Pas la musique, car elle est multiple. Cela dit, aujourd'hui, nous connaissons beaucoup plus de brassements des peuples que l'histoire tout entière n'en a jamais vécu. De ce fait, nous allons vers le mélange des genres et des peuples, et toutes les musiques nous deviennent accessibles — soit « live » grâce aux voyages, soit par reproduction. Nous traversons une phase où tous ces langages se croisent, s'accumulent. Après viendra la synthèse d'où naîtra une musique tonifiée, forte de ces apports extérieurs et riche de ses racines personnelles. Comme ils ont réussi déjà à le faire au Japon, à Bali où ils ont une tradition personnelle tellement forte qu'ils peuvent assimiler la musique européenne sans risquer de se perdre. Pour l'instant, chez nous, c'est la transition. Qui explique l'absence de création. Les gens râlent : Ah ! les années soixante où l'on découvrait tous les jours une nouvelle œuvre de Boulez, Stockhausen etc. ! Moi, je dis que la révolution n'est pas éteinte ; qu'elle est permanente mais qu'en ce moment elle est quantitative et non qualitative. On n'a jamais écouté et fait autant de musique ! Une musique qui — phénomène totalement nouveau — ne connaît plus ni théorie dominante ni esthétique dominante. C'est l'ère de l'hybridation, de l'ambiguïté... Si nous trouvons cela suspect, c'est que nous raisonnons encore en terme d'objet d'art. La musique doit être un objet d'art ! Moi, je dis que nous irons plus loin, que le but ne sera plus l'objet mais l'acte. Dans la « Fête de la musique », c'est le jeu de mot, le « Faites ! » qui importe. Le geste. Ce geste sonore dont on a tant besoin.



Maurice Fleuret.

— L'abandon de la notion « d'objet d'art » va peut-être enfin permettre à la musique d'atteindre toutes les couches sociales, car certaines personnes peuvent se sentir rejetées quand on leur parle « d'art ».

— Naturellement ! Le geste, tout le monde peut le faire. Prenez par exemple les établissements d'enseignement technique. Ce sont les seuls de France où la musique n'existe pas ; où le mot même n'est jamais prononcé par les professeurs, les directeurs. Et c'est là que se développent le plus de groupes pop, rock et autres. Peut-être, justement, parce qu'ils n'ont pas un objet, un modèle sacro-saint établi comme référence absolue. Ils n'ont que ce qui est véhiculé par les médias ou le disque. Là-dessus, ils explosent d'eux-mêmes.

— Mais le monde du disque, l'ère discographique peut aussi être un handicap. Comme on n'écoute plus que l'absolue perfection, on désapprend la vérité musicale...

— Ça nous a flanqué des tas de complexes ! Comme, hélas, nos traditions se sont perdues (et cela pour des raisons éminemment politiques d'unification), l'art professionnel a pris le dessus. Infirmes, les masses délèguent à quelques-uns leur capacité de rêve, d'imagination, d'acte artistique. Or, plus on se contente d'écouter, d'être passif, moins on osera mettre la main à la pâte. Comment un malheureux amateur oserait-il se saisir d'un violon lorsqu'on nous submerge de Menuhin ? Et qui plus est, Menuhin retranscrit sur disques, parfait... On nous a collé des points de repère d'une telle hauteur que toutes les imperfections du geste spontané et de la recherche personnelle sont devenues insupportables, alors qu'elles sont la vie même. Cela dit, qui goûte au geste, à l'acte — avec toutes les scories, les hésitations, les ratages — sera très vite convaincu que la perfection en boîte n'est rien du tout à côté !

— C'est un combat de titan : lutter contre les industries discographiques, le secteur privé, l'argent...

— Non. Il faut des disques, évidemment. Mais pas seulement. Notre devoir est de relancer la vie musicale contre la conserve systématique. Saviez-vous que, dans certaines régions de notre pays, on consacre cinq fois plus d'argent public à la diffusion qu'à la formation ? On a créé des instruments de diffusion : orchestres, théâtres d'opéra etc. Très bien, mais on se retrouve à plat. Parce que la formation n'a pas suivi. D'où un blocage de notre société qui ne trouve plus aujourd'hui chez elle les talents dont elle a besoin. Nous comptons deux millions de chômeurs et moi, j'ai quatre-vingts postes vacants dans mes orchestres ! Lorsque les élus locaux viennent me réclamer des orchestres, ils ne se rendent pas compte que ce serait des formations de travailleurs immigrés... Car, je n'ai personne ! Ils feraient mieux de désirer bâtir des écoles, car la première chose à faire, c'est d'assurer la formation professionnelle. Il y a une maladie, chez nous, qui consiste à vouloir fabriquer des génies mais pas de simples bons professionnels. C'est aberrant. Récemment, un directeur de conservatoire, lors d'un concours, a demandé à une jeune violoniste de lui jouer un trait d'orchestre. La voilà qui se lève ! Pourquoi ? Parce qu'elle ne savait pas jouer assise ! Elle passera sans doute sa vie entière au sein d'un orchestre, mais on lui a enseigné l'art d'être soliste !

— Il y a d'autres carences : celles des chanteurs pour certains styles. Nous n'avons plus personne pour chanter Rameau, Bellini, Donizetti, Wagner...

— Ce n'est pas nouveau mais c'est inquiétant. Vous savez d'où ça vient ? De ce qu'on a voulu créer des voix polyvalentes. Une belle utopie ! Personne ne peut exceller en tout et il vaut mieux être un bon spécialiste qu'un mauvais généraliste. Nous devons absolument récupérer les styles disparus, développer toutes les structures de formation professionnelles spécialisées. Et cela dans tous les domaines de la musique.

— Donc il faut dès à présent agir tout en sachant que rien ne se fera rapidement ?

— C'est cela même. Il faut se jeter à l'eau grâce, notamment, à la « Fête de la musique » qui doit être un événement. Après, on apprendra à nager, et l'on ne doit pas cacher que le chemin sera long. Certes, la réforme essentielle que nous mettons sur pied avec l'Education nationale est en très bonne voie mais, avant que les instituteurs soient formés, avant que leur nombre soit suffisant, il faudra peut-être dix, vingt années. Nous mettons la première pierre. En cela, j'admire profondément ce gouvernement qui, avec le peu de temps qu'il a, a le courage de prendre des dispositions qui perturbent le présent mais engagent l'avenir de façon radicale. C'est ainsi que nous y arriverons : en accumulant les petits gestes, les petites initiatives, les petites décisions dont chacune est irréversible.



Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325